

ENSEMBLE POUR LA RELANCE

Renforcer.
Investir.
Bâtir.

**Budget des
dépenses**

POUR L'EXERCICE SE
TERMINANT LE 31 MARS 2023

BUDGET DES DÉPENSES DU MANITOBA DE 2022

**POUR L'EXERCICE
SE TERMINANT LE 31 MARS 2023
DÉPOSÉ POUR ADOPTION
LORS DE LA QUATRIÈME SESSION
DE LA QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE**

**M. CAMERON FRIESEN
MINISTRE DES FINANCES**

Reconnaissance du territoire

Nous reconnaissons que le Manitoba se trouve sur les territoires visés par un traité et sur les territoires ancestraux des peuples anishinabé, anishininiwak, dakota oyate, denesuline et nehethowuk.

Nous reconnaissons que le Manitoba se trouve sur le territoire des Métis de la rivière Rouge.

Nous reconnaissons que le nord du Manitoba comprend des terres qui étaient et sont toujours les terres ancestrales des Inuits.

Nous respectons l'esprit et l'objectif des traités et de la conclusion de ces derniers. Nous restons déterminés à travailler en partenariat avec les Premières Nations, les Inuits et les Métis dans un esprit de vérité, de réconciliation et de collaboration.

TABLE DES MATIÈRES

APERÇU	5
Partie A – Fonctionnement	
Crédits législatifs et crédits	9
Coûts de fonctionnement et coûts d'immobilisations	10
État comparatif des dépenses	11
Partie B – Investissements en immobilisations	
Crédits législatifs et crédits	12
Prévisions des investissements en immobilisations 2022-2023	13
Partie C – Prêts et garanties	
Crédits à voter	14
Prévisions des prêts et des garanties 2022-2023	15
Partie D – Investissements en immobilisations d'autres entités comptables	
Crédits à voter	16
Prévisions des investissements en immobilisations d'autres entités comptables 2022-2023	17
Rubriques :	
Assemblée législative (1)	18
Conseil exécutif (2)	24
Éducation postsecondaire, Développement des compétences et Immigration (44)	26
Agriculture (3)	31
Développement économique, Investissement et Commerce (10)	37
Éducation et Apprentissage de la petite enfance (16)	42
Régime de retraite de la fonction publique et autres frais (6)	49
Environnement, Climat et Parcs (12)	52
Familles (9)	59
Finances (7)	68
Santé (21)	77
Réconciliation avec les peuples autochtones et Relations avec le Nord (19)	93
Justice (4)	96
Travail, Protection du consommateur et Services gouvernementaux (8)	105
Santé mentale et Mieux-être de la communauté (24)	115
Relations avec les municipalités (13)	122

TABLE DES MATIÈRES

Ressources naturelles et Développement du Nord (25)	128
Commission de la fonction publique (17)	134
Aînés et Soins de longue durée (34)	137
Sport, Culture et Patrimoine (14)	140
Transport et Infrastructure (15)	145
Crédits d'autorisation (26)	154
Urgences diverses (27)	158
Allègements fiscaux (33)	160
Dettes publiques (31)	162
Annexe	164

APERÇU

Le Budget des dépenses du Manitoba pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023 donne le détail des dépenses que le gouvernement a l'intention d'engager au cours de l'exercice 2022-2023. Il énumère les crédits annuels que doit approuver l'Assemblée législative en vertu de la Loi portant affectation de crédits. Y figurent également les crédits législatifs qui ne nécessitent pas un vote de la Législature. Les notes explicatives ci-dessous sont fournies dans le but de faciliter l'examen de ce budget.

Loi annuelle portant affectation de crédits

La loi annuelle portant affectation de crédits prévoit des crédits affectés aux dépenses des ministères énoncées dans la Partie A (Fonctionnement), la Partie B (Investissements en immobilisations), la Partie C (Prêts et garanties) et la Partie D (Investissements en immobilisations d'autres entités comptables). Les crédits de chaque partie sont annuels et arrivent à échéance à la fin de chaque exercice financier.

Catégories de dépenses

Partie A – Fonctionnement

Cette partie du Budget des dépenses comprend les trois catégories suivantes :

Dépenses de fonctionnement – dépenses liées à la prestation directe des programmes et services du gouvernement, y compris les salaires et les avantages sociaux, les coûts généraux de fonctionnement, les subventions et l'aide financière à d'autres entités comptables et à des tiers, et d'autres dépenses. Celles-ci comprennent les subventions en capital aux organismes, comme les municipalités, pour la construction ou l'amélioration des immobilisations qui leur appartiennent.

Dépenses législatives – dépenses qui sont couvertes automatiquement en vertu de lois, comme les dépenses pour l'Assemblée législative (y compris celles visant les hauts fonctionnaires indépendants), les indemnités et les avantages sociaux des députés, et les frais liés au service de la dette. Ces frais sont indiqués dans le Budget des dépenses par les lettres « D.L. » dans la colonne « Rés. n° » du Budget détaillé, et constituent une dépense non votée. Ces dépenses sont incluses dans le Budget des dépenses à des fins informatives seulement. Elles ne font pas partie de la loi annuelle portant affectation de crédits ni des crédits provisoires, et sont automatiquement payées sur le Trésor.

Dépenses non votées – dépenses sans incidence sur la trésorerie, pour lesquelles aucun paiement n'est requis sur le Trésor. Ces dépenses non votées sont incluses dans le Budget des dépenses à des fins informatives. Elles ne font pas partie de la loi annuelle portant affectation de crédits ni des crédits provisoires. La mention « D.N.V. » dans la colonne « Rés. n° » du Budget détaillé représente une dépense non votée. Les dépenses non votées comprennent les catégories suivantes :

Coûts d'amortissement liés aux immobilisations – les coûts d'amortissement constituent une dépense à des fins comptables, mais ils sont liés aux crédits de la Partie B votés lorsque les immobilisations ont été construites ou acquises.

Allègements fiscaux – les allègements fiscaux constituent une dépense à des fins comptables, mais ils sont reçus comme une compensation des recettes fiscales fédérales, et constituent donc une dépense sans incidence sur la trésorerie.

Modifications comptables – ces frais de rajustement de bilan sont approuvés par d'autres moyens et ne nécessitent pas de fonds prélevés sur le Trésor.

APERÇU

Partie B – Investissements en immobilisations

Cette partie correspond aux crédits pour les dépenses ministérielles d'acquisition ou d'achat annuel d'immobilisations corporelles. Les immobilisations corporelles sont celles dont la durée de vie utile s'étend au-delà de l'exercice dans lequel elles ont été acquises, construites ou développées, et qui sont destinées à être utilisées plutôt que vendues.

Partie C – Prêts et garanties

Cette partie correspond aux crédits affectés aux dépenses des ministères pour les programmes de prêts et de garanties de prêts consentis à des tiers. Parmi les exemples de programmes de prêts, notons le Programme d'aide aux étudiants du Manitoba, qui verse des prêts aux étudiants postsecondaires, les programmes de la Société des services agricoles du Manitoba, qui versent des prêts aux producteurs ou aux entreprises agricoles, et le programme de la Société d'habitation et de rénovation du Manitoba, qui offre des garanties de prêts aux organismes de logement sans but lucratif.

Partie D – Investissements en immobilisations d'autres entités comptables

Cette partie correspond aux crédits pour les dépenses d'autres entités comptables aux fins des acquisitions ou des achats annuels d'immobilisations corporelles fournis sous forme de prêts ou de subventions du gouvernement. Les autres entités comptables comprennent les offices régionaux de la santé, les divisions scolaires, les établissements d'enseignement postsecondaire, les organismes de service spécial et les sociétés d'État. Les immobilisations corporelles sont amorties sur toute la durée de leur vie utile au-delà d'un an.

Budget des dépenses de l'exercice précédent

Le Budget des dépenses de l'exercice précédent est inclus dans les pages de sommaires et de rubriques à des fins de comparaison. Les montants de l'exercice précédent représentent les montants indiqués dans le Budget des dépenses de 2021 et ne comprennent pas de crédits supplémentaires.

Dans l'exercice financier 2021-2022, un montant additionnel a été approuvé par l'Assemblée législative en vertu d'une affectation supplémentaire de crédits. Une annexe à la fin du présent document représente les affectations supplémentaires approuvées dans l'exercice.

Afin de pouvoir tirer des renseignements utiles de la comparaison entre les années, il peut être nécessaire de rajuster les chiffres du Budget des dépenses de l'exercice précédent. Cet ajustement permet de tenir compte des changements apportés à l'organisation du gouvernement ainsi que de tout autre rajustement nécessaire pour établir la comparaison.

APERÇU

Autorisations de dépenser supplémentaires

L'Assemblée législative approuve les crédits du Budget des dépenses principal par numéros de résolutions (« Rés. n° » dans le Budget détaillé). L'autorisation de dépenser ne peut pas être transférée entre les ministères ou les rubriques, sauf s'il s'agit de transferts à partir des crédits que mentionne la rubrique intitulée « Crédits d'autorisation » (p. ex., pour la Mise en œuvre de certaines ententes).

Si des dépenses supplémentaires sont nécessaires à cause de circonstances imprévues, le gouvernement doit déposer un Budget des dépenses supplémentaire et une loi portant affectation supplémentaire de crédits quand l'Assemblée siège, ou obtenir l'autorisation de faire ces dépenses par mandat spécial si l'Assemblée ne siège pas ou qu'elle a suspendu ses travaux pendant au moins 10 jours. Tout Budget des dépenses supplémentaire fait partie du total des dépenses votées pour cet exercice.

Crédits d'autorisation et urgences diverses

En plus des ministères, le Budget comprend des rubriques séparées pour les crédits se rapportant à des programmes qui sont administrés par plusieurs ministères lorsqu'il est important de connaître le montant total accordé à chacun de ces programmes ou lorsque la répartition des fonds entre les divers ministères n'est pas encore déterminée au moment de l'impression du Budget. Dans certains cas, le ministre des Finances affecte des fonds aux ministères à partir des crédits d'autorisation, selon le besoin. Dans d'autres cas, les ministères ont le pouvoir d'imputer directement à la rubrique ad hoc les dépenses autorisées.

Recouvrements

Pour assurer une plus grande transparence des transactions interministérielles lorsqu'une affectation de crédits dans un ministère a une incidence sur une affectation dans un autre ministère, le Budget des dépenses indique le coût de fonctionnement total des différents programmes en répartissant les frais généraux parmi ces programmes. Les recouvrements des coûts comprennent les dépenses pour les assurances, les subventions tenant lieu de taxes et certains avantages sociaux. Le recouvrement des coûts figure dans un sous-poste intitulé « Moins : Somme récupérable d'autres postes » ou est indiqué comme faisant partie d'une autorisation de recouvrement dans un sous-poste. Cela signifie qu'une partie ou la totalité des coûts du programme sont récupérés auprès d'autres programmes par imputation au ministère en question ou à d'autres ministères. Les sommes récupérées pour les services fournis dans le cadre de programmes ne relevant pas du périmètre comptable consolidé figurent dans les recettes.

APERÇU

Organismes de service spécial

Les organismes de service spécial sont des prestataires de services qui ont une responsabilité plus directe en matière de résultats d'exploitation. Ils peuvent offrir des services directement au public, des services internes au gouvernement pour ses opérations ou encore des programmes de réglementation et d'exécution des lois. Les organismes de service spécial sont créés par règlement et fonctionnent en vertu d'une charte ayant reçu l'approbation du ministre des Finances. Le financement du fonctionnement des organismes de service spécial n'est normalement pas prévu dans le Budget des dépenses annuel, car ils s'autofinancent généralement à l'aide des divers droits et tarifs qu'ils appliquent. Même si les organismes de service spécial peuvent se voir accorder des prêts de la partie D pour des acquisitions d'immobilisations, chacun de ces organismes figure dans les dépenses du ministère dont il relève.

Documents budgétaires supplémentaires

Le Budget complémentaire produit par chaque ministère et déposé à l'Assemblée législative avant la tenue des séances du Comité des subsides, donne de plus amples renseignements sur les dépenses prévues.

Obligation redditionnelle des ministères

Le Budget des dépenses tient compte de la retenue de 20 % du traitement des ministres prévue dans la Loi sur la responsabilité financière et la protection des contribuables. La retenue est versée à la publication du rapport annuel de l'exercice indiquant que le gouvernement n'a pas enregistré de déficit ou qu'il a enregistré un déficit non interdit supérieur au montant de référence de l'exercice visé.

**PARTIE A – FONCTIONNEMENT
CRÉDITS LÉGISLATIFS ET CRÉDITS**

	2022-2023 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2021-2022	2021-2022 (milliers de \$)*
Total des crédits législatifs	977 513	17,3	833 600
Total des crédits à voter	15 298 010	(0,7)	15 412 943
Total des dépenses non votées	556 470	(1,5)	565 014
Total de la Partie A – Dépenses de fonctionnement	16 831 993	0,1	16 811 557

*** Conciliation
(milliers de \$)**

	CRÉDITS LÉGISLATIFS	CRÉDITS À VOTER	DÉPENSES NON VOTÉES	TOTAL
Partie A – Fonctionnement				
Budget des dépenses publié de 2021-2022	1 145 000	14 981 699	565 014	16 691 713
Transfert venant de :				
Assemblée législative	-	800	-	800
Allègements fiscaux	-	310 600	-	310 600
Transfert allant à :				
Assemblée législative	(800)	-	-	(800)
Allègements fiscaux	(310 600)	-	-	(310 600)
Recettes	-	119 844	-	119 844
Budget des dépenses 2021-2022 (après rajustement)	<u>833 600</u>	<u>15 412 943</u>	<u>565 014</u>	<u>16 811 557</u>

PARTIE A – FONCTIONNEMENT
COÛTS DE FONCTIONNEMENT ET COÛTS D'IMMOBILISATIONS

	(milliers de \$)		COÛTS LIÉS AUX IMMOBILISATIONS *		TOTAL
	DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	SUBVENTIONS EN CAPITAL	ACTIF GÉNÉRAL	INFRASTRUCTURE	
Assemblée législative					
• Dépenses législatives	22 318	-	-	-	22 318
• Autres crédits	31 260	-	-	-	31 260
Conseil exécutif	4 511	-	-	-	4 511
Éducation postsecondaire, Développement des compétences et Immigration	797 210	-	376	-	797 586
Agriculture	183 139	95	1 035	-	184 269
Développement économique, Investissement et Commerce	171 852	-	1 078	-	172 930
Éducation et Apprentissage de la petite enfance	2 079 714	103 922	58	-	2 183 694
Régime de retraite de la fonction publique et autres frais	32 178	-	-	-	32 178
Environnement, Climat et Parcs	82 401	-	946	6 258	89 605
Familles	2 021 615	-	278	-	2 021 893
Finances	53 193	-	424	-	53 617
Santé	6 057 588	207 890	7 500	-	6 272 978
Réconciliation avec les peuples autochtones et Relations avec le Nord	27 296	3 797	-	46	31 139
Justice	686 327	-	3 040	-	689 367
Travail, Protection du consommateur et Services gouvernementaux	375 335	-	49 000	-	424 335
Santé mentale et Mieux-être de la communauté	389 312	786	531	-	390 629
Relations avec les municipalités	243 038	137 375	990	-	381 403
Ressources naturelles et Développement du Nord	112 489	-	3 291	-	115 780
Commission de la fonction publique	26 283	-	-	-	26 283
Aînés et Soins de longue durée	54 330	-	-	-	54 330
Sport, Culture et Patrimoine	80 393	-	29	-	80 422
Transport et Infrastructure	209 704	-	6 926	262 614	479 244
Crédits d'autorisation	965 906	-	-	-	965 906
Urgences diverses	100 000	-	-	-	100 000
Allègements fiscaux					
• Dépenses législatives	113 300	-	-	-	113 300
• Autres crédits	271 121	-	-	-	271 121
Dette publique (dépenses législatives)	841 895	-	-	-	841 895
TOTAL	16 033 708	453 865	75 502	268 918	16 831 993

* Comprend les coûts d'amortissement liés aux immobilisations corporelles déjà acquises et à celles qui seront acquises pendant l'exercice 2022-2023.

**PARTIE A – FONCTIONNEMENT
ÉTAT COMPARATIF DES DÉPENSES**

	2022-2023 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2021-2022	2021-2022 (milliers de \$)
Assemblée législative			
• Dépenses législatives	22 318	9,6	20 363
• Autres crédits	31 260	2,8	30 405
Conseil exécutif	4 511	-	4 511
Éducation postsecondaire, Développement des compétences et Immigration	797 586	(0,1)	798 360
Agriculture	184 269	(0,7)	185 504
Développement économique, Investissement et Commerce	172 930	(7,2)	186 326
Éducation et Apprentissage de la petite enfance	2 183 694	16,6	1 872 838
Régime de retraite de la fonction publique et autres frais	32 178	30,1	24 740
Environnement, Climat et Parcs	89 605	0,8	88 873
Familles	2 021 893	2,7	1 969 196
Finances	53 617	6,3	50 432
Santé	6 272 978	2,4	6 126 841
Réconciliation avec les peuples autochtones et Relations avec le Nord ..	31 139	1,7	30 615
Justice	689 367	3,9	663 527
Travail, Protection du consommateur et Services gouvernementaux	424 335	15,2	368 342
Santé mentale et Mieux-être de la communauté	390 629	4,3	374 345
Relations avec les municipalités	381 403	3,0	370 246
Ressources naturelles et Développement du Nord	115 780	4,2	111 138
Commission de la fonction publique	26 283	0,9	26 058
Aînés et Soins de longue durée	54 330	s. o.	329
Sport, Culture et Patrimoine	80 422	7,4	74 866
Transport et Infrastructure	479 244	3,0	465 074
Crédits d'autorisation	965 906	(33,4)	1 449 852
Urgences diverses	100 000	-	100 000
Allègements fiscaux			
• Dépenses législatives	113 300	(63,5)	310 600
• Autres crédits	271 121	(8,1)	294 939
Dette publique (dépenses législatives)	841 895	3,5	813 237
TOTAL	16 831 993	0,1	16 811 557

**PARTIE B – INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS
CRÉDITS LÉGISLATIFS ET CRÉDITS**

	2022-2023 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2021-2022	2021-2022 (milliers de \$)*
Total des crédits législatifs	10 000	-	10 000
Total des investissements en immobilisations à voter	939 237	18,4	793 317
Total de la Partie B – Investissements en immobilisations	949 237	18,2	803 317

*** Conciliation
(milliers de \$)**

	CRÉDITS LÉGISLATIFS	CRÉDITS À VOTER	TOTAL
Partie B – Investissements en immobilisations			
Budget des dépenses publié de 2021-2022	10 000	793 317	803 317
Budget des dépenses de 2021-2022 (après rajustement)	10 000	793 317	803 317

PARTIE B
PRÉVISIONS DES INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS 2022-2023

	2022-2023 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À	2021-2022 (milliers de \$)
Agriculture.	426	(14,8)	500
Environnement, Climat et Parcs.	2 672	5,2	2 541
Familles.	45	(32,8)	67
Finances.	125	-	125
Santé.	1 305	-	1 305
Justice.	2 286	(26,0)	3 090
Travail, Protection du consommateur et Services gouvernementaux.	66 200	-	66 200
Santé mentale et Mieux-être de la communauté.	266	-	266
Relations avec les municipalités.	1 725	-	1 725
Ressources naturelles et Développement du Nord.	3 277	(44,8)	5 934
Sport, Culture et Patrimoine.	50	-	-
Transport et Infrastructure.	614 459	13,1	543 258
Rajustements liés aux services internes (crédits d'autorisation).	256 401	43,8	178 306
Total de la Partie B – Investissements en immobilisations	949 237	18,2	803 317

**PARTIE C – PRÊTS ET GARANTIES
CRÉDITS À VOTER**

	2022-2023 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2021-2022	2021-2022 (milliers de \$)*
Total des prêts et des garanties à voter.	<u>425 718</u>	3,3	<u>412 030</u>
Total de la Partie C – Prêts et garanties	<u>425 718</u>	3,3	<u>412 030</u>

*** Conciliation
(milliers de \$)**

	CRÉDITS LÉGISLATIFS	CRÉDITS À VOTER	TOTAL
Partie C – Prêts et garanties			
Budget des dépenses publié de 2021-2022	-	<u>412 030</u>	<u>412 030</u>
Budget des dépenses de 2021-2022 (après rajustement)	-	<u>412 030</u>	<u>412 030</u>

PARTIE C
PRÉVISIONS DES PRÊTS ET DES GARANTIES 2022-2023

	2022-2023 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2021-2022	2021-2022 (milliers de \$)*
Éducation postsecondaire, Développement des compétences et Immigration	74 000	23,3	60 000
Agriculture.	247 430	1,8	243 100
Développement économique, Investissement et Commerce.	8 000	-	8 000
Familles	15 000	-	15 000
Relations avec les municipalités	81 288	(5,4)	85 930
Total de la Partie C – Prêts et garanties	425 718	3,3	412 030

**PARTIE D – INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS D’AUTRES ENTITÉS COMPTABLES
CRÉDITS À VOTER**

	2022-2023 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2021-2022	2021-2022 (milliers de \$)*
Total des investissements en immobilisations d’autres entités comptables	<u>1 742 198</u>	(16,9)	<u>2 095 422</u>
Total Partie D – Investissements en immobilisations d’autres entités comptables	<u>1 742 198</u>	(16,9)	<u>2 095 422</u>

*** Conciliation**
(milliers de \$)

	CRÉDITS LÉGISLATIFS	CRÉDITS À VOTER	TOTAL
Partie D – Investissements en immobilisations d’autres entités comptables			
Budget des dépenses publié de 2021-2022	-	2 095 422	2 095 422
Budget des dépenses de 2021-2022 (après rajustement)	-	2 095 422	2 095 422

PARTIE D
PRÉVISIONS DES INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS D'AUTRES ENTITÉS COMPTABLES 2022-2023

	2022-2023 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2021-2022	2021-2022 (milliers de \$)*
Éducation postsecondaire, Développement des compétences et Immigration	10 000	(71,3)	34 800
Éducation et Apprentissage de la petite enfance	260 385	-	260 385
Familles	67 000	(0,4)	67 274
Finances	906 597	(29,6)	1 288 600
Santé	288 913	(0,1)	289 251
Justice	87 344	35,7	64 346
Travail, Protection du consommateur et Services gouvernementaux	47 633	118,6	21 790
Santé mentale et Mieux-être de la communauté	3 545	10,5	3 207
Ressources naturelles et Développement du Nord	70 781	7,6	65 769
Total de la Partie D – Investissements en immobilisations d'autres entités comptables	1 742 198	(16,9)	2 095 422

CRÉDITS	2022-2023 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2021-2022	2021-2022 (milliers de \$)*
ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE (1)			
Partie A – Fonctionnement (dépenses législatives)			
1. Indemnités (dépenses législatives)	6 453	2,0	6 327
2. Prestations de retraite (dépenses législatives)	3 369	(3,3)	3 485
3. Dépenses des députés (dépenses législatives)	9 616	3,4	9 301
4. Financement des élections (dépenses législatives)	2 880	130,4	1 250
Sous-total	22 318	9,6	20 363
Partie A – Fonctionnement (crédits à voter)			
5. Autres dépenses de l'Assemblée	11 162	3,5	10 789
6. Bureau du vérificateur général	7 375	-	7 373
7. Bureau de l'ombudsman	4 350	7,0	4 066
8. Bureau du directeur général des élections	2 574	1,3	2 540
9. Bureau du protecteur des enfants et des jeunes	5 799	2,9	5 637
Sous-total	31 260	2,8	30 405
Total de la Partie A – Fonctionnement	53 578	5,5	50 768
Sommaire de la Partie A – Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	31 260	2,8	30 405
Subventions en capital	-	-	-
Total des crédits à voter	31 260	2,8	30 405
Dépenses législatives	22 318	9,6	20 363
Total de la Partie A – Fonctionnement	53 578	5,5	50 768

CRÉDITS	2022-2023 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2021-2022	2021-2022 (milliers de \$)*
ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE (1), suite			
* Conciliation (milliers de \$)			
Partie A – Fonctionnement			
Budget des dépenses publié de 2021-2022			50 768
Budget des dépenses de 2021-2022 (après rajustement)			<u>50 768</u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE (1), suite				
Partie A – Fonctionnement				
D.L.	1.	Indemnités (dépenses législatives)	6 453	6 327
		Indemnités et avantages sociaux des députés.		
	a)	Députés		
		1) Salaires et avantages sociaux	5 684	5 573
	b)	Indemnités supplémentaires		
		1) Salaires et avantages sociaux	251	246
	c)	Cotisation de l'employeur pour les avantages sociaux des députés		
		1) Salaires et avantages sociaux	518	508
D.L.	2.	Prestations de retraite (dépenses législatives)	3 369	3 485
		Prestations de retraite des députés; cotisations de contrepartie au régime enregistré d'épargne-retraite des députés.		
	a)	Prestations de retraite et remboursements		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 362	3 450
	b)	Régime enregistré d'épargne-retraite		
		1) Salaires et avantages sociaux	7	35
D.L.	3.	Dépenses des députés (dépenses législatives)	9 616	9 301
		Remboursement des dépenses des députés liées à leurs fonctions et devoirs spéciaux.		
	a)	Dépenses de circonscription		
		1) Autres dépenses	3 288	3 186
	b)	Loyer des bureaux de circonscription		
		1) Autres dépenses	938	844
	c)	Résidence temporaire et indemnité de séjour		
		1) Autres dépenses	509	505
	d)	Indemnité de transport quotidien		
		1) Autres dépenses	8	8
	e)	Indemnité de déplacement		
		1) Autres dépenses	711	685
	f)	Allocation relative aux besoins spéciaux et au fonctionnement		
		1) Autres dépenses	187	181

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE (1), suite				
	g)	Impression et affranchissement		
	1)	Autres dépenses	475	500
	h)	Dépenses des comités		
	1)	Autres dépenses	5	5
	i)	Adjoints de circonscription		
	1)	Salaires et avantages sociaux	3 495	3 387
D.L.	4.	Financement des élections (dépenses législatives)	2 880	1 250
		Paiement des dépenses électorales pour les élections partielles et les élections générales dans la province. Soutien à la commission indépendante qui revoit les limites des circonscriptions tous les dix ans, conformément à la Loi sur les circonscriptions électorales.		
	a)	Dépenses aux termes de la Loi électorale		
	1)	Autres dépenses	2 790	1 200
	b)	Dépenses aux termes de la Loi sur le financement des élections		
	1)	Autres dépenses	90	50
1.1	5.	Autres dépenses de l'Assemblée	11 162	10 789
		Soutien administratif de l'Assemblée législative.		
	a)	Dépenses de l'Assemblée		
	1)	Salaires et avantages sociaux	8 407	8 044
	2)	Autres dépenses	2 755	2 745
		Sous-total a)	11 162	10 789

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE (1), suite				
1.2	6.	Bureau du vérificateur général.	7 375	7 373
		Audit indépendant des comptes du Trésor et de divers comités, commissions et organismes gouvernementaux, et présentation des résultats de ce travail en conformité avec les dispositions de la Loi sur le vérificateur général.		
	a)	Bureau du vérificateur général		
		1) Salaires et avantages sociaux	5 941	5 929
		2) Autres dépenses	1 434	1 444
		Sous-total a)	7 375	7 373
1.3	7.	Bureau de l'ombudsman.	4 350	4 066
		Reçoit des plaintes et fait enquête conformément à la Loi sur l'ombudsman, à la Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée et à la Loi sur les renseignements médicaux personnels, ainsi que pour les divulgations d'actes répréhensibles reçues en vertu de la Loi sur les divulgations faites dans l'intérêt public (protection des divulgateurs d'actes répréhensibles). Redresse les torts subis lorsque la plainte est légitime et le redressement possible. Étudie les questions relatives à la protection de la vie privée et à la confidentialité des renseignements personnels.		
	a)	Bureau de l'ombudsman		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 682	3 392
		2) Autres dépenses	668	674
		Sous-total a)	4 350	4 066
1.4	8.	Bureau du directeur général des élections	2 574	2 540
		Conformément à la Loi électorale, le Bureau est chargé d'inscrire les électeurs, de superviser les élections et de produire les rapports exigés. Conformément à la Loi sur le financement des élections, il veille à ce que, chaque année et à chaque élection, les partis politiques, les candidats et les associations de circonscription se conforment aux dispositions de la Loi et communiquent les renseignements obligatoires.		
	a)	Bureau du directeur général des élections		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 214	2 180
		2) Autres dépenses	360	360
		Sous-total a)	2 574	2 540

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE (1), suite				
1.5	9.	Bureau du protecteur des enfants et des jeunes	5 799	5 637
		Le protecteur des enfants et des jeunes représente les droits, les intérêts et les opinions des enfants et des jeunes de l'ensemble du Manitoba qui reçoivent ou qui ont le droit de recevoir les services désignés ou sujets à examen aux termes de la Loi sur le protecteur des enfants et des jeunes. En vertu de la Loi, le protecteur est chargé d'examiner des cas et d'enquêter sur ceux-ci, de présenter des recommandations officielles et de dresser des rapports publics portant sur toute question régie par la Loi sur le protecteur des enfants et des jeunes relativement au bien-être et aux intérêts des enfants et des jeunes du Manitoba.		
	a)	Bureau du protecteur des enfants et des jeunes		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 619	4 482
		2) Autres dépenses	1 180	1 155
		Sous-total a)	5 799	5 637

CRÉDITS	2022-2023 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2021-2022	2021-2022 (milliers de \$)*
CONSEIL EXÉCUTIF (2)			
Partie A – Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Administration	4 511	-	4 511
Total de la Partie A – Fonctionnement	4 511	-	4 511
Sommaire de la Partie A – Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	4 511	-	4 511
Subventions en capital	-	-	-
Total des crédits à voter	4 511	-	4 511
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	-	-	-
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A – Fonctionnement	4 511	-	4 511

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A – Fonctionnement

Budget des dépenses publié de 2021-2022	4 225
Transfert venant de :	
- Finances	80
- Travail, Protection du consommateur et Services gouvernementaux	56
- Transport et Infrastructure	150
Budget des dépenses de 2021-2022 (après rajustement)	4 511

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
CONSEIL EXÉCUTIF (2), suite				
Partie A – Fonctionnement				
2.1	1.	Administration	4 511	4 511
		Rémunération des cadres supérieurs et soutien du Cabinet du premier ministre, fonctionnement du Conseil exécutif et bureaux ministériels régionaux.		
	a)	Traitement du premier ministre et président du Conseil exécutif		
		1) Salaires et avantages sociaux	63	63
	b)	Direction et administration		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 126	4 126
		2) Autres dépenses	322	322
		Sous-total b)	4 448	4 448

CRÉDITS	2022-2023 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2021-2022	2021-2022 (milliers de \$)*
ÉDUCATION POSTSECONDAIRE, DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES ET IMMIGRATION (44)			
Partie A – Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Administration	3 234	(0,1)	3 238
2. Éducation postsecondaire	721 757	0,3	719 559
3. Accès et réussite des étudiants	65 159	(3,6)	67 611
4. Passerelles de l'immigration	7 060	(6,8)	7 576
Sous-total	797 210	(0,1)	797 984
Partie A – Fonctionnement (dépenses non votées)			
5. Coûts liés aux immobilisations	376	-	376
Total de la Partie A – Fonctionnement	797 586	(0,1)	798 360
Sommaire de la Partie A – Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	797 210	(0,1)	797 984
Subventions en capital	-	-	-
Total des crédits à voter	797 210	(0,1)	797 984
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	376	-	376
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A – Fonctionnement	797 586	(0,1)	798 360
Partie C – Prêts et garanties			
Total de la Partie C – Prêts et garanties	74 000	23,3	60 000
Partie D – Investissements en immobilisations d'autres entités comptables			
Total de la Partie D – Investissements en immobilisations d'autres entités comptables	10 000	(71,3)	34 800

CRÉDITS	2022-2023 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2021-2022	2021-2022 (milliers de \$)*
ÉDUCATION POSTSECONDAIRE, DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES ET IMMIGRATION (44)			
* Conciliation (milliers de \$)			
Partie A – Fonctionnement			
Budget des dépenses publié de 2021-2022			769 185
Transfert venant de :			
- Développement économique, Investissement et Commerce			18 091
- Éducation et Apprentissage de la petite enfance			7 794
- Crédits d'autorisation – Mise en œuvre de certaines ententes			3 470
Transfert allant à :			
- Développement économique, Investissement et Commerce			(180)
Budget des dépenses de 2021-2022 (après rajustement)			<u>798 360</u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
ÉDUCATION POSTSECONDAIRE, DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES ET IMMIGRATION (44), suite				
Partie A – Fonctionnement				
44.1	1.	Administration	3 234	3 238
		Direction et coordination dans les domaines suivants : élaboration de politiques, planification stratégique et analyse des données dans le but d'aider le ministère et les organismes connexes à réaliser leurs mandats.		
	a)	Traitement du ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	42	42
	b)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	740	740
		2) Autres dépenses	75	75
		Sous-total b)	815	815
	c)	Politiques et performance		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 058	2 062
		2) Autres dépenses	319	319
		Sous-total c)	2 377	2 381
44.2	2.	Éducation postsecondaire	721 757	719 559
		Fourniture de services d'orientation, de financement ou de surveillance réglementaire aux universités et aux collèges publics, aux établissements religieux privés, aux établissements d'enseignement professionnels privés et aux centres d'apprentissage afin d'obtenir des résultats positifs pour les élèves, les collectivités et l'économie. Durabilité, gestion financière saine et obligation redditionnelle du système d'éducation postsecondaire, lequel offre des programmes qui cadrent avec les besoins du marché du travail.		
	a)	Éducation postsecondaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 958	1 931
		2) Autres dépenses	570	289
		3) Subventions	680 516	678 750
		4) Subventions en capital	11 571	11 571
		Sous-total a)	694 615	692 541
	b)	Initiative de bourses d'études et d'entretien du Manitoba		
		1) Subventions	10 000	10 000

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
ÉDUCATION POSTSECONDAIRE, DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES ET IMMIGRATION (44), suite				
	c)	Apprentissage Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 199	3 075
		2) Autres dépenses	901	901
		3) Aide financière	13 042	13 042
		Sous-total c)	17 142	17 018
44.3	3.	Accès et réussite des étudiants	65 159	67 611
		Prestation de services contribuant à l'élimination des obstacles à la réussite des étudiants, notamment sur les plans financiers et des compétences, et promotion de l'accès à l'éducation postsecondaire. Veille à ce que du soutien financier et des programmes soient offerts aux étudiants et aux apprenants adultes afin de les aider à poursuivre leur cheminement scolaire et à acquérir les compétences nécessaires pour participer pleinement à la collectivité et contribuer à une économie florissante.		
	a)	Accès et réussite des étudiants		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 626	3 945
		2) Autres dépenses	2 080	3 930
		3) Subventions	26 848	26 242
		4) Aide financière	15 767	15 173
		Sous-total a)	48 321	49 290
	b)	Bourses d'études canadiennes		
		1) Subventions	3 410	3 410
	c)	Administration des prêts étudiants		
		1) Subventions	13 428	14 911
44.4	4.	Passerelles de l'immigration.	7 060	7 576
		Contribution à la croissance économique et au dynamisme des collectivités au moyen du Programme des candidats du Manitoba, et collaboration avec des partenaires afin de faire de la province une destination où les talents internationaux choisiront d'étudier, de travailler et de vivre. La Division collabore aussi avec les organismes de réglementation par l'entremise du Bureau des pratiques d'inscription équitables afin de réduire les obstacles à l'emploi.		

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
ÉDUCATION POSTSECONDAIRE, DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES ET IMMIGRATION (44), SUITE				
	a)	Passerelles de l'immigration		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 875	3 485
		2) Autres dépenses	707	945
		3) Aide financière	5 080	2 633
		Sous-total avant les sommes récupérées	9 662	7 063
		4) Aide financière	(3 080)	-
		Total des sommes récupérées	(3 080)	-
		Sous-total a)	6 582	7 063
	b)	Bureau des pratiques d'inscription équitables		
		1) Salaires et avantages sociaux	428	463
		2) Autres dépenses	50	50
		Sous-total b)	478	513
D.N.V.	5.	Coûts liés aux immobilisations (dépenses non votées).....	376	376
		Couvre les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Actif général		
		1) Amortissement	376	376
Partie C – Prêts et garanties				
44.5	44.	Programmes de prêts et de garanties	74 000	60 000
		Autorisation des dépenses pour répondre aux besoins en matière d'immobilisations et d'exploitation non budgétaires.		
	a)	Aide aux étudiants du Manitoba	74 000	60 000
Partie D – Investissements en immobilisations d'autres entités comptables				
44.6	44.	Investissements en immobilisations d'autres entités comptables.....	10 000	34 800
		Développement ou mise à niveau de l'infrastructure stratégique, du matériel et des systèmes de technologies de l'information.		
	a)	Établissements d'enseignement postsecondaire	10 000	34 800

CRÉDITS	2022-2023 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2021-2022	2021-2022 (milliers de \$)*
AGRICULTURE (3)			
Partie A – Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Services ministériels et innovation	18 166	(2,3)	18 593
2. Programmes de gestion des risques, de crédit et de soutien du revenu	132 026	(0,6)	132 852
3. Promotion de l'industrie	19 436	0,3	19 370
4. Production et résilience agricoles	13 606	(0,4)	13 654
Sous-total	183 234	(0,7)	184 469
Partie A – Fonctionnement (dépenses non votées)			
5. Coûts liés aux immobilisations	1 035	-	1 035
Total de la Partie A – Fonctionnement	184 269	(0,7)	185 504
Sommaire de la Partie A – Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	183 139	(0,7)	184 374
Subventions en capital	95	-	95
Total des crédits à voter	183 234	(0,7)	184 469
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	1 035	-	1 035
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A – Fonctionnement	184 269	(0,7)	185 504
Partie B – Investissements en immobilisations			
3. Immobilisations			
Actif général	426	(14,8)	500
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie B – Investissements en immobilisations	426	(14,8)	500
Partie C – Prêts et garanties			
Total de la Partie C – Prêts et garanties	247 430	1,8	243 100

CRÉDITS	2022-2023 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2021-2022	2021-2022 (milliers de \$)*
AGRICULTURE (3), suite			
* Conciliation (milliers de \$)			
Partie A – Fonctionnement			
Budget des dépenses publié de 2021-2022 – Agriculture et Développement des ressources			257 488
Transfert allant à :			
- Environnement, Climat et Parcs			(12 555)
- Ressources naturelles et Développement du Nord			(58 639)
- Transport et Infrastructure			(790)
Budget des dépenses de 2021-2022 (après rajustement)			<u>185 504</u>
Partie B – Investissements en immobilisations			
Budget des dépenses publié de 2021-2022 – Agriculture et Développement des ressources			950
Transfert allant à :			
- Ressources naturelles et Développement du Nord			(450)
Budget des dépenses de 2021-2022 (après rajustement)			<u>500</u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
AGRICULTURE (3), suite				
Partie A – Fonctionnement				
3.1	1.	Services ministériels et innovation	18 166	18 593
		Planification, administration financière, élaboration de politiques et de mesures législatives, technologies de l'information, coordination de programmes et octroi de permis et de licences pour favoriser l'atteinte des buts du ministère.		
	a)	Traitement du ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	42	42
	b)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	901	879
		2) Autres dépenses	80	80
		Sous-total b)	981	959
	c)	Services financiers et administratifs		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 427	2 417
		2) Autres dépenses	595	595
		Sous-total c)	3 022	3 012
	d)	Politiques et mesures législatives		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 343	2 330
		2) Autres dépenses	435	935
		3) Subventions	1 119	1 119
		Sous-total d)	3 897	4 384
	e)	Transformation		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 616	3 582
		2) Autres dépenses	840	840
		Sous-total e)	4 456	4 422
	f)	Administration des programmes et des permis		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 147	2 153
		2) Autres dépenses	621	621
		3) Subventions	3 000	3 000
		Sous-total f)	5 768	5 774

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
AGRICULTURE (3), suite				
3.2	2.	Programmes de gestion des risques, de crédit et de soutien du revenu.	132 026	132 852
		<i>Société des services agricoles du Manitoba</i> : favorise la durabilité de l'agriculture au Manitoba en fournissant des solutions pour la gestion des risques, une gamme de prêts ciblés et d'autres programmes fonciers.		
		<i>Stabilisation du revenu agricole</i> : verse la contribution du Manitoba dans le cadre de programmes de stabilisation qui ont pour but d'aider les agriculteurs à gérer des risques financiers importants pour leur exploitation agricole.		
		<i>Remboursement de la taxe scolaire applicable aux terres agricoles</i> : offre un remboursement de la taxe scolaire appliquée aux terres agricoles.		
	a)	Administration de la Société des services agricoles du Manitoba et coûts liés aux prêts		
		1) Subventions	14 686	14 294
	b)	Programme Agri-protection		
		1) Subventions	73 696	51 999
	c)	Indemnisation des dommages causés par la faune		
		1) Subventions	5 274	4 118
	d)	Moins les sommes récupérables d'autres postes : Intérêt lié aux prêts	(15 300)	(16 400)
	e)	Agri-stabilité		
		1) Subventions	7 185	16 693
	f)	Agri-investissement		
		1) Subventions	13 254	12 805
	g)	Remboursement de la taxe scolaire applicable aux terres agricoles		
		1) Subventions	32 731	48 843
	h)	Santé et bien-être des animaux : Mesures d'intervention et préparation aux situations d'urgence		
		1) Autres dépenses	500	500

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
AGRICULTURE (3), suite				
3.3	3.	Promotion de l'industrie	19 436	19 370
		Soutien de la croissance durable, de l'accès au marché et de la résilience des industries agricoles et agroalimentaires.		
	a)	Développement de l'industrie		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 462	2 487
		2) Autres dépenses	645	645
		3) Subventions	751	751
		Sous-total a)	3 858	3 883
	b)	Valeur ajoutée		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 169	2 220
		2) Autres dépenses	634	634
		Sous-total b)	2 803	2 854
	c)	Salubrité et inspection des aliments		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 606	2 593
		2) Autres dépenses	532	532
		Sous-total c)	3 138	3 125
	d)	Santé et bien-être des animaux		
		1) Salaires et avantages sociaux	5 790	5 881
		2) Autres dépenses	3 683	3 463
		3) Subventions	164	164
		Sous-total d)	9 637	9 508
3.4	4.	Production et résilience agricoles	13 606	13 654
		Favorise l'adaptation au changement climatique et le développement durable, l'utilisation et la protection des écosystèmes agricoles du Manitoba, y compris l'air, la terre et l'eau.		
	a)	Utilisation des terres et résilience des écosystèmes		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 625	3 651
		2) Autres dépenses	1 576	1 576
		Sous-total a)	5 201	5 227

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
AGRICULTURE (3), suite				
	b)	Agriculture primaire		
	1)	Salaires et avantages sociaux	6 185	6 207
	2)	Autres dépenses	1 164	1 094
	3)	Subventions	1 056	1 126
		Sous-total b)	8 405	8 427
	c)	Programme d'encouragement à l'agriculture durable		
	1)	Subventions	1 500	1 500
	d)	Moins : Somme récupérable d'autres postes	(1 500)	(1 500)
D.N.V.	5.	Coûts liés aux immobilisations (dépenses non votées).....	1 035	1 035
		Couvre les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Actif général		
	1)	Amortissement	1 035	1 035
Partie B – Investissements en immobilisations				
3.5	3.	Immobilisations	426	500
		Couvre les coûts d'acquisition de matériel.		
	a)	Actif général	426	500
Partie C – Prêts et garanties				
3.6	3.	Programmes de prêts et de garanties	247 430	243 100
		Autorisation des dépenses pour répondre aux besoins en matière d'immobilisations et d'exploitation non budgétaires.		
	a)	Société des services agricoles du Manitoba	247 430	243 100

CRÉDITS	2022-2023 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2021-2022	2021-2022 (milliers de \$)*
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INVESTISSEMENT ET COMMERCE (10)			
Partie A – Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Administration et finances.....	10 586	0,3	10 555
2. Programmes et partenariats industriels	67 099	(16,4)	80 239
3. Formation et emploi de la main-d'œuvre.....	92 010	(0,3)	92 302
4. Secrétariat du Conseil du développement économique	2 157	(2,0)	2 201
Sous-total	171 852	(7,3)	185 297
Partie A – Fonctionnement (dépenses non votées)			
5. Coûts liés aux immobilisations	1 078	4,8	1 029
Total de la Partie A – Fonctionnement	172 930	(7,2)	186 326
Sommaire de la Partie A – Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement.....	171 852	(7,3)	185 297
Subventions en capital	-	-	-
Total des crédits à voter	171 852	(7,3)	185 297
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	1 078	4,8	1 029
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A – Fonctionnement	172 930	(7,2)	186 326
Partie C – Prêts et garanties			
Total de la Partie C – Prêts et garanties	8 000	-	8 000

CRÉDITS	2022-2023 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2021-2022	2021-2022 (milliers de \$)*
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INVESTISSEMENT ET COMMERCE (10), suite			
* Conciliation (milliers de \$)			
Partie A – Fonctionnement			
Budget des dépenses publié de 2021-2022 – Développement économique et Emploi			217 073
Transfert venant de :			
- Éducation postsecondaire, Développement des compétences et Immigration			180
- Finances			2 222
- Justice			59
Transfert allant à :			
- Éducation postsecondaire, Développement des compétences et Immigration			(18 091)
- Familles			(440)
- Justice			(80)
- Santé mentale et Mieux-être de la communauté			(732)
- Sport, Culture et Patrimoine			(13 865)
Budget des dépenses de 2021-2022 (après rajustement)			<u>186 326</u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INVESTISSEMENT ET COMMERCE (10), suite				
Partie A – Fonctionnement				
10.1	1.	Administration et finances	10 586	10 555
		Direction et coordination à l'échelle du ministère en ce qui a trait à la planification stratégique, à l'élaboration de politiques et aux analyses du marché du travail dans le but d'aider le ministère et les organismes connexes. Remarque : les services ministériels, notamment les services financiers, constituent un service partagé fourni au ministère du Développement économique, de l'Investissement et du Commerce, et au ministère de l'Éducation postsecondaire, du Développement des compétences et de l'Immigration.		
	a)	Traitement du ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	42	42
	b)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	689	694
		2) Autres dépenses	73	73
		Sous-total b)	762	767
	c)	Finances et services ministériels		
		1) Salaires et avantages sociaux	5 479	5 451
		2) Autres dépenses	614	614
		Sous-total c)	6 093	6 065
	d)	Politique économique et marché du travail		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 345	3 337
		2) Autres dépenses	344	344
		Sous-total d)	3 689	3 681

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INVESTISSEMENT ET COMMERCE (10), suite				
10.2	2.	Programmes et partenariats industriels.....	67 099	80 239
		Contribution à un environnement propice à la croissance et à l'expansion des activités économiques, aux investissements privés, au perfectionnement de la main-d'œuvre et à la création d'emplois, grâce à la conception et à la prestation de programmes adaptés et à la conclusion de partenariats avec des entreprises, des associations industrielles, des conseils sectoriels et des organismes de développement économique.		
	a)	Programmes et partenariats industriels		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 088	4 106
		2) Autres dépenses	2 677	3 203
		3) Subventions	8 444	5 185
		4) Aide financière	28 720	44 588
		Sous-total avant les sommes récupérées	43 929	57 082
		5) Autres dépenses	(1 237)	(1 500)
		Total des sommes récupérées	(1 237)	(1 500)
		Sous-total a)	42 692	55 582
	b)	Programme de croissance de l'innovation		
		1) Subventions	2 263	2 263
	c)	Partenariats avec l'industrie		
		1) Subventions	22 144	22 394

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INVESTISSEMENT ET COMMERCE (10), suite				
10.3	3.	Formation et emploi de la main-d'œuvre	92 010	92 302
		Programmes et services d'emploi et de formation, collaboration avec des particuliers, des employeurs, des organismes et des collectivités pour aider les personnes à faire la transition vers l'emploi.		
	a)	Formation et emploi de la main-d'œuvre		
		1) Salaires et avantages sociaux	13 776	13 743
		2) Autres dépenses	2 411	2 411
		3) Aide financière	75 823	76 148
		Sous-total a)	92 010	92 302
10.4	4.	Secrétariat du Conseil du développement économique.	2 157	2 201
		Fourniture de conseils et de soutien au premier ministre et au Conseil du développement économique pour l'avancement des initiatives économiques du gouvernement.		
	a)	Secrétariat du Conseil du développement économique		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 789	1 833
		2) Autres dépenses	368	368
		Sous-total a)	2 157	2 201
D.N.V.	5.	Coûts liés aux immobilisations (dépenses non votées).	1 078	1 029
		Couvre les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Actif général		
		1) Amortissement	1 078	1 029
Partie C – Prêts et garanties				
10.5	10.	Programmes de prêts et de garanties	8 000	8 000
		Autorisation des dépenses pour répondre aux besoins en matière d'immobilisations et d'exploitation non budgétaires.		
	a)	Fonds de développement économique local	8 000	8 000

CRÉDITS	2022-2023 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2021-2022	2021-2022 (milliers de \$)*
ÉDUCATION ET APPRENTISSAGE DE LA PETITE ENFANCE (16)			
Partie A – Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Administration et finances.....	2 550	3,3	2 469
2. Réussite scolaire et inclusion.....	37 959	3,8	36 573
3. Rendement et obligation redditionnelle.....	4 062	4,4	3 889
4. Soutien aux écoles.....	1 584 784	3,3	1 534 211
5. Services ministériels.....	15 211	1,8	14 946
6. Apprentissage et garde des jeunes enfants.....	435 148	134,3	185 757
7. Financement des immobilisations.....	103 922	9,5	94 935
Sous-total	2 183 636	16,6	1 872 780
Partie A – Fonctionnement (dépenses non votées)			
8. Coûts liés aux immobilisations	58	-	58
Total de la Partie A – Fonctionnement	2 183 694	16,6	1 872 838
Sommaire de la Partie A – Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement.....	2 079 714	17,0	1 777 845
Subventions en capital.....	103 922	9,5	94 935
Total des crédits à voter	2 183 636	16,6	1 872 780
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	58	-	58
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A – Fonctionnement	2 183 694	16,6	1 872 838
Partie D – Investissements en immobilisations d'autres entités comptables			
Total de la Partie D – Investissements en immobilisations d'autres entités comptables	260 385	-	260 385

CRÉDITS	2022-2023 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2021-2022	2021-2022 (milliers de \$)*
ÉDUCATION ET APPRENTISSAGE DE LA PETITE ENFANCE (16), suite			
* Conciliation (milliers de \$)			
Partie A – Fonctionnement			
Budget des dépenses publié de 2021-2022 – Éducation			1 695 546
Transfert venant de :			
- Familles			185 807
Transfert allant à :			
- Éducation postsecondaire, Développement des compétences et Immigration			(7 794)
- Travail, Protection du consommateur et Services gouvernementaux			(130)
- Santé mentale et Mieux-être de la communauté			(591)
Budget des dépenses de 2021-2022 (après rajustement)			<u>1 872 838</u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
ÉDUCATION ET APPRENTISSAGE DE LA PETITE ENFANCE (16), suite				
Partie A – Fonctionnement				
16.1	1.	Administration et finances	2 550	2 469
		Planification, haute direction et soutien administratif pour le ministère, y compris l'établissement de politiques et de directives pour les programmes, le contrôle central et le soutien financier.		
	a)	Traitement du ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	42	42
	b)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	654	646
		2) Autres dépenses	129	129
		Sous-total b)	783	775
	c)	Services financiers et administratifs		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 566	1 493
		2) Autres dépenses	159	159
		Sous-total c)	1 725	1 652
16.2	2.	Réussite scolaire et inclusion	37 959	36 573
		Direction à l'échelle du système d'éducation de la maternelle à la 12 ^e année du Manitoba dans les programmes d'anglais, d'immersion française et de français, ainsi que dans le programme d'études technologiques du secondaire. La Division est responsable de la surveillance et de l'élaboration de rapports sur la réussite et le bien-être de tous les élèves, notamment ceux ayant différents besoins éducatifs, et supervise la mise en œuvre de la planification et la reddition de compte du Cadre pour l'amélioration continue de la maternelle à la 12 ^e année. Elle établit et maintient des partenariats avec des organismes externes afin de soutenir l'apprentissage professionnel, et collabore avec des partenaires de la petite enfance et de l'éducation postsecondaire pour renforcer les liens et soutenir les élèves et les familles pendant leur cheminement scolaire de la maternelle à la 12 ^e année, et au-delà.		
	a)	Administration		
		1) Salaires et avantages sociaux	338	326
		2) Autres dépenses	141	141
		Sous-total a)	479	467

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
ÉDUCATION ET APPRENTISSAGE DE LA PETITE ENFANCE (16), suite				
	b)	Manitoba School for the Deaf		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 071	3 026
		2) Autres dépenses	296	296
		3) Aide financière	80	80
		Sous-total b)	3 447	3 402
	c)	Apprentissage et résultats		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 803	4 719
		2) Autres dépenses	5 242	5 242
		3) Subventions	629	629
		Sous-total c)	10 674	10 590
	d)	Soutien à l'inclusion		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 261	4 188
		2) Autres dépenses	1 427	1 427
		3) Subventions	7 536	6 985
		Sous-total d)	13 224	12 600
	e)	Bureau de l'éducation française		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 530	4 445
		2) Autres dépenses	875	875
		3) Subventions	3 865	3 356
		Sous-total e)	9 270	8 676
	f)	Amélioration continue		
		1) Salaires et avantages sociaux	813	786
		2) Autres dépenses	52	52
		Sous-total f)	865	838
16.3	3.	Rendement et obligation redditionnelle Leadership et conception en ce qui a trait aux structures de gouvernance, au financement, à la législation et aux politiques concernant le système d'éducation de la maternelle à la 12 ^e année du Manitoba. Supervision de l'octroi des brevets d'enseignement dans la province. Direction des politiques et de la supervision des études indépendantes et internationales.	4 062	3 889

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
ÉDUCATION ET APPRENTISSAGE DE LA PETITE ENFANCE (16), suite				
	a)	Administration		
		1) Salaires et avantages sociaux	737	695
		2) Autres dépenses	41	41
		Sous-total a)	778	736
	b)	Gouvernance et politiques		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 919	2 828
		2) Autres dépenses	365	325
		Sous-total b)	3 284	3 153
16.4	4.	Soutien aux écoles..... Conception, décaissement et obligation redditionnelle relativement au financement de fonctionnement et d'immobilisations du système d'éducation de la maternelle à la 12 ^e année du Manitoba. Direction et coordination des initiatives ministérielles en matière d'éducation et de formation autochtones. Financement de la part de l'employeur pour les cotisations d'exercice des enseignants.	1 584 784	1 534 211
	a)	Financement de l'éducation		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 260	1 200
		2) Autres dépenses	3 213	3 213
		Sous-total a)	4 473	4 413
	b)	Direction générale de l'inclusion des Autochtones		
		1) Salaires et avantages sociaux	926	908
		2) Autres dépenses	217	157
		3) Subventions	1 866	639
		Sous-total b)	3 009	1 704
	c)	Subventions de fonctionnement aux écoles		
		1) Subventions	1 397 029	1 358 144
	d)	Subventions générales de soutien		
		1) Subventions	36 521	36 521
	e)	Autres subventions		
		1) Subventions	5 045	5 045
	f)	Caisse de retraite des enseignants		
		1) Autres dépenses	138 707	128 384

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
ÉDUCATION ET APPRENTISSAGE DE LA PETITE ENFANCE (16), suite				
16.5	5.	Services ministériels.	15 211	14 946
		Leadership et coordination centralisés à l'échelle du ministère pour des initiatives ministérielles stratégiques, des services de soutien aux activités, et des politiques. Supervision des communications et soutien des correspondances publiques, des technologies de l'information, de la planification stratégique, de la gestion du changement et de la réalisation de projets, notamment les tableaux de bord équilibrés ministériels et la stratégie de mobilisation des employés.		
	a)	Administration		
		1) Salaires et avantages sociaux	979	760
		2) Autres dépenses	313	313
		Sous-total a)	1 292	1 073
	b)	Services de soutien aux activités		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 802	2 727
		2) Autres dépenses	5 710	5 750
		Sous-total b)	8 512	8 477
	c)	Bureau de gestion des projets		
		1) Salaires et avantages sociaux	372	361
		2) Autres dépenses	5 035	5 035
		Sous-total c)	5 407	5 396
16.6	6.	Apprentissage et garde des jeunes enfants	435 148	185 757
		Orientation des programmes, financement et élaboration de politiques pour le système d'apprentissage et de garde des jeunes enfants, y compris la délivrance de licences aux établissements, la reconnaissance professionnelle, l'octroi de subventions et l'établissement des compétences pour les programmes d'études et de formation.		
	a)	Administration		
		1) Salaires et avantages sociaux	222	-
		2) Autres dépenses	23	8
		Sous-total a)	245	8

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
ÉDUCATION ET APPRENTISSAGE DE LA PETITE ENFANCE (16), suite				
	b)	Assurance de la qualité et soutien des programmes		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 143	1 073
		2) Autres dépenses	387	247
		Sous-total b)	2 530	1 320
	c)	Activités et services liés aux programmes		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 026	3 355
		2) Autres dépenses	536	431
		Sous-total c)	4 562	3 786
	d)	Obligation redditionnelle et communication financières		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 133	632
		2) Autres dépenses	638	554
		3) Subventions	400 311	153 728
		4) Aide financière	25 729	25 729
		Sous-total d)	427 811	180 643
16.7	7.	Financement des immobilisations.....	103 922	94 935
		Financement des immobilisations des divisions scolaires.		
	a)	Divisions scolaires		
		1) Subventions en capital	103 922	94 935
D.N.V.	8.	Coûts liés aux immobilisations (dépenses non votées).....	58	58
		Couvre les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Actif général		
		1) Amortissement	58	58
Partie D – Investissements en immobilisations d’autres entités comptables				
16.8	16.	Investissements en immobilisations d’autres entités comptables.....	260 385	260 385
		Développement ou mise à niveau de l’infrastructure stratégique, du matériel et des systèmes de technologies de l’information.		
	a)	Divisions scolaires publiques	260 385	260 385

CRÉDITS	2022-2023 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2021-2022	2021-2022 (milliers de \$)*
RÉGIME DE RETRAITE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET AUTRES FRAIS (6)			
Partie A – Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Régimes de retraite de la fonction publique et autres frais	<u>32 178</u>	30,1	<u>24 740</u>
Total de la Partie A – Fonctionnement	<u>32 178</u>	30,1	<u>24 740</u>
Sommaire de la Partie A – Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	32 178	30,1	24 740
Subventions en capital	-	-	-
Total des crédits à voter	32 178	30,1	24 740
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	-	-	-
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A – Fonctionnement	<u>32 178</u>	30,1	<u>24 740</u>

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A – Fonctionnement

Budget des dépenses publié de 2021-2022	24 740
Budget des dépenses de 2021-2022 (après rajustement)	<u>24 740</u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
RÉGIME DE RETRAITE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET AUTRES FRAIS (6), suite				
Partie A – Fonctionnement				
6.1	1.	Régime de retraite de la fonction publique et autres frais.....	32 178	24 740
		Paiements divers relatifs à la fonction publique, y compris la part de l'employeur pour les cotisations d'exercice, les indemnités de cessation d'emploi et les autres paiements du gouvernement en tant qu'employeur.		
	a)	Coûts liés au Régime de retraite de la fonction publique		
		1) Salaires et avantages sociaux	93 127	91 940
		2) Autres dépenses	1 967	1 187
		Sous-total avant les sommes récupérées	95 094	93 127
		3) Salaires et avantages sociaux	(84 248)	(82 873)
		Total des sommes récupérées	(84 248)	(82 873)
		Sous-total a)	10 846	10 254
	b)	Autres avantages salariaux		
		1) Salaires et avantages sociaux	15 231	9 655
	c)	Commission des accidents du travail – évaluations		
		1) Salaires et avantages sociaux	7 254	6 127
		2) Autres dépenses	6 101	4 831
		Sous-total avant les sommes récupérées	13 355	10 958
		3) Salaires et avantages sociaux	(7 254)	(6 127)
		Total des sommes récupérées	(7 254)	(6 127)
		Sous-total c)	6 101	4 831
	d)	Régime de pensions du Canada		
		1) Salaires et avantages sociaux	41 225	35 997
	e)	Régime d'assurance-emploi		
		1) Salaires et avantages sociaux	15 277	13 468
	f)	Assurance-vie collective de la fonction publique		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 561	2 446
	g)	Régime d'assurance prévoyant le transport par ambulance et l'hospitalisation dans une chambre à deux lits		
		1) Salaires et avantages sociaux	298	298
	h)	Impôt destiné aux services de santé et à l'enseignement postsecondaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	21 306	20 176

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
RÉGIME DE RETRAITE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET AUTRES FRAIS (6), suite				
	i)	Régime d'assurance dentaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	9 000	9 300
		2) Autres dépenses	500	500
		Sous-total i)	9 500	9 800
	j)	Régime de soins de la vue		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 515	1 615
		2) Autres dépenses	85	85
		Sous-total j)	1 600	1 700
	k)	Programme de remboursement des médicaments délivrés sur ordonnance		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 975	4 075
		2) Autres dépenses	225	225
		Sous-total k)	4 200	4 300
	l)	Régime d'assurance-invalidité de longue durée		
		1) Salaires et avantages sociaux	11 841	10 449
		2) Autres dépenses	700	700
		Sous-total l)	12 541	11 149
	m)	Compte gestion-santé		
		1) Salaires et avantages sociaux	5 341	5 641
		2) Autres dépenses	259	259
		Sous-total m)	5 600	5 900
	n)	Moins : Somme récupérable d'autres postes		
		1) Salaires et avantages sociaux	(112 339)	(103 465)
		2) Autres dépenses	(1 769)	(1 769)
		Sous-total n)	(114 108)	(105 234)

CRÉDITS	2022-2023 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2021-2022	2021-2022 (milliers de \$)*
ENVIRONNEMENT, CLIMAT ET PARCS (12)			
Partie A – Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Finances et services partagés	9 225	(0,2)	9 242
2. Parcs et sentiers.....	31 426	6,2	29 582
3. Gérance de l'environnement.....	20 726	(10,0)	23 022
4. Bureau de mise en œuvre du Plan vert et climatique.....	3 270	(0,6)	3 290
5. Gestion des ressources hydriques	17 754	7,0	16 590
Sous-total	82 401	0,8	81 726
Partie A – Fonctionnement (dépenses non votées)			
6. Coûts liés aux immobilisations	7 204	0,8	7 147
Total de la Partie A – Fonctionnement	89 605	0,8	88 873
Sommaire de la Partie A – Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	82 401	0,8	81 726
Subventions en capital	-	-	-
Total des crédits à voter	82 401	0,8	81 726
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général.....	946	(15,7)	1 122
Infrastructure	6 258	3,9	6 025
Total de la Partie A – Fonctionnement	89 605	0,8	88 873
Partie B – Investissements en immobilisations			
12. Immobilisations			
Actif général.....	202	(59,5)	499
Infrastructure	2 470	21,0	2 042
Total de la Partie B – Investissements en immobilisations	2 672	5,2	2 541

CRÉDITS	2022-2023 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2021-2022	2021-2022 (milliers de \$)*
ENVIRONNEMENT, CLIMAT ET PARCS (12), suite			
* Conciliation (milliers de \$)			
Partie A – Fonctionnement			
Budget des dépenses publié de 2021-2022 – Conservation et Climat.			128 789
Transfert venant de :			
- Agriculture.			12 555
Transfert allant à :			
- Travail, Protection du consommateur et Services gouvernementaux			(198)
- Ressources naturelles et Développement du Nord.			(52 273)
Budget des dépenses de 2021-2022 (après rajustement)			<u>88 873</u>
Partie B – Investissements en immobilisations			
Budget des dépenses publié de 2021-2022 – Conservation et Climat.			8 025
Transfert allant à :			
- Ressources naturelles et Développement du Nord.			(5 484)
Budget des dépenses de 2021-2022 (après rajustement)			<u>2 541</u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
ENVIRONNEMENT, CLIMAT ET PARCS (12), suite				
Partie A – Fonctionnement				
12.1	1.	Finances et services partagés.....	9 225	9 242
		Haute direction du ministère. Prestation de services financiers, des technologies de l'information et de soutien administratif. Travaux à l'échelle du ministère pour élaborer des politiques stratégiques et coordonner les dispositions législatives, les rapports et les autres documents d'information destinés à la haute direction.		
		<i>Commission de protection de l'environnement</i> : évalue les répercussions environnementales des projets de développement, fait des recommandations et donne des conseils à ce sujet; enquête et fait des recherches sur les questions environnementales; entreprend des activités éducatives destinées au grand public.		
		Remarque : les services ministériels, y compris les services financiers, des technologies de l'information et de soutien administratif, constituent un service partagé fourni au ministère de l'Environnement, du Climat et des Parcs, et au ministère des Ressources naturelles et du Développement du Nord. Le service partagé est inscrit au budget du ministère de l'Environnement, du Climat et des Parcs.		
	a)	Traitement du ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	42	42
	b)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	729	712
		2) Autres dépenses	182	182
		Sous-total b)	911	894
	c)	Services administratifs et financiers		
		1) Salaires et avantages sociaux	5 698	5 706
		2) Autres dépenses	1 229	1 229
		Sous-total c)	6 927	6 935
	d)	Commission de protection de l'environnement		
		1) Salaires et avantages sociaux	341	341
		2) Autres dépenses	79	79
		Sous-total d)	420	420
	e)	Législation, politique et coordination		
		1) Salaires et avantages sociaux	839	865
		2) Autres dépenses	86	86
		Sous-total e)	925	951

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
ENVIRONNEMENT, CLIMAT ET PARCS (12), suite				
12.2	2.	Parcs et sentiers	31 426	29 582
		Coordination et intégration de la prestation des programmes et des services liés aux parcs à l'échelle de la province, y compris le soutien administratif.		
	a)	Administration divisionnaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	937	924
		2) Autres dépenses	477	477
		Sous-total a)	1 414	1 401
	b)	Parcs		
		1) Salaires et avantages sociaux	18 922	18 905
		2) Autres dépenses	10 538	8 883
		3) Subventions	552	393
		Sous-total b)	30 012	28 181
12.3	3.	Gérance de l'environnement	20 726	23 022
		Élabore et coordonne la mise en œuvre de programmes environnementaux. Veille à l'évaluation des répercussions environnementales des projets de développement. Offre des programmes d'intervention d'urgence en cas d'urgences environnementales.		
		Élabore des lois et des règlements, des lignes directrices, des plans et des programmes visant la protection et la gestion durables de l'environnement du Manitoba.		
	a)	Administration divisionnaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	305	313
		2) Autres dépenses	40	40
		Sous-total a)	345	353
	b)	Conformité et application de la loi en matière d'environnement		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 416	4 411
		2) Autres dépenses	721	721
		Sous-total b)	5 137	5 132

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
ENVIRONNEMENT, CLIMAT ET PARCS (12), suite				
	c)	Autorisations environnementales		
	1)	Salaires et avantages sociaux	2 967	2 908
	2)	Autres dépenses	589	447
		Sous-total c)	3 556	3 355
	d)	Programmes environnementaux et assainissement		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 317	1 316
	2)	Autres dépenses	10 334	10 334
	3)	Subventions	37	37
		Sous-total d)	11 688	11 687
	e)	Réserve pour l'atténuation de la contamination par le plomb		
	1)	Autres dépenses	-	2 495
12.4	4.	Bureau de mise en œuvre du Plan vert et climatique	3 270	3 290
		Élabore et coordonne la mise en œuvre du Plan vert et climatique du Manitoba, y compris l'élaboration des politiques et la mise en œuvre des programmes.		
	a)	Bureau de mise en œuvre du Plan vert et climatique		
	1)	Salaires et avantages sociaux	2 241	2 178
	2)	Autres dépenses	365	395
		Sous-total a)	2 606	2 573
	b)	Politique énergétique		
	1)	Salaires et avantages sociaux	400	409
	2)	Autres dépenses	264	308
		Sous-total b)	664	717

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
ENVIRONNEMENT, CLIMAT ET PARCS (12), suite				
12.5	5.	Gestion des ressources hydriques.	17 754	16 590
		Recherche scientifique, surveillance et gestion en vue de veiller à la santé et à la durabilité des bassins hydrographiques du Manitoba. Surveillance et réglementation visant à garantir la salubrité de l'eau potable du Manitoba, et délivrance de licences relatives au drainage et à l'utilisation durables de l'eau.		
	a)	Administration divisionnaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	207	209
	b)	Sciences de l'eau et gestion des bassins hydrographiques		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 336	3 238
		2) Autres dépenses	1 318	958
		Sous-total b)	4 654	4 196
	c)	Licences relatives au drainage et à l'utilisation de l'eau		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 365	2 410
		2) Autres dépenses	503	503
		Sous-total c)	2 868	2 913
	d)	Service de l'eau potable		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 440	2 301
		2) Autres dépenses	666	622
		Sous-total d)	3 106	2 923
	e)	Districts hydrographiques et aide à la planification		
		1) Subventions	6 443	5 873
	f)	Initiatives de gestion des ressources hydriques		
		1) Autres dépenses	56	56
		2) Subventions	420	420
		Sous-total f)	476	476

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
ENVIRONNEMENT, CLIMAT ET PARCS (12), suite				
D.N.V.	6.	Coûts liés aux immobilisations (dépenses non votées)	7 204	7 147
		Couvre les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Actif général		
	1)	Amortissement	946	1 122
	b)	Infrastructure		
	1)	Amortissement	6 258	6 025
Partie B – Investissements en immobilisations				
12.6	12.	Immobilisations	2 672	2 541
		<i>Actif général</i> : couvre les coûts d'acquisition de matériel.		
		<i>Infrastructure</i> : construction liée à l'infrastructure des parcs, à l'amélioration des emplacements de camping et à d'autres projets d'infrastructure.		
	a)	Actif général	202	499
	b)	Infrastructure	2 470	2 042

CRÉDITS	2022-2023 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2021-2022	2021-2022 (milliers de \$)*
FAMILLES (9)			
Partie A – Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Administration et finances.....	4 200	-	4 200
2. Prestation de services dans les communautés.....	1 334 480	2,5	1 301 875
3. Services ministériels.....	39 581	16,6	33 951
4. Services aux enfants et aux jeunes.....	500 538	0,7	496 930
5. Logement.....	138 716	8,6	127 758
6. Transformation et technologie.....	4 100	-	4 100
Sous-total	2 021 615	2,7	1 968 814
Partie A – Fonctionnement (dépenses non votées)			
7. Coûts liés aux immobilisations.....	278	(27,2)	382
Total de la Partie A – Fonctionnement	2 021 893	2,7	1 969 196
Sommaire de la Partie A – Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement.....	2 021 615	2,7	1 968 814
Subventions en capital.....	-	-	-
Total des crédits à voter	2 021 615	2,7	1 968 814
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général.....	278	(27,2)	382
Infrastructure.....	-	-	-
Total de la Partie A – Fonctionnement	2 021 893	2,7	1 969 196
Partie B – Investissements en immobilisations			
9. Immobilisations			
Actif général.....	45	(32,8)	67
Infrastructure.....	-	-	-
Total de la Partie B – Investissements en immobilisations	45	(32,8)	67
Partie C – Prêts et garanties			
Total de la Partie C – Prêts et garanties	15 000	-	15 000

CRÉDITS	2022-2023 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2021-2022	2021-2022 (milliers de \$)*
FAMILLES (9), suite			
Partie D – Investissements en immobilisations d’autres entités comptables			
Total de la Partie D – Investissements en immobilisations d’autres entités comptables	67 000	(0,4)	67 274

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A – Fonctionnement

Budget des dépenses publié de 2021-2022	2 146 272
Transfert venant de :	
- Développement économique, Investissement et Commerce	440
- Finances	79
- Santé mentale et Mieux-être de la communauté	40
- Relations avec les municipalités	5
- Sport, Culture et Patrimoine	13 039
Transfert allant à :	
- Éducation et Apprentissage de la petite enfance	(185 807)
- Santé mentale et Mieux-être de la communauté	(4 872)
Budget des dépenses de 2021-2022 (après rajustement)	<u>1 969 196</u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
FAMILLES (9), suite				
Partie A – Fonctionnement				
9.1	1.	Administration et finances	4 200	4 200
		Haute direction, obligation redditionnelle des organismes, services de gestion financière, y compris l'examen du budget et le contrôle financier, et soutien administratif général du ministère.		
	a)	Traitement du ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	42	42
	b)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	882	882
		2) Autres dépenses	65	65
		Sous-total b)	947	947
	c)	Section de l'obligation redditionnelle et du soutien des organismes		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 136	1 136
		2) Autres dépenses	107	107
		Sous-total c)	1 243	1 243
	d)	Services financiers et administratifs		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 726	1 726
		2) Autres dépenses	242	242
		Sous-total d)	1 968	1 968
9.2	2.	Prestation de services dans les communautés	1 334 480	1 301 875
		Prestation de services sociaux et de programmes d'aide financière pour les Manitobains.		
	a)	Planification stratégique et soutien des programmes		
		1) Salaires et avantages sociaux	964	964
		2) Autres dépenses	4 211	4 211
		Sous-total a)	5 175	5 175
	b)	Services sociaux régionaux		
		1) Salaires et avantages sociaux	35 495	35 495
		2) Autres dépenses	3 701	3 701
		Sous-total b)	39 196	39 196

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
FAMILLES (9), suite				
	c)	Soutien de l'emploi, du revenu et de la santé		
	1)	Salaires et avantages sociaux	12 687	12 687
	2)	Autres dépenses	10 682	10 682
	3)	Subventions	3 533	2 554
	4)	Aide financière	659 901	657 087
		Sous-total c)	686 803	683 010
	d)	Centre manitobain de développement		
	1)	Salaires et avantages sociaux	21 874	24 496
	2)	Autres dépenses	2 102	2 102
		Sous-total d)	23 976	26 598
	e)	Programmes de soutien des personnes handicapées et services spécialisés		
	1)	Salaires et avantages sociaux	9 923	9 923
	2)	Autres dépenses	410	410
		Sous-total e)	10 333	10 333
	f)	Services d'intégration communautaire des personnes handicapées		
	1)	Subventions	3 075	3 075
	2)	Aide financière	497 346	470 912
		Sous-total f)	500 421	473 987
	g)	Services aux enfants handicapés		
	1)	Autres dépenses	9 011	9 011
	2)	Subventions	11 810	9 310
	3)	Aide financière	15 681	13 181
		Sous-total g)	36 502	31 502
	h)	Services à l'enfant et à la famille de Winnipeg		
	1)	Salaires et avantages sociaux	18 904	18 904
	2)	Autres dépenses	1 766	1 766
		Sous-total h)	20 670	20 670
	i)	Services à l'enfant et à la famille des régions rurales et du Nord		
	1)	Salaires et avantages sociaux	8 720	8 720
	2)	Autres dépenses	684	684
		Sous-total i)	9 404	9 404
	j)	Transformation de l'aide à l'emploi et au revenu		
	1)	Autres dépenses	2 000	2 000

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
FAMILLES (9), suite				
9.3	3.	Services ministériels.	39 581	33 951
		Fournit des services au ministère, y compris dans les domaines de la législation et de la politique stratégique, des relations intergouvernementales et des services d'information, de la formation ainsi que de la sécurité et de l'hygiène du travail. Soutien à l'éducation et à la conformité en ce qui concerne les normes d'accessibilité. Services de coordination à l'échelle gouvernementale en vue d'appuyer les programmes liés à l'innovation sociale, à la réduction de la pauvreté, à l'ensemble des troubles causés par l'alcoolisation fœtale et à la lutte contre l'itinérance.		
		<i>Secrétariat aux affaires francophones</i> : fournit des conseils aux organismes publics relativement à la Loi sur l'appui à l'épanouissement de la francophonie manitobaine, à la politique sur les services en français et aux dispositions législatives connexes régissant la prestation de services en français. Coordonne les activités des centres de services bilingues et fournit des services de traduction, d'interprétation et de gestion de la terminologie.		
		<i>Condition féminine</i> : assure le fonctionnement du Secrétariat à la condition féminine du Manitoba. Promeut l'égalité des sexes et la pleine participation des femmes à la société en encourageant la sensibilisation, en élaborant des politiques et des dispositions législatives, et en créant des ressources. Cela comprend le Programme de prévention de la violence familiale, qui favorise l'élimination de la violence familiale par le financement et la supervision d'organismes communautaires offrant des programmes et des services d'urgence.		
	a)	Soutien ministériel		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 180	2 180
		2) Autres dépenses	434	434
		3) Subventions	146	146
		Sous-total a)	2 760	2 760
	b)	Législation et politique stratégique		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 370	1 370
		2) Autres dépenses	6 953	6 953
		3) Subventions	2 410	2 410
		Sous-total b)	10 733	10 733
	c)	Bureau du commissaire aux personnes vulnérables		
		1) Salaires et avantages sociaux	522	522
		2) Autres dépenses	82	82
		Sous-total c)	604	604
	d)	Commission d'appel des services sociaux		
		1) Salaires et avantages sociaux	388	388
		2) Autres dépenses	58	58
		Sous-total d)	446	446

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
FAMILLES (9), suite				
e)		Bureau de l'accessibilité du Manitoba		
	1)	Salaires et avantages sociaux	791	631
	2)	Autres dépenses	233	193
	3)	Subventions	775	-
		Sous-total e)	1 799	824
f)		Bureau de l'innovation sociale		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 284	1 284
	2)	Autres dépenses	562	562
		Sous-total f)	1 846	1 846
g)		Secrétariat aux affaires francophones		
	1)	Salaires et avantages sociaux	2 220	2 156
	2)	Autres dépenses	1 312	1 376
	3)	Subventions	1 400	197
		Sous-total avant les sommes récupérées	4 932	3 729
	4)	Autres dépenses	(30)	(30)
		Total des sommes récupérées	(30)	(30)
		Sous-total g)	4 902	3 699
h)		Condition féminine		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 138	1 018
	2)	Autres dépenses	219	209
	3)	Subventions	242	157
	4)	Aide financière	14 892	11 655
		Sous-total h)	16 491	13 039

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
FAMILLES (9), suite				
9.4	4.	Services aux enfants et aux jeunes Soutien des stratégies de prévention et d'intervention précoces, fondées sur des données probantes, pour les enfants et les jeunes. Orientation de la politique, financement et soutien des quatre régies de services à l'enfant et à la famille, qui offrent un éventail exhaustif de services d'intervention précoce, de prévention, de protection des enfants et de réunification par l'entremise de leurs offices autorisés. Administration de services centralisés qui aident les offices et les organismes communautaires à veiller au bien-être des enfants, des jeunes et des familles. La Direction du soutien aux corps dirigeants autochtones appuie le travail lié aux dispositions législatives fédérales portant sur la protection de l'enfance et aux compétences en matière de services aux enfants et aux familles autochtones. Cela comprend les discussions sur les accords de coordination trilatéraux avec le Canada et les corps dirigeants autochtones. La Direction soutient le gouvernement et le réseau de services à l'enfant et à la famille du Manitoba afin de permettre l'adaptation aux services fournis en vertu des lois relatives aux corps dirigeants autochtones. Elle s'occupe également des négociations et des communications intergouvernementales.	500 538	496 930
	a)	Initiatives stratégiques et soutien des programmes		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 899	2 899
		2) Autres dépenses	151	151
		3) Aide financière	-	484
		Sous-total a)	3 050	3 534
	b)	Services de protection des enfants		
		1) Salaires et avantages sociaux	5 190	5 190
		2) Autres dépenses	29 863	29 863
		3) Subventions	8 149	7 726
		4) Aide financière	77 991	74 838
		Sous-total b)	121 193	117 617
	c)	Régies de services à l'enfant et à la famille		
		1) Subventions	325 551	325 551
		2) Aide financière	49 878	50 228
		Sous-total c)	375 429	375 779

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
FAMILLES (9), suite				
	d)	Direction du soutien aux corps dirigeants autochtones		
		1) Salaires et avantages sociaux	810	-
		2) Autres dépenses	56	-
		Sous-total d)	866	-
9.5	5.	Logement Administration des logements sociaux et prestation d'autres programmes fournis par la Société d'habitation et de rénovation du Manitoba.	138 716	127 758
	a)	Société d'habitation et de rénovation du Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	29 591	29 600
		2) Autres dépenses	3 095	3 095
		3) Subventions	106 030	95 063
		Sous-total a)	138 716	127 758
9.6	6.	Transformation et technologie Entrepren des travaux stratégiques relatifs à la transformation et à la technologie à l'échelle du ministère et se charge des projets de transformation axés sur l'amélioration de la prestation de services.	4 100	4 100
	a)	Bureau de gestion de la transformation		
		1) Salaires et avantages sociaux	989	989
		2) Autres dépenses	78	78
		Sous-total a)	1 067	1 067
	b)	Bureau de gestion des projets		
		1) Salaires et avantages sociaux	664	664
		2) Autres dépenses	136	136
		Sous-total b)	800	800
	c)	Direction des services de soutien aux activités		
		1) Salaires et avantages sociaux	681	681
		2) Autres dépenses	1 552	1 552
		Sous-total c)	2 233	2 233

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
FAMILLES (9), suite				
D.N.V.	7.	Coûts liés aux immobilisations (dépenses non votées).....	278	382
		Couvre les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Actif général		
		1) Amortissement	278	382
Partie B – Investissements en immobilisations				
9.7	9.	Immobilisations	45	67
		Développement ou mise à niveau des systèmes de technologies de l'information et acquisition de matériel.		
	a)	Actif général	45	67
Partie C – Prêts et garanties				
9.8	9.	Programmes de prêts et de garanties	15 000	15 000
		Autorisation des dépenses pour répondre aux besoins en matière d'immobilisations et d'exploitation non budgétaires.		
	a)	Société d'habitation et de rénovation du Manitoba		
		1) Financement hypothécaire pour les organismes sans but lucratif	5 000	5 000
		2) Programme de garanties de prêts	10 000	10 000
Partie D – Investissements en immobilisations d'autres entités comptables				
9.9	9.	Investissements en immobilisations d'autres entités comptables.....	67 000	67 274
		Développement ou mise à niveau de l'infrastructure stratégique, y compris les parcs de logements et l'aménagement des terres appartenant à la Société d'habitation et de rénovation du Manitoba.		
	a)	Société d'habitation et de rénovation du Manitoba		
		1) Infrastructure	62 000	61 274
		2) Fonds d'appui aux propositions d'aménagement foncier ou résidentiel	5 000	6 000

CRÉDITS	2022-2023 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2021-2022	2021-2022 (milliers de \$)*
FINANCES (7)			
Partie A – Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Administration et finances.....	7 684	(1,8)	7 825
2. Services de la Couronne.....	1 078	0,6	1 072
3. Politique financière et services ministériels.....	4 129	(3,9)	4 296
4. Communications et mobilisation.....	6 455	1,4	6 369
5. Trésorerie.....	2 460	(1,3)	2 493
6. Conformité et application de la loi.....	16 465	0,5	16 384
7. Secrétariat du Conseil du Trésor.....	10 100	8,3	9 322
8. Secrétariat chargé de la politique et de la planification.....	2 300	s. o.	-
9. Affaires intergouvernementales.....	2 522	0,4	2 511
Sous-total	53 193	5,8	50 272
Partie A – Fonctionnement (dépenses non votées)			
10. Coûts liés aux immobilisations.....	424	165,0	160
Total de la Partie A – Fonctionnement	53 617	6,3	50 432
Sommaire de la Partie A – Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement.....	53 193	5,8	50 272
Subventions en capital.....	-	-	-
Total des crédits à voter	53 193	5,8	50 272
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général.....	424	165,0	160
Infrastructure.....	-	-	-
Total de la Partie A – Fonctionnement	53 617	6,3	50 432
Partie B – Investissements en immobilisations			
7. Immobilisations			
Actif général.....	125	-	125
Infrastructure.....	-	-	-
Total de la Partie B – Investissements en immobilisations	125	-	125

CRÉDITS	2022-2023 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2021-2022	2021-2022 (milliers de \$)*
FINANCES (7), suite			
Partie D – Investissements en immobilisations d’autres entités comptables			
Total de la Partie D – Investissements en immobilisations d’autres entités comptables	906 597	(29,6)	1 288 600
* Conciliation (milliers de \$)			
Partie A – Fonctionnement			
Budget des dépenses publié de 2021-2022			81 685
Transfert venant de :			
- Services de la Couronne			1 666
- Santé			276
- Travail, Protection du consommateur et Services gouvernementaux			467
- Affaires législatives et publiques			737
Transfert allant à :			
- Conseil exécutif			(80)
- Développement économique, Investissement et Commerce			(2 222)
- Familles			(79)
- Justice			(98)
- Travail, Protection du consommateur et Services gouvernementaux			(31 822)
- Relations avec les municipalités			(98)
Budget des dépenses de 2021-2022 (après rajustement)			<u>50 432</u>
Partie D – Investissements en immobilisations d’autres entités comptables			
Budget des dépenses publié de 2021-2022			-
Transfert venant de :			
- Services de la Couronne			<u>1 288 600</u>
Budget des dépenses de 2021-2022 (après rajustement)			<u>1 288 600</u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
FINANCES (7), suite				
Partie A – Fonctionnement				
7.1	1.	Administration et finances	7 684	7 825
		Haute direction et gestion du ministère des Finances.		
		Services financiers communs et supervision budgétaire pour divers ministères. Fonctions centralisées d'administration et de traitement relatives aux comptes payables centraux, aux services de paie centraux, au rapprochement bancaire et aux assurances, et surveillance du risque à l'échelle du gouvernement.		
		<i>Office des services financiers du Manitoba</i> : protège les investisseurs manitobains et favorise des marchés financiers et immobiliers dynamiques et compétitifs qui contribuent au développement économique, tout en encourageant le public à avoir confiance en ces marchés. Fournit un cadre réglementaire pour le secteur des assurances, les sociétés de fiducie et sociétés de prêt, les credit unions et les caisses populaires, et les coopératives en activité au Manitoba.		
	a)	Traitement du ministre		
		1) Ministre des Finances	42	42
		2) Ministre des Services de la Couronne et ministre des Affaires législatives et publiques	- (1)	62
		Sous-total a)	42	104
	b)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	643 (1)	1 326
		2) Autres dépenses	89 (1)	160
		Sous-total b)	732	1 486
	c)	Finances centrales		
		1) Salaires et avantages sociaux	5 874	5 799
		2) Autres dépenses	1 596	996
		Sous-total avant les sommes récupérées	7 470	6 795
		3) Autres dépenses	(560)	(560)
		Total des sommes récupérées	(560)	(560)
		Sous-total c)	6 910	6 235
	d)	Office des services financiers du Manitoba	-	-

1. L'exercice 2021-2022 comprend les salaires et avantages sociaux des ministres et des hauts dirigeants, ainsi que les autres dépenses des anciens ministères des Services de la Couronne, et des Affaires législatives et publiques, qui ont été dissous le 18 janvier 2022.

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
FINANCES (7), suite				
7.2	2.	Services de la Couronne	1 078	1 072
		Fonctions de gouvernance et de gestion de l'obligation redditionnelle visant à concrétiser la valeur des sociétés d'État pour les Manitobains. Le ministère travaille avec des sociétés d'État définies pour permettre l'harmonisation avec les objectifs et les résultats du gouvernement.		
	a)	Services de la Couronne		
		1) Salaires et avantages sociaux	817	811
		2) Autres dépenses	261	261
		Sous-total a)	1 078	1 072
7.3	3.	Politique financière et services ministériels	4 129	4 296
		Recherche, analyse et soutien relativement aux politiques économiques, financières et fiscales au niveau local, national et international, notamment les incidences et les prévisions financières. Soutien visant la mise en œuvre d'initiatives pangouvernementales et d'autres initiatives affectées au ministère.		
	a)	Politique financière et services ministériels		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 387	3 554
		2) Autres dépenses	752	752
		Sous-total avant les sommes récupérées	4 139	4 306
		3) Autres dépenses	(10)	(10)
		Total des sommes récupérées	(10)	(10)
		Sous-total a)	4 129	4 296

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
FINANCES (7), suite				
7.4	4.	Communications et mobilisation	6 455	6 369
		<i>Communications et mobilisation</i> : met en œuvre des politiques et des pratiques de communications et de mobilisation de haute qualité à l'échelle du gouvernement; fournit des services de communications et de mobilisation aux ministères et aux organismes du gouvernement, notamment en ce qui concerne la planification des communications stratégiques, l'information et les consultations publiques, les communications et la mobilisation liées aux employés, l'engagement et le soutien médiatiques, la planification et les achats médiatiques, et les activités du centre de contact central.		
		<i>Secrétariat de la politique d'accès à l'information et de protection de la vie privée</i> : favorise l'ouverture et la transparence à l'échelle des ministères, des organismes gouvernementaux et des organismes publics locaux en procédant à des analyses législatives et stratégiques, en donnant des conseils en matière de gestion des renseignements personnels, et en fournissant des services de formation et de soutien qui encouragent la conformité avec la Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée, et d'autres dispositions législatives connexes. Offre aussi de l'information sur le droit du public d'accéder à l'information et sur la protection de la vie privée.		
	a)	Communications et mobilisation		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 130	4 047
		2) Autres dépenses	2 524	2 524
		Sous-total avant les sommes récupérées	6 654	6 571
		3) Autres dépenses	(761)	(761)
		Total des sommes récupérées	(761)	(761)
		Sous-total a)	5 893	5 810
	b)	Secrétariat de la politique d'accès à l'information et de protection de la vie privée		
		1) Salaires et avantages sociaux	525	522
		2) Autres dépenses	37	37
		Sous-total b)	562	559

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
FINANCES (7), suite				
7.5	5.	Trésorerie. Gère les programmes d'emprunt, les ressources de trésorerie, les investissements et le service de la dette du gouvernement et d'organismes du gouvernement.	2 460	2 493
	a)	Trésorerie		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 314	2 347
		2) Autres dépenses	146	146
		Sous-total a)	2 460	2 493
7.6	6.	Conformité et application de la loi. Assure l'administration et la perception efficaces des recettes fiscales provinciales. Fournit des renseignements, réalise des audits et des enquêtes pour promouvoir et assurer le respect des lois fiscales auprès des contribuables.	16 465	16 384
	a)	Administration des taxes et des impôts		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 331	2 298
		2) Autres dépenses	2 256	2 256
		Sous-total a)	4 587	4 554
	b)	Information fiscale		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 020	2 038
		2) Autres dépenses	202	202
		Sous-total b)	2 222	2 240
	c)	Audit		
		1) Salaires et avantages sociaux	8 696	8 617
		2) Autres dépenses	944	957
		Sous-total c)	9 640	9 574
	d)	Commission d'appel des impôts et des taxes		
		1) Autres dépenses	16	16

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
FINANCES (7), suite				
7.7	7.	Secrétariat du Conseil du Trésor	10 100	9 322
		Fournit des services d'analyse au Conseil du Trésor en vue d'aider ce dernier à exercer ses responsabilités de gestion financière et d'examen des structures administratives et des programmes en vertu de la Loi sur la gestion des finances publiques, y compris l'harmonisation des décisions de principe et des plans financiers à long terme du gouvernement. Analyse et surveille les mesures de la performance des programmes et la situation financière du gouvernement du Manitoba. Planifie et coordonne le processus budgétaire, examine les initiatives stratégiques et les programmes ciblés et coordonne l'usage de tableaux de bord équilibrés à l'échelle du gouvernement. Établit et gère le contrôle financier de l'ensemble du gouvernement ainsi que la politique ministérielle de gestion financière. Fournit des services de consultation et d'audit interne aux ministères et aux organismes du gouvernement en ce qui a trait aux contrôles internes. Prépare le sommaire des comptes publics pour le gouvernement conformément aux Normes comptables pour le secteur public. Évalue et supervise les politiques et les systèmes de comptabilité et de gestion financière à l'échelle du gouvernement pour présenter des états financiers sommaires qui font état de la situation financière réelle du gouvernement du Manitoba.		
	a)	Secrétariat du Conseil du Trésor		
		1) Salaires et avantages sociaux	9 124	8 346
		2) Autres dépenses	976	976
		Sous-total a)	10 100	9 322

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
FINANCES (7), suite				
7.8	8.	Secrétariat chargé de la politique et de la planification	2 300	-
		Fournit des conseils et du soutien au Cabinet visant l'avancement des initiatives gouvernementales majeures.		
	a)	Secrétariat chargé de la politique et de la planification		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 900	-
		2) Autres dépenses	400	-
		Sous-total a)	2 300	-
7.9	9.	Affaires intergouvernementales	2 522	2 511
		<i>Relations fédérales-provinciales</i> : fournit des conseils et des services d'analyse et de soutien pour la gestion des relations de la Province avec le gouvernement fédéral et les autres gouvernements provinciaux et territoriaux.		
		<i>Relations internationales</i> : fournit des conseils et des services d'analyse et de soutien pour les activités internationales du Manitoba, et gère les relations du Manitoba avec les gouvernements étrangers.		
	a)	Relations fédérales-provinciales		
		1) Salaires et avantages sociaux	848	823
		2) Autres dépenses	294	294
		Sous-total a)	1 142	1 117
	b)	Relations internationales		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 011	1 025
		2) Autres dépenses	369	369
		Sous-total b)	1 380	1 394

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
FINANCES (7), suite				
D.N.V.	10.	Coûts liés aux immobilisations (dépenses non votées).....	424	160
		Couvre les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Actif général		
	1)	Amortissement	424	160
Partie B – Investissements en immobilisations				
7.10	7.	Immobilisations	125	125
		Couvre les coûts d'acquisition de matériel.		
	a)	Actif général	125	125
Partie D – Investissements en immobilisations d'autres entités comptables				
7.11	7.	Investissements en immobilisations d'autres entités comptables	906 597	1 288 600
		Développement ou mise à niveau de l'infrastructure stratégique, du matériel et des systèmes de technologies de l'information.		
	a)	Régie de l'hydro-électricité du Manitoba	906 597	1 288 600

CRÉDITS	2022-2023 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2021-2022	2021-2022 (milliers de \$)*
SANTÉ (21)			
Partie A – Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Ressources et performance.....	12 785	5,9	12 072
2. Politique et obligation redditionnelle.....	19 954	4,5	19 102
3. Assurances.....	13 892	2,7	13 525
4. Santé de la population.....	29 525	5,1	28 083
5. Transition.....	76 091	14,9	66 249
6. Financement des offices de la santé.....	3 998 426	2,6	3 896 674
7. Services de santé provinciaux.....	180 642	3,5	174 491
8. Services médicaux.....	1 428 211	1,8	1 402 616
9. Régime d'assurance-médicaments.....	298 062	3,8	287 140
10. Financement des immobilisations.....	207 890	(2,3)	212 870
Sous-total	6 265 478	2,5	6 112 822
Partie A – Fonctionnement (dépenses non votées)			
11. Coûts liés aux immobilisations	7 500	(46,5)	14 019
Total de la Partie A – Fonctionnement	6 272 978	2,4	6 126 841
Sommaire de la Partie A – Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement.....	6 057 588	2,7	5 899 952
Subventions en capital.....	207 890	(2,3)	212 870
Total des crédits à voter	6 265 478	2,5	6 112 822
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général.....	7 500	(46,5)	14 019
Infrastructure.....	-	-	-
Total de la Partie A – Fonctionnement	6 272 978	2,4	6 126 841
Partie B – Investissements en immobilisations			
21. Immobilisations			
Actif général.....	1 305	-	1 305
Infrastructure.....	-	-	-
Total de la Partie B – Investissements en immobilisations	1 305	-	1 305
Partie D – Investissements en immobilisations d'autres entités comptables			
Total de la Partie D – Investissements en immobilisations d'autres entités comptables	288 913	(0,1)	289 251

CRÉDITS	2022-2023 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2021-2022	2021-2022 (milliers de \$)*
SANTÉ (21), suite			
* Conciliation (milliers de \$)			
Partie A – Fonctionnement			
Budget des dépenses publié de 2021-2022 – Santé et Soins aux personnes âgées			6 048 522
Transfert venant de :			
- Santé mentale et Mieux-être de la communauté			225
- Crédits d'autorisation – Rajustements liés aux services internes			85
Transfert allant à :			
- Finances			(276)
- Santé mentale et Mieux-être de la communauté			(1 559)
- Crédits d'autorisation – Rajustements liés aux services internes			(40 000)
- Recettes – Droits et autres recettes			<u>119 844</u>
Budget des dépenses de 2021-2022 (après rajustement)			<u>6 126 841</u>
Partie D – Investissements en immobilisations d'autres entités comptables			
Budget des dépenses publié de 2021-2022 – Santé et Soins aux personnes âgées			292 458
Transfert allant à :			
- Santé mentale et Mieux-être de la communauté			<u>(3 207)</u>
Budget des dépenses de 2021-2022 (après rajustement)			<u>289 251</u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
SANTÉ (21), suite				
Partie A – Fonctionnement				
21.1	1.	Ressources et performance	12 785	12 072
		Gestion de l'allocation des ressources budgétaires relatives au système de santé et de la performance organisationnelle au moyen d'une mise en service structurée des programmes et des services offerts par les organismes de prestation de services en vertu d'ententes de responsabilité. Direction et gestion du service provincial commun d'analytique et de gestion de l'information. Prestation de conseils et de soutien administratif et financier au ministère de la Santé, au ministère de la Santé mentale et du Mieux-être de la communauté, et au ministère des Aînés et des Soins de longue durée.		
		<i>Contrôle financier</i> : assure la détermination et l'allocation équitable des ressources matérielles et budgétaires, et surveille l'utilisation de ces ressources conformément aux priorités et aux politiques du gouvernement.		
		<i>Mise en service sur le plan financier</i> : planifie et supervise l'affectation des fonds médicaux, d'exploitation et d'immobilisations aux organismes de prestation de services de santé conformément aux politiques du gouvernement. Surveille la performance financière des organismes de prestation de services de santé et en fait rapport.		
		<i>Mise en service sur le plan des services de santé</i> : dirige l'élaboration, l'exécution et les responsabilités en ce qui concerne les accords de mise en service conclus avec les organismes subventionnés et les offices de la santé.		
		<i>Analytique et gestion de l'information</i> : dirige et gère le service provincial commun d'analytique et de gestion de l'information, qui vise à fournir de l'information exacte et en temps utile aux décideurs à l'échelle du système de soins de santé.		
	a)	Traitement du ministre		
	1)	Salaires et avantages sociaux	42	42
	b)	Haute direction		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 206	1 228
	2)	Autres dépenses	217	217
		Sous-total b)	1 423	1 445
	c)	Administration		
	1)	Salaires et avantages sociaux	281	299
	2)	Autres dépenses	26	26
		Sous-total c)	307	325

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
SANTÉ (21), suite				
	d)	Contrôle financier		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 737	1 520
		2) Autres dépenses	173	161
		3) Subventions	438	438
		Sous-total d)	2 348	2 119
	e)	Mise en service sur le plan financier		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 175	2 141
		2) Autres dépenses	93	93
		Sous-total e)	2 268	2 234
	f)	Mise en service sur le plan des services de santé		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 459	1 468
		2) Autres dépenses	91	91
		Sous-total f)	1 550	1 559
	g)	Analytique et gestion de l'information		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 505	4 006
		2) Autres dépenses	342	342
		Sous-total g)	4 847	4 348

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
SANTÉ (21), suite				
21.2	2.	Politique et obligation redditionnelle.	19 954	19 102
		<p>Soutien au gouvernement visant l'élaboration de solutions et d'objectifs en matière de politiques pour le système de prestation de soins de santé, et mise en œuvre et supervision de l'orientation gouvernementale. Gestion de la planification du ministère, du système, de la main-d'œuvre et de l'infrastructure, et des prévisions à l'échelle du système de prestation de soins de santé. Prestation de conseils pour l'élaboration, la mise en œuvre et la surveillance de politiques relatives aux programmes du ministère de la Santé, du ministère de la Santé mentale et du Mieux-être de la communauté, et du ministère des Aînés et des Soins de longue durée.</p> <p><i>Infrastructure</i> : fournit des conseils et des recommandations aux décideurs gouvernementaux sur la question des investissements dans l'infrastructure de santé, et surveille les progrès et l'état d'achèvement de projets particuliers et du programme d'immobilisations dans son ensemble. Élabore des options relatives aux politiques et au programme d'immobilisations afin que l'infrastructure soutienne la prestation continue de soins de santé partout dans la province.</p> <p><i>Planification et gestion du savoir</i> : supervise la planification du système de santé pour assurer son intégration stratégique et son harmonisation avec les activités du ministère et le mandat du gouvernement. Veille à ce que la structure et la gouvernance du ministère et du système de santé favorisent l'intégration des services de santé, ainsi que la coordination des réponses ministérielles aux enquêtes, aux audits, aux propositions et à la responsabilisation en matière de réglementation. Effectue des analyses prospectives et donne des conseils concernant les questions, les tendances et les pratiques exemplaires actuelles et émergentes en matière de santé.</p> <p><i>Politiques et normes</i> : entreprend des activités en vue d'élaborer et de fournir des conseils stratégiques et des solutions concernant une vaste gamme de questions ayant trait au système de santé et aux décisions stratégiques gouvernementales.</p> <p><i>Gestion de l'obligation redditionnelle</i> : fournit du leadership quant à la surveillance, à l'évaluation et au suivi des résultats à l'échelle du système en analysant les tendances et la performance du système, en appliquant des mesures correctives et en rendant compte des résultats.</p> <p><i>Gestion de la main-d'œuvre</i> : assure l'élaboration de politiques, la planification et la surveillance relativement au perfectionnement des ressources humaines en santé.</p>		

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
SANTÉ (21), suite				
	a)	Administration		
		1) Salaires et avantages sociaux	256	282
		2) Autres dépenses	66	66
		Sous-total a)	322	348
	b)	Infrastructure		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 079	3 842
		2) Autres dépenses	7 442	7 442
		Sous-total b)	11 521	11 284
	c)	Planification et gestion du savoir		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 930	1 953
		2) Autres dépenses	590	590
		Sous-total c)	2 520	2 543
	d)	Politiques et normes		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 794	1 530
		2) Autres dépenses	740	740
		3) Subventions	67	67
		Sous-total d)	2 601	2 337
	e)	Gestion de l'obligation redditionnelle		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 085	936
		2) Autres dépenses	353	353
		Sous-total e)	1 438	1 289
	f)	Gestion de la main-d'œuvre		
		1) Salaires et avantages sociaux	823	572
		2) Autres dépenses	644	644
		3) Subventions	85	85
		Sous-total f)	1 552	1 301

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
SANTÉ (21), suite				
21.3	3.	Assurances.....	13 892	13 525
		Établissement et administration des prestations comme le prescrit la Loi canadienne sur la santé, ainsi que des prestations financées par le gouvernement provincial comme le prescrivent la Loi sur l'assurance-maladie, la Loi sur les pharmacies et la Loi sur l'aide à l'achat de médicaments sur ordonnance. Établissement et surveillance des politiques, normes et processus administratifs ministériels.		
		<i>Services du ministère</i> : élabore et soutient l'harmonisation avec les politiques administratives, les processus et les normes, et dirige les communications ministérielles, l'exploitation, ainsi que les efforts en matière de bien-être, de participation, de diversité et d'inclusion des employés. Fournit du soutien administratif, technologique et logistique au ministère de la Santé, au ministère de la Santé mentale et du Mieux-être de la communauté, et au ministère des Aînés et des Soins de longue durée.		
		<i>Services non assurés</i> : planifie, gère et administre les prestations financées par le gouvernement provincial et offertes en plus de celles requises par la Loi canadienne sur la santé. Procède à l'établissement des critères d'admissibilité, aux améliorations des services, aux modifications législatives et à la conception du régime de prestations connexe pour soutenir les objectifs et les priorités du gouvernement en matière de prestation de soins de santé.		
		<i>Services assurés</i> : planifie, gère et surveille l'inscription des résidents pour les prestations et les paiements à l'acte aux fournisseurs de soins de santé assurés en vertu du régime d'assurance-maladie provincial. Interprète et explique les prestations offertes en vertu du régime d'assurance-maladie provincial pour conseiller et orienter les organismes de prestation de service et assurer l'harmonisation avec les exigences de la Loi canadienne sur la santé. Formule des politiques, conçoit le régime de prestations et établit les modifications législatives correspondantes dans le but de soutenir les objectifs et les priorités du gouvernement en matière de prestation de soins de santé. Soutient l'élaboration des mandats de négociation pour les fournisseurs de soins de santé, les associations professionnelles et d'autres régimes provinciaux.		
	a)	Administration		
		1) Salaires et avantages sociaux	255	276
		2) Autres dépenses	39	39
		Sous-total a)	294	315
	b)	Services du ministère		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 256	1 937
		2) Autres dépenses	350	311
		Sous-total b)	2 606	2 248
	c)	Services non assurés		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 420	3 405
		2) Autres dépenses	540	540
		3) Subventions	414	414
		Sous-total c)	4 374	4 359
	d)	Services assurés		
		1) Salaires et avantages sociaux	5 501	5 486
		2) Autres dépenses	1 117	1 117
		Sous-total d)	6 618	6 603

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
SANTÉ (21), suite				
21.4	4.	Santé de la population	29 525	28 083
		Assure le leadership en matière de population et de santé publique afin d'améliorer la santé de la population, notamment par la prévention et le contrôle des maladies. Veille à la réalisation des travaux du ministère relativement aux lois et aux règlements, qu'ils soient nouveaux ou modifiés, aux demandes d'accès à l'information en vertu de la Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée, à l'engagement auprès des dirigeants et des organismes autochtones, à la conformité des systèmes de santé avec les lois, les politiques et les normes provinciales applicables pour assurer le maintien d'environnements sécuritaires pour les patients, à la qualité des systèmes de santé et aux relations fédérales et provinciales.		
		<i>Population et santé publique</i> : offre du leadership clinique en matière de santé publique pour améliorer la santé de la population; dirige et coordonne le système de santé relativement aux questions de santé publique émergentes, et veille à ce que les services de protection de la santé soient fournis.		
		<i>Relations intergouvernementales et avec la communauté autochtone</i> : favorise les relations et les échanges avec les dirigeants et les organismes autochtones ainsi qu'avec l'ensemble du système de santé pour collaborer sur les initiatives de santé autochtones et promouvoir les interfaces efficaces des services de santé qui sont fournis par plusieurs gouvernements. Coordonne l'information et les conseils stratégiques en soutien aux travaux des tables de concertation sur la santé des ministères et des sous-ministres fédéraux, provinciaux et territoriaux.		
		<i>Qualité et expérience citoyenne</i> : veille à la qualité du système de santé, notamment en ce qui concerne la prestation de soins axés sur les patients, la sécurité des patients, le processus d'agrément et la participation du public.		
		<i>Bureau du médecin hygiéniste en chef du Manitoba</i> : assure une direction coordonnée et intégrée en matière de santé publique pour les services et les programmes de santé publique à l'échelle régionale et provinciale, y compris en s'acquittant des rôles et des responsabilités énoncés dans la Loi sur la santé publique aux fins de promotion et de protection de la santé de la population.		
		<i>Secrétariat législatif</i> : facilite l'élaboration et la modification de lois ou de règlements qui relèvent du ministre de la Santé, du ministre de la Santé mentale et du Mieux-être de la communauté, et du ministre des Aînés et des Soins de longue durée. Fournit de l'information et des conseils relativement à l'application des lois et des règlements. Gère les demandes d'accès à l'information reçues par le ministère de la Santé, le ministère de la Santé mentale et du Mieux-être de la communauté, et le ministère des Aînés et des Soins de longue durée en vertu de la Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée.		
		<i>Délivrance des permis et conformité</i> : assure la conformité du système de santé avec les lois, les politiques et les normes provinciales applicables pour veiller au maintien d'environnements sécuritaires pour les patients. Applique la Loi sur la protection des personnes recevant des soins, notamment en recevant les signalements de négligence et de mauvais traitements présumés des patients dans les établissements de soins de santé désignés. Supervise l'octroi de permis aux services médicaux d'urgence et aux foyers de soins personnels.		

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
SANTÉ (21), suite				
	a)	Administration		
		1) Salaires et avantages sociaux	273	274
		2) Autres dépenses	77	77
		Sous-total a)	350	351
	b)	Population et santé publique		
		1) Salaires et avantages sociaux	15 743	15 199
		2) Autres dépenses	4 901	4 936
		3) Subventions	950	95
		Sous-total b)	21 594	20 230
	c)	Relations intergouvernementales et avec la communauté autochtone		
		1) Salaires et avantages sociaux	645	622
		2) Autres dépenses	509	509
		Sous-total c)	1 154	1 131
	d)	Qualité et expérience citoyenne		
		1) Salaires et avantages sociaux	650	627
		2) Autres dépenses	1 100	1 100
		Sous-total d)	1 750	1 727
	e)	Bureau du médecin hygiéniste en chef du Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 002	953
		2) Autres dépenses	22	22
		Sous-total e)	1 024	975
	f)	Secrétariat législatif		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 419	1 440
		2) Autres dépenses	264	264
		Sous-total f)	1 683	1 704
	g)	Délivrance des permis et conformité		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 807	1 802
		2) Autres dépenses	163	163
		Sous-total g)	1 970	1 965

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
SANTÉ (21), suite				
21.5	5.	Transition.....	76 091	66 249
		Supervision et gestion des structures actuelles des activités de prestation de service, du personnel et des fonctions connexes du Laboratoire provincial Cadham. Dirige la transformation ministérielle en vue du nouveau mandat politique, de planification, de financement et de supervision.		
		<i>Services du Laboratoire provincial Cadham</i> : assure les fonctions de dépistage, de surveillance et d'analyse en laboratoire des maladies infectieuses émergentes et des maladies virales pour détecter les maladies dans la province et lutter contre celles-ci. Il s'agit du laboratoire principal pour la santé publique et le gouvernement.		
		<i>Transformation du système de santé</i> : offre du soutien aux projets liés à la transformation du système de santé.		
		<i>Réduction des délais d'attente pour les interventions prioritaires</i> : fournit du financement additionnel pour les interventions prioritaires, comme les remplacements de la hanche et du genou et les opérations de la cataracte, afin d'améliorer les soins aux patients et d'atteindre l'objectif de réduction des temps d'attente pour la population manitobaine.		
	a)	Transition		
		1) Salaires et avantages sociaux	539	537
		2) Autres dépenses	11 157	3 994
		3) Subventions	13	33
		Sous-total a)	11 709	4 564
	b)	Services du Laboratoire provincial Cadham		
		1) Salaires et avantages sociaux	12 424	10 731
		2) Autres dépenses	12 454	9 954
		Sous-total b)	24 878	20 685
	c)	Transformation du système de santé		
		1) Autres dépenses	29 504	31 000
	d)	Réduction des délais d'attente pour les interventions prioritaires		
		1) Autres dépenses	10 000	10 000

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
SANTÉ (21), suite				
21.6	6.	Financement des offices de la santé.	3 998 426	3 896 674
		<p><i>Soins actifs – Financement des organismes de prestation de services</i> : finance les offices de la santé, Action cancer Manitoba et Soins communs pour la prestation de services dans les milieux de soins actifs. Le financement du secteur des soins actifs comprend le financement de fonctionnement lié à la rémunération, aux fournitures et aux médicaments requis pour exploiter des établissements ou exécuter des programmes de soins actifs.</p> <p><i>Soins de longue durée – Financement des organismes de prestation de services</i> : finance les offices de la santé et Soins communs pour la prestation de services aux foyers de soins personnels autorisés dans la province. Le financement du secteur des soins de longue durée comprend le financement de fonctionnement lié à la rémunération, aux fournitures et aux médicaments requis pour exploiter des établissements de soins de longue durée.</p> <p><i>Soins à domicile – Financement des organismes de prestation de services</i> : finance les offices de la santé et Soins communs pour la prestation des soins à domicile et des services connexes requis pour améliorer les soins aux patients à la maison. Le financement du secteur des soins à domicile comprend essentiellement le financement de la rémunération et du coût des fournitures.</p> <p><i>Services de santé communautaire – Financement des organismes de prestation de services</i> : finance les offices de la santé et Soins communs pour la prestation de services par l'intermédiaire des organismes de la santé communautaire.</p> <p><i>Services d'intervention et de transport d'urgence – Financement des organismes de prestation de services</i> : finance Soins communs pour la prestation des Services d'intervention d'urgence à l'échelle de la province, et finance les offices de la santé pour la prestation du Programme de transport des malades du Nord.</p>		
	a)	Soins actifs – Financement des organismes de prestation de services		
	1)	Autres dépenses	2 524 771	2 456 388
	b)	Soins de longue durée – Financement des organismes de prestation de services		
	1)	Autres dépenses	661 734	642 458
	c)	Soins à domicile – Financement des organismes de prestation de services		
	1)	Autres dépenses	385 887	379 471
	d)	Services de santé communautaire – Financement des organismes de prestation de services		
	1)	Autres dépenses	250 931	245 519
	e)	Services d'intervention et de transport d'urgence – Financement des organismes de prestation de services		
	1)	Autres dépenses	175 103	172 838

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
SANTÉ (21), suite				
21.7	7.	Services de santé provinciaux	180 642	174 491
		Programmes et services de santé à l'échelle provinciale, y compris les services hors province, les services de transfusion sanguine, les hôpitaux fédéraux, les programmes de services connexes, les initiatives de recrutement de personnel infirmier et de maintien des effectifs, le Manitoba Learning Health System Network, et les agents immunisants, produits biologiques et médicaments.		
		<i>Services hors province</i> : couvre les coûts des services hospitaliers assurés requis par les Manitobains qui sont hors de la province temporairement. Ce poste satisfait aux exigences de transférabilité de la Loi canadienne sur la santé.		
		<i>Services de transfusion sanguine</i> : supervise et informe l'orientation stratégique, le financement, la planification et le soutien de la coordination interprovinciale concernant l'utilisation de produits sanguins, l'offre d'organes et de tissus et les dépenses connexes du Manitoba afin que les Manitobains bénéficient d'un accès sécuritaire, fiable et durable aux produits et aux services de transfusion et de greffe appropriés.		
		<i>Hôpitaux fédéraux</i> : fournit du financement pour les services médicaux dispensés aux résidents du Manitoba non visés par un traité aux hôpitaux fédéraux situés à Norway House et à Hodgson ainsi qu'aux 22 stations de soins infirmiers fédérales.		
		<i>Programmes de services connexes</i> : fournit des appareils fonctionnels comme il est prescrit dans le Règlement sur l'assurance relative aux prothèses, aux orthèses et aux autres appareils médicaux de la Loi sur l'assurance-maladie.		
		<i>Initiatives de recrutement de personnel infirmier et de maintien des effectifs</i> : met en place des initiatives de recrutement de personnel infirmier et de maintien des effectifs au Manitoba.		
		<i>Manitoba Learning Health System Network</i> : soutient l'évaluation des politiques et la recherche sur les questions de santé prioritaires à l'échelle du ministère par l'intermédiaire du Centre manitobain des politiques en matière de santé, du George and Fay Yee Centre for Healthcare Innovation, du Manitoba Training Program for Health Services Research et de Translating Research in Elder Care.		
		<i>Agents immunisants, produits biologiques et médicaments</i> : assure la sécurité de l'approvisionnement en vaccins et en médicaments par l'achat, le stockage et la distribution d'agents immunisants, de produits biologiques et de médicaments.		

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
SANTÉ (21), suite				
	a)	Services hors province		
	1)	Autres dépenses	62 986	57 904
	b)	Services de transfusion sanguine		
	1)	Autres dépenses	63 998	63 998
	c)	Hôpitaux fédéraux		
	1)	Autres dépenses	2 579	2 579
	d)	Programmes de services connexes		
	1)	Autres dépenses	19 231	18 898
	e)	Initiatives de recrutement de personnel infirmier et de maintien des effectifs		
	1)	Autres dépenses	4 016	3 730
	f)	Manitoba Learning Health System Network		
	1)	Autres dépenses	3 750	3 750
	g)	Agents immunisants, produits biologiques et médicaments		
	1)	Autres dépenses	24 082	23 632

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
SANTÉ (21), suite				
21.8	8.	Services médicaux	1 428 211	1 402 616
		<p>Paiement aux résidents du Manitoba ou en leur nom pour les services assurés en vertu du Régime d'assurance-maladie du Manitoba en ce qui concerne les réclamations pour services payés à l'acte présentées par les médecins (y compris les médecins hors province), les optométristes, les chiropraticiens, les spécialistes en chirurgie buccale et maxillo-faciale et les dentistes, ainsi que le paiement des services non payés à l'acte aux médecins. Soutien à la formation, au recrutement et au maintien de médecins au moyen de programmes de recrutement et de maintien de médecins au Manitoba.</p> <p><i>Paiement à l'acte</i> : couvre les services en ce qui concerne les réclamations pour services payés à l'acte présentées par les médecins.</p> <p><i>Autres modes de financement</i> : couvre le paiement des services non payés à l'acte aux médecins, aux assistants médicaux et aux auxiliaires médicaux.</p> <p><i>Autres professionnels</i> : couvre les services assurés en vertu du Régime d'assurance-maladie du Manitoba en ce qui concerne les réclamations pour services payés à l'acte présentées par les optométristes, les chiropraticiens, les spécialistes en chirurgie buccale et maxillo-faciale et les dentistes.</p> <p><i>Médecins hors province</i> : couvre les services assurés en vertu du Régime d'assurance-maladie du Manitoba en ce qui concerne les réclamations pour services payés à l'acte présentées par les médecins, ainsi que le paiement des services non payés à l'acte aux médecins pour les services requis par les Manitobains qui sont hors de la province temporairement.</p> <p><i>Programme de recrutement de médecins et de maintien des effectifs</i> : soutien aux programmes de recrutement et de maintien de médecins aux fins de formation, de recrutement et de maintien de médecins au Manitoba.</p>		
	a)	Paiement à l'acte		
	1)	Autres dépenses	891 985	875 347
	b)	Autres modes de financement		
	1)	Autres dépenses	446 490	436 003
	c)	Autres professionnels		
	1)	Autres dépenses	31 106	31 106
	d)	Médecins hors province		
	1)	Autres dépenses	33 044	34 574
	e)	Programme de recrutement de médecins et de maintien des effectifs		
	1)	Autres dépenses	25 586	25 586

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
SANTÉ (21), suite				
21.9	9.	Régime d'assurance-médicaments..... Finance les prestations pharmaceutiques conformément à la Loi sur l'aide à l'achat de médicaments sur ordonnance et aux règlements qui s'y rattachent et à la Loi sur les pharmacies et aux règlements qui s'y rattachent pour protéger les résidents du Manitoba des difficultés financières résultant de l'achat de médicaments sur ordonnance admissibles. Y sont englobées les prestations pharmaceutiques versées en vertu du Programme des services de santé du ministère des Familles aux bénéficiaires de l'aide sociale.	298 062	287 140
	a)	Programmes de médicaments		
	1)	Autres dépenses	375 954	365 032
	b)	Dépenses en médicaments engagées par le ministère des Familles		
	1)	Autres dépenses	(77 892)	(77 892)
21.10	10.	Financement des immobilisations..... Financement accordé aux offices de la santé à des fins de remboursement du principal d'emprunts approuvés, d'achat de matériel, d'autres dépenses en immobilisations et d'intérêts.	207 890	212 870
	a)	Remboursement du principal		
	1)	Autres dépenses	127 317	131 139
	b)	Achat et remplacement de matériel		
	1)	Autres dépenses	18 163	18 163
	c)	Autres dépenses en immobilisations		
	1)	Autres dépenses	7 700	7 700
	d)	Intérêts		
	1)	Autres dépenses	54 710	55 868

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
SANTÉ (21), suite				
D.N.V.	11.	Coûts liés aux immobilisations (dépenses non votées)..... Couvre les coûts liés aux immobilisations.	7 500	14 019
	a)	Actif général		
	1)	Amortissement	7 500	14 019
<hr/>				
Partie B – Investissements en immobilisations				
21.11	21.	Immobilisations..... Développement ou mise à niveau des systèmes de technologies de l'information et acquisition de matériel.	1 305	1 305
	a)	Actif général	1 305	1 305
<hr/>				
Partie D – Investissements en immobilisations d'autres entités comptables				
21.12	21.	Investissements en immobilisations d'autres entités comptables..... Développement ou mise à niveau de l'infrastructure stratégique, du matériel et des systèmes de technologies de l'information.	288 913	289 251
	a)	Programme d'immobilisations dans le domaine de la santé	288 913	289 251

CRÉDITS	2022-2023 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2021-2022	2021-2022 (milliers de \$)*
RÉCONCILIATION AVEC LES PEUPLES AUTOCHTONES ET RELATIONS AVEC LE NORD (19)			
Partie A – Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Administration et finances.	1 979	0,4	1 972
2. Relations avec les Autochtones et le Nord.	<u>29 114</u>	1,8	<u>28 597</u>
Sous-total	31 093	1,7	30 569
Partie A – Fonctionnement (dépenses non votées)			
3. Coûts liés aux immobilisations	<u>46</u>	-	<u>46</u>
Total de la Partie A – Fonctionnement	<u>31 139</u>	1,7	<u>30 615</u>
Sommaire de la Partie A – Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement.	27 296	2,0	26 772
Subventions en capital.	<u>3 797</u>	-	<u>3 797</u>
Total des crédits à voter	31 093	1,7	30 569
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général.	-	-	-
Infrastructure.	<u>46</u>	-	<u>46</u>
Total de la Partie A – Fonctionnement	<u>31 139</u>	1,7	<u>30 615</u>

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A – Fonctionnement

Budget des dépenses publié de 2021-2022 – Relations avec les Autochtones et le Nord.	30 515
Transfert venant de :	
- Sport, Culture et Patrimoine.	<u>100</u>
Budget des dépenses de 2021-2022 (après rajustement)	<u>30 615</u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
RÉCONCILIATION AVEC LES PEUPLES AUTOCHTONES ET RELATIONS AVEC LE NORD (19), suite				
Partie A – Fonctionnement				
19.1	1.	Administration et finances Planification, direction et contrôle, au niveau exécutif, de la politique et des programmes du ministère. Contrôle financier et service de gestion centralisé, y compris les services financiers et administratifs, et examen du budget.	1 979	1 972
	a)	Traitement du ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	42	42
	b)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	946	935
		2) Autres dépenses	80	80
		Sous-total b)	1 026	1 015
	c)	Services financiers et administratifs		
		1) Salaires et avantages sociaux	494	501
		2) Autres dépenses	80	80
		Sous-total c)	574	581
	d)	Administration du Fonds des affaires du Nord		
		1) Salaires et avantages sociaux	310	307
		2) Autres dépenses	27	27
		Sous-total d)	337	334
19.2	2.	Relations avec les Autochtones et le Nord Contribution aux services municipaux et de gouvernance et aide financière et technique aux collectivités relevant des Affaires du Nord. Négociation et mise en œuvre de divers accords de règlement (p. ex., droits fonciers issus des traités, effets négatifs, autonomie gouvernementale) et maintien du cadre stratégique relatif aux consultations de la Couronne. Élaboration de politiques et de travaux de recherche, coordination d'initiatives intergouvernementales et réalisation d'initiatives stratégiques.	29 114	28 597
	a)	Affaires du Nord		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 335	3 282
		2) Autres dépenses	1 457	1 457
		3) Subventions	10 238	10 238
		4) Subventions en capital	3 797	3 797
		Sous-total a)	18 827	18 774

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
RÉCONCILIATION AVEC LES PEUPLES AUTOCHTONES ET RELATIONS AVEC LE NORD (19), suite				
	b)	Consultation et réconciliation		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 399	1 141
		2) Autres dépenses	1 059	1 059
		3) Subventions	200	200
		Sous-total b)	2 658	2 400
	c)	Politiques et initiatives stratégiques		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 314	1 058
		2) Autres dépenses	275	275
		3) Subventions	4 743	4 793
		Sous-total c)	6 332	6 126
	d)	Initiative d'alimentation saine dans le Nord		
		1) Subventions	1 297	1 297
D.N.V.	3.	Coûts liés aux immobilisations (dépenses non votées).....	46	46
		Couvre les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Infrastructure		
		1) Amortissement	46	46

CRÉDITS	2022-2023 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2021-2022	2021-2022 (milliers de \$)*
JUSTICE (4)			
Partie A – Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Services stratégiques et ministériels	61 841	4,7	59 041
2. Droit de la Couronne	57 941	12,0	51 750
3. Conseiller législatif	3 672	(15,7)	4 354
4. Services correctionnels.....	230 858	(1,9)	235 385
5. Tribunaux	76 112	2,1	74 558
6. Sécurité publique	255 903	8,9	235 073
Sous-total	686 327	4,0	660 161
Partie A – Fonctionnement (dépenses non votées)			
7. Coûts liés aux immobilisations	3 040	(9,7)	3 366
Total de la Partie A – Fonctionnement	689 367	3,9	663 527
Sommaire de la Partie A – Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement.....	686 327	4,0	660 161
Subventions en capital.....	-	-	-
Total des crédits à voter	686 327	4,0	660 161
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	3 040	(9,7)	3 366
Infrastructure.....	-	-	-
Total de la Partie A – Fonctionnement	689 367	3,9	663 527
Partie B – Investissements en immobilisations			
4. Immobilisations			
Actif général	2 286	(26,0)	3 090
Infrastructure.....	-	-	-
Total de la Partie B – Investissements en immobilisations	2 286	(26,0)	3 090

CRÉDITS	2022-2023 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2021-2022	2021-2022 (milliers de \$)*
JUSTICE (4), suite			
Partie D – Investissements en immobilisations d’autres entités comptables			
Total de la Partie D – Investissements en immobilisations d’autres entités comptables	<u>87 344</u>	35,7	<u>64 346</u>

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A – Fonctionnement

Budget des dépenses publié de 2021-2022	663 082
Transfert venant de :	
- Développement économique, Investissement et Commerce	80
- Finances	98
- Affaires législatives et publiques	1 544
Transfert allant à :	
- Développement économique, Investissement et Commerce	(59)
- Santé mentale et Mieux-être de la communauté	<u>(1 218)</u>
Budget des dépenses de 2021-2022 (après rajustement)	<u>663 527</u>

Partie D – Investissements en immobilisations d’autres entités comptables

Budget des dépenses publié de 2021-2022	-
Transfert venant de :	
- Services de la Couronne	<u>64 346</u>
Budget des dépenses de 2021-2022 (après rajustement)	<u>64 346</u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
JUSTICE (4), suite				
Partie A – Fonctionnement				
4.1	1.	Services stratégiques et ministériels.....	61 841	59 041
		Direction, orientation de la politique et coordination des programmes du ministère. Leadership et soutien dans les domaines suivants : planification financière; services financiers, comptables et budgétaires centralisés; gestion des documents; protection de la vie privée et divulgation proactive; responsabilisation en matière de réglementation; développement des technologies de l'information et services informatiques. Promotion des initiatives stratégiques d'innovation et détermination des résultats pour les programmes ministériels. Protection des droits des personnes qui ne peuvent se permettre d'avoir recours aux services d'un avocat. Enquête sur toute mort subite, violente ou inexplicquée.		
	a)	Traitement du ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	42	42
	b)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 258	1 292
		2) Autres dépenses	117	117
		Sous-total b)	1 375	1 409
	c)	Services financiers et administratifs		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 823	3 745
		2) Autres dépenses	3 080	2 628
		Sous-total c)	6 903	6 373
	d)	Systèmes d'information		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 036	1 032
		2) Autres dépenses	9 210	9 210
		Sous-total d)	10 246	10 242
	e)	Aide juridique Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	17 658	17 658
		2) Autres dépenses	19 631	17 807
		Sous-total e)	37 289	35 465

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
JUSTICE (4), suite				
	f)	Bureau du médecin légiste en chef		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 616	1 395
		2) Autres dépenses	3 307	3 018
		Sous-total f)	4 923	4 413
	g)	Secrétariat pour la responsabilisation en matière de réglementation		
		1) Salaires et avantages sociaux	752	786
		2) Autres dépenses	311	311
		Sous-total g)	1 063	1 097
4.2	2.	Droit de la Couronne.	57 941	51 750
		Administration de la justice criminelle au Manitoba. Poursuite des auteurs d'actes criminels en conformité avec les lois provinciales, le Code criminel du Canada et d'autres lois fédérales; services juridiques spécialisés, élaboration et analyse de politiques, et programmes qui protègent les droits des Manitobains; conseils au gouvernement sur la modernisation et l'amélioration des lois manitobaines; avis et services juridiques à tous les ministères et organismes gouvernementaux sur des questions de droit civil, familial et constitutionnel.		
	a)	Service des poursuites du Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	36 879	34 099
		2) Autres dépenses	3 797	3 749
		3) Subventions	15	15
		Sous-total a)	40 691	37 863
	b)	Élaboration et analyse du droit de la Couronne		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 122	603
		2) Autres dépenses	130	36
		Sous-total b)	1 252	639
	c)	Services juridiques		
		1) Salaires et avantages sociaux	13 894	11 318
		2) Autres dépenses	746	612
		3) Subventions	85	85
		Sous-total avant les sommes récupérées	14 725	12 015
		4) Autres dépenses	(486)	(486)
		Total des sommes récupérées	(486)	(486)
		Sous-total c)	14 239	11 529

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
JUSTICE (4), suite				
	d)	Commission des droits de la personne du Manitoba		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 598	1 558
	2)	Autres dépenses	161	161
		Sous-total d)	1 759	1 719
4.3	3.	Conseiller législatif..... Services de rédaction des projets de loi et des règlements pour tous les ministères et offre d'avis juridiques connexes; services de traduction législative et parlementaire pour le gouvernement et l'Assemblée législative; fonction de conseiller juridique de l'Assemblée législative; préparation des projets de loi ainsi que des lois et des règlements promulgués en vue de leur impression; exploitation et publication du site Web Législation manitobaine, une source officielle des lois du Manitoba.	3 672	4 354
	a)	Conseiller législatif		
	1)	Salaires et avantages sociaux	3 437	3 234
	2)	Autres dépenses	235	1 120
		Sous-total a)	3 672	4 354
4.4	4.	Services correctionnels..... Protection de la société au moyen de programmes et de services correctionnels; prise en charge et surveillance des jeunes contrevenants et des contrevenants adultes condamnés à une incarcération ou qui demeurent en détention en attendant une décision du tribunal; services et programmes correctionnels communautaires; recrutement et formation du personnel des services correctionnels; programmes de justice communautaire et de justice autochtone.	230 858	235 385
	a)	Services administratifs et financiers		
	1)	Salaires et avantages sociaux	2 581	2 557
	2)	Autres dépenses	2 156	1 156
	3)	Subventions	73	73
		Sous-total a)	4 810	3 786

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
JUSTICE (4), suite				
	b)	Services correctionnels en milieu de détention		
		1) Salaires et avantages sociaux	175 472	181 509
		2) Autres dépenses	19 497	19 650
		3) Subventions	190	190
		Sous-total b)	195 159	201 349
	c)	Services correctionnels dans la communauté		
		1) Salaires et avantages sociaux	25 766	25 169
		2) Autres dépenses	2 846	2 804
		3) Subventions	2 277	2 277
		Sous-total c)	30 889	30 250
4.5	5.	Tribunaux..... Offre de services administratifs aux trois échelons du système judiciaire au Manitoba : la Cour d'appel, la Cour du Banc de la Reine et la Cour provinciale, de même qu'à d'autres services de soutien judiciaire dont le Programme d'exécution des ordonnances alimentaires, le Programme de recouvrement des amendes, le Programme de dédommagement, le Programme des travailleurs autochtones auprès des tribunaux, la commission d'examen et le Registre des véhicules mis à la fourrière. Promotion de la Déclaration des droits des victimes et des services de soutien aux victimes de violence familiale et aux enfants victimes. Amélioration de l'accès aux services juridiques, notamment en ce qui concerne la portée et la pertinence des mesures d'aide, et harmonisation des intervenants.	76 112	74 558
	a)	Services administratifs, stratégiques et financiers		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 584	1 685
		2) Autres dépenses	1 219	1 137
		Sous-total a)	2 803	2 822
	b)	Administration des tribunaux du Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	12 882	12 788
		2) Autres dépenses	1 660	1 638
		Sous-total b)	14 542	14 426

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
JUSTICE (4), suite				
	c)	Services judiciaires		
	1)	Salaires et avantages sociaux	25 860	25 840
	2)	Autres dépenses	1 534	1 531
	3)	Subventions	47	28
		Sous-total c)	27 441	27 399
	d)	Bureau du shérif		
	1)	Salaires et avantages sociaux	10 830	10 912
	2)	Autres dépenses	1 657	1 511
		Sous-total d)	12 487	12 423
	e)	Service de règlement des litiges familiaux		
	1)	Salaires et avantages sociaux	5 735	5 381
	2)	Autres dépenses	1 623	1 138
		Sous-total e)	7 358	6 519
	f)	Services aux victimes		
	1)	Salaires et avantages sociaux	5 538	5 459
	2)	Autres dépenses	5 918	5 485
	3)	Subventions	25	25
		Sous-total f)	11 481	10 969
4.6	6.	Sécurité publique.....	255 903	235 073
		Gestion des ententes provinciales de maintien de l'ordre négociées avec le gouvernement fédéral et d'autres parties; conseils au gouvernement sur la prestation de services de maintien de l'ordre; supervision et coordination des activités de la GRC, des corps de police municipaux, des enquêteurs privés, des gardes de sécurité et des agents de police spéciaux; enquête sur les plaintes et les incidents graves impliquant des agents de police au Manitoba; coordination et mise en œuvre de politiques et de programmes de prévention du crime fondés sur des données probantes; services de sécurité aux ministères et organismes gouvernementaux; confiscation et disposition des biens obtenus ou utilisés criminellement; prestation de services et de produits stratégiques, opérationnels et tactiques aux organismes chargés de l'application de la loi et au gouvernement.		
	a)	Services administratifs et financiers		
	1)	Salaires et avantages sociaux	661	449
	2)	Autres dépenses	56	28
		Sous-total a)	717	477

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
JUSTICE (4), suite				
	b)	Services de police de la province		
		1) Autres dépenses	231 530	212 775
		2) Subventions	110	110
		Sous-total b)	231 640	212 885
	c)	Accords bilatéraux de financement du maintien de l'ordre et de la sécurité publique		
		1) Autres dépenses	5 905	5 000
	d)	Services de maintien de l'ordre et sécurité publique		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 929	2 923
		2) Autres dépenses	1 521	935
		Sous-total d)	4 450	3 858
	e)	Organisme chargé des enquêtes sur l'application de la loi		
		1) Salaires et avantages sociaux	415	383
		2) Autres dépenses	123	36
		Sous-total e)	538	419
	f)	Commission de police du Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	123	123
		2) Autres dépenses	116	116
		Sous-total f)	239	239
	g)	Unité d'enquête indépendante		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 806	1 757
		2) Autres dépenses	686	686
		Sous-total g)	2 492	2 443
	h)	Prévention du crime		
		1) Salaires et avantages sociaux	476	475
		2) Autres dépenses	533	533
		3) Subventions	1 120	1 120
		Sous-total h)	2 129	2 128

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
JUSTICE (4), suite				
	i)	Direction de la sécurité et du renseignement		
	1)	Salaires et avantages sociaux	6 737	6 580
	2)	Autres dépenses	912	912
		Sous-total avant les sommes récupérées	7 649	7 492
	3)	Autres dépenses	(1 475)	(1 475)
		Total des sommes récupérées	(1 475)	(1 475)
		Sous-total i)	6 174	6 017
	j)	Centre manitobain de renseignements sur les activités criminelles		
	1)	Salaires et avantages sociaux	389	393
	k)	Unité de confiscation des biens obtenus ou utilisés criminellement		
	1)	Salaires et avantages sociaux	884	868
	2)	Autres dépenses	346	346
		Sous-total k)	1 230	1 214
D.N.V.	7.	Coûts liés aux immobilisations (dépenses non votées)	3 040	3 366
		Couvre les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Actif général		
	1)	Amortissement	3 040	3 366
Partie B – Investissements en immobilisations				
4.7	4.	Immobilisations	2 286	3 090
		Développement ou mise à niveau des systèmes de technologies de l'information et acquisition de matériel.		
	a)	Actif général		
	1)	Acquisition de matériel	2 286	3 090
	2)	Projets de technologies de l'information	-	-
Partie D – Investissements en immobilisations d'autres entités comptables				
4.8	4.	Investissements en immobilisations d'autres entités comptables.	87 344	64 346
		Développement ou mise à niveau de l'infrastructure stratégique, du matériel et des systèmes de technologies de l'information.		
	a)	Société d'assurance publique du Manitoba	87 344	64 346

CRÉDITS	2022-2023 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2021-2022	2021-2022 (milliers de \$)*
TRAVAIL, PROTECTION DU CONSOMMATEUR ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX (8)			
Partie A – Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Administration et planification	1 663	9,2	1 523
2. Programmes d'immobilisations	262 261	19,0	220 482
3. Solutions numériques et technologiques	43 014	-	42 996
4. Achats et chaîne d'approvisionnement	8 412	10,3	7 625
5. Service des communications de la sécurité publique	22 400	24,0	18 068
6. Protection du consommateur	16 840	0,2	16 813
7. Travail	20 745	-	20 747
Sous-total	375 335	14,3	328 254
Partie A – Fonctionnement (dépenses non votées)			
8. Coûts liés aux immobilisations	49 000	22,2	40 088
Total de la Partie A – Fonctionnement	424 335	15,2	368 342
Sommaire de la Partie A – Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	375 335	14,3	328 254
Subventions en capital	-	-	-
Total des crédits à voter	375 335	14,3	328 254
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	49 000	22,2	40 088
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A – Fonctionnement	424 335	15,2	368 342

CRÉDITS	2022-2023 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2021-2022	2021-2022 (milliers de \$)*
TRAVAIL, PROTECTION DU CONSOMMATEUR ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX (8), suite			
Partie B – Investissements en immobilisations			
8. Immobilisations			
Actif général	56 200	-	56 200
Infrastructure	-	-	-
Total des crédits à voter	56 200	-	56 200
Dépenses législatives	10 000	-	10 000
Total de la Partie B – Investissements en immobilisations	66 200	-	66 200
Partie D – Investissements en immobilisations d’autres entités comptables			
Total de la Partie D – Investissements en immobilisations d’autres entités comptables	47 633	118,6	21 790

CRÉDITS	2022-2023 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2021-2022	2021-2022 (milliers de \$)*
TRAVAIL, PROTECTION DU CONSOMMATEUR ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX (8), suite			
* Conciliation (milliers de \$)			
Partie A – Fonctionnement			
Budget des dépenses publié de 2021-2022 – Services centralisés			330 037
Transfert venant de :			
- Éducation et Apprentissage de la petite enfance			130
- Environnement, Climat et Parcs			198
- Finances			31 822
- Relations avec les municipalités			7 077
Transfert allant à :			
- Conseil exécutif			(56)
- Finances			(467)
- Relations avec les municipalités			(399)
Budget des dépenses de 2021-2022 (après rajustement)			<u>368 342</u>
Partie B – Investissements en immobilisations			
Budget des dépenses publié de 2021-2022 – Services centralisés			56 200
Transfert venant de :			
- Affaires législatives et publiques			<u>10 000</u>
Budget des dépenses de 2021-2022 (après rajustement)			<u>66 200</u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
TRAVAIL, PROTECTION DU CONSOMMATEUR ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX (8), suite				
Partie A – Fonctionnement				
8.1	1.	Administration et planification	1 663	1 523
		Planification, haute direction et soutien administratif pour le ministère, y compris l'établissement de politiques et de directives pour les programmes.		
	a)	Traitement du ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	42	42
	b)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	333	323
		2) Autres dépenses	12	12
		Sous-total b)	345	335
	c)	Politique et planification stratégique		
		1) Salaires et avantages sociaux	793	780
		2) Autres dépenses	70	70
		Sous-total c)	863	850
	d)	Programme de science des données		
		1) Salaires et avantages sociaux	389	272
		2) Autres dépenses	24	24
		Sous-total d)	413	296
8.2	2.	Programmes d'immobilisations.....	262 261	220 482
		<i>Planification des immobilisations et gestion des ententes</i> : gère la négociation des ententes de financement d'immobilisations bilatérales et des partenariats, élabore et tient à jour un plan général pluriannuel relatif aux projets d'immobilisations, met en œuvre et supervise l'utilisation de méthodes novatrices de livraison et de financement des projets.		
		<i>Planification et exécution des projets d'immobilisations</i> : exécute et gère les projets d'immobilisations du ministère conformément au plan d'immobilisations approuvé.		
		<i>Gestion des immobilisations</i> : gère les immobilisations actuelles du gouvernement, fournit des services d'entretien pour les immobilisations détenues, offre des services immobiliers au gouvernement et supervise la cession de biens immobiliers et fonciers.		

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
TRAVAIL, PROTECTION DU CONSOMMATEUR ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX (8), suite				
	a)	Planification des immobilisations et gestion des ententes		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 751	3 869
		2) Autres dépenses	165 858	132 173
		Sous-total avant les sommes récupérées	169 609	136 042
		3) Autres dépenses	(19 600)	(28 395)
		Total des sommes récupérées	(19 600)	(28 395)
		Sous-total a)	150 009	107 647
	b)	Planification et exécution des projets d'immobilisations		
		1) Salaires et avantages sociaux	10 172	10 235
		2) Autres dépenses	16 943	16 943
		Sous-total avant les sommes récupérées	27 115	27 178
		3) Autres dépenses	(22 343)	(22 343)
		Total des sommes récupérées	(22 343)	(22 343)
		Sous-total b)	4 772	4 835
	c)	Gestion des immobilisations		
		1) Salaires et avantages sociaux	30 406	30 887
		2) Autres dépenses	103 650	103 689
		Sous-total avant les sommes récupérées	134 056	134 576
		3) Autres dépenses	(26 576)	(26 576)
		Total des sommes récupérées	(26 576)	(26 576)
		Sous-total c)	107 480	108 000

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
TRAVAIL, PROTECTION DU CONSOMMATEUR ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX (8), suite				
8.3	3.	Solutions numériques et technologiques	43 014	42 996
		Organisme central assumant la responsabilité générale des stratégies, des politiques et de la prestation de services ayant trait aux technologies numériques et de l'information pour le gouvernement du Manitoba.		
	a)	Technologies de l'information et des communications du gouvernement		
		1) Salaires et avantages sociaux	14 334	14 206
		2) Autres dépenses	102 227	99 981
		Sous-total avant les sommes récupérées	116 561	114 187
		3) Salaires et avantages sociaux	(670)	(894)
		4) Autres dépenses	(81 135)	(78 595)
		Total des sommes récupérées	(81 805)	(79 489)
		Sous-total a)	34 756	34 698
	b)	Service d'informatique du Palais législatif		
		1) Salaires et avantages sociaux	913	961
		2) Autres dépenses	310	310
		Sous-total b)	1 223	1 271
	c)	Centre de cybersécurité du Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 075	4 067
		2) Autres dépenses	2 960	2 960
		Sous-total c)	7 035	7 027
	d)	Réseaux informatiques en apprentissage et en recherche pédagogique du Manitoba	-	-
8.4	4.	Achats et chaîne d'approvisionnement	8 412	7 625
		Orientation stratégique, politiques et processus des fonctions gouvernementales liées aux achats et à la chaîne d'approvisionnement.		
	a)	Centre d'excellence en approvisionnement		
		1) Salaires et avantages sociaux	5 940	5 207
		2) Autres dépenses	2 472	2 418
		Sous-total a)	8 412	7 625
	b)	Organisme chargé de la distribution du matériel	-	-
	c)	Organisme de gestion des véhicules gouvernementaux et de l'équipement lourd	-	-

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
TRAVAIL, PROTECTION DU CONSOMMATEUR ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX (8), suite				
8.5	5.	Service des communications de la sécurité publique	22 400	18 068
		Prestation de services de radiocommunication modernes qui aident les organismes de sécurité publique à gérer les urgences pour le bien de tous les Manitobains.		
	a)	Service des communications de la sécurité publique		
		1) Salaires et avantages sociaux	162	162
		2) Autres dépenses	22 238	17 906
		Sous-total a)	22 400	18 068
8.6	6.	Protection du consommateur	16 840	16 813
		Veille à l'application des lois et des règlements en matière de protection du consommateur, mène des enquêtes et facilite la résolution des conflits entre consommateurs et entreprises. Enregistrement de l'information sur les noms des corporations et des entreprises. Surveille les organismes de services publics et les organismes désignés relativement à l'approbation des tarifs. Procède à des enquêtes et à la médiation des conflits entre locataires et locateurs. Vient en aide aux personnes qui interjettent appel des décisions rendues par la Société d'assurance publique du Manitoba en matière d'indemnisation des accidents de la route, et la Commission d'appel des accidents de la route entend ces appels. Supervise les registres des titres fonciers et des biens personnels. Délivre une gamme de certificats de base, notamment pour les naissances, les mariages, les changements de nom et les décès.		
	a)	Administration et recherche		
		1) Salaires et avantages sociaux	775	776
		2) Autres dépenses	243	243
		Sous-total a)	1 018	1 019
	b)	Office de la protection du consommateur		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 629	1 585
		2) Autres dépenses	422	322
		3) Subventions	113	113
		Sous-total b)	2 164	2 020
	c)	Direction de la location à usage d'habitation		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 500	4 443
		2) Autres dépenses	589	589
		Sous-total c)	5 089	5 032
	d)	Bureau des conseillers des demandeurs		
		1) Salaires et avantages sociaux	945	910
		2) Autres dépenses	107	107
		Sous-total d)	1 052	1 017

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
TRAVAIL, PROTECTION DU CONSOMMATEUR ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX (8), suite				
	e)	Commission d'appel des accidents de la route		
		1) Salaires et avantages sociaux	885	896
		2) Autres dépenses	149	149
		Sous-total e)	1 034	1 045
	f)	Commission de la location à usage d'habitation		
		1) Salaires et avantages sociaux	793	786
		2) Autres dépenses	108	108
		Sous-total f)	901	894
	g)	Bureau du registraire général		
		1) Salaires et avantages sociaux	246	237
		2) Autres dépenses	79	79
		Sous-total g)	325	316
	h)	Régie des services publics		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 000	997
		2) Autres dépenses	705	705
		Sous-total h)	1 705	1 702
	i)	État civil		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 047	2 263
		2) Autres dépenses	1 505	1 505
		Sous-total i)	3 552	3 768
	j)	Tuteur et curateur public	-	-
	k)	Entreprenariat Manitoba	-	-

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
TRAVAIL, PROTECTION DU CONSOMMATEUR ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX (8), suite				
8.7	7.	Travail.....	20 745	20 747
		Protège les résidents en fournissant des programmes et des services dans des domaines comme la santé et la sécurité au travail, les normes d'emploi et la sécurité publique. Veille aussi à l'application d'un éventail de lois et de règlements, notamment en matière de santé et de sécurité au travail, de normes d'emploi, de recrutement d'employés, de relations de travail, et de sécurité incendie et des bâtiments. Établit des normes de sécurité pour le matériel technique, comme les ascenseurs, l'équipement fonctionnant au gaz et les appareils sous pression et à vapeur.		
	a)	Sécurité et hygiène du travail		
		1) Salaires et avantages sociaux	6 558	6 190
		2) Autres dépenses	1 890	1 890
		Sous-total a)	8 448	8 080
	b)	Commission du travail du Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 317	1 295
		2) Autres dépenses	190	190
		Sous-total b)	1 507	1 485
	c)	Direction des normes d'emploi		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 829	2 933
		2) Autres dépenses	362	362
		Sous-total c)	3 191	3 295
	d)	Bureau des conseillers des travailleurs		
		1) Salaires et avantages sociaux	607	604
		2) Autres dépenses	50	50
		Sous-total d)	657	654
	e)	Inspection et services techniques		
		1) Salaires et avantages sociaux	5 045	5 102
		2) Autres dépenses	1 476	1 710
		Sous-total e)	6 521	6 812
	f)	Élaboration de la législation		
		1) Salaires et avantages sociaux	396	396
		2) Autres dépenses	25	25
		Sous-total f)	421	421

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
TRAVAIL, PROTECTION DU CONSOMMATEUR ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX (8), suite				
D.N.V.	8.	Coûts liés aux immobilisations (dépenses non votées)..... Couvre les coûts liés aux immobilisations.	49 000	40 088
	a)	Actif général		
		1) Amortissement	49 956	41 044
		Sous-total avant les sommes récupérées	49 956	41 044
		2) Amortissement	(956)	(956)
		Total des sommes récupérées	(956)	(956)
		Sous-total a)	49 000	40 088
Partie B – Investissements en immobilisations				
8.8	8.	Immobilisations Acquisition de matériel et de biens corporels, projets majeurs de construction et de rénovation de bâtiments, et développement ou mise à niveau des systèmes de technologies de l'information.	56 200	56 200
	a)	Actif général		
		1) Projets d'immobilisations centralisés	51 000	51 000
		2) Projets de technologies de l'information	5 200	5 200
		Sous-total a)	56 200	56 200
D.L.	8.1	Immobilisations (dépenses législatives)..... Restauration du palais législatif et de ses terrains.	10 000	10 000
	a)	Actif général		
		1) Projets de restauration et de préservation du palais législatif marquant son centenaire	10 000	10 000

Partie D – Investissements en immobilisations d'autres entités comptables

8.9	8.	Investissements en immobilisations d'autres entités comptables..... Développement ou mise à niveau de l'infrastructure stratégique, du matériel et des systèmes de technologies de l'information.	47 633	21 790
	a)	Organisme de gestion des véhicules gouvernementaux et de l'équipement lourd	44 391	17 990
	b)	Organisme chargé de la distribution du matériel	3 242	3 800

CRÉDITS	2022-2023 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2021-2022	2021-2022 (milliers de \$)*
SANTÉ MENTALE ET MIEUX-ÊTRE DE LA COMMUNAUTÉ (24)			
Partie A – Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Haute direction	1 306	23,4	1 058
2. Santé mentale et rétablissement	31 625	(2,1)	32 301
3. Mieux-être	10 169	13,6	8 952
4. Médecins – Psychiatrie	62 875	0,8	62 381
5. Financement des offices de la santé	283 337	5,6	268 380
6. Financement des immobilisations	786	9,6	717
Sous-total	390 098	4,4	373 789
Partie A – Fonctionnement (dépenses non votées)			
7. Coûts liés aux immobilisations	531	(4,5)	556
Total de la Partie A – Fonctionnement	390 629	4,3	374 345
Sommaire de la Partie A – Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	389 312	4,4	373 072
Subventions en capital	786	9,6	717
Total des crédits à voter	390 098	4,4	373 789
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	531	(4,5)	556
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A – Fonctionnement	390 629	4,3	374 345
Partie B – Investissements en immobilisations			
24. Immobilisations			
Actif général	266	-	266
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie B – Investissements en immobilisations	266	-	266
Partie D – Investissements en immobilisations d'autres entités comptables			
Total de la Partie D – Investissements en immobilisations d'autres entités comptables	3 545	10,5	3 207

CRÉDITS	2022-2023 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2021-2022	2021-2022 (milliers de \$)*
SANTÉ MENTALE ET MIEUX-ÊTRE DE LA COMMUNAUTÉ (24), suite			
* Conciliation (milliers de \$)			
Partie A – Fonctionnement			
Budget des dépenses publié de 2021-2022 – Santé mentale, Mieux-être et Rétablissement			341 903
Transfert venant de :			
- Développement économique, Investissement et Commerce			732
- Éducation et Apprentissage de la petite enfance			591
- Familles			4 872
- Santé			1 559
- Justice			1 218
- Relations avec les municipalités			35
- Crédits d'autorisation – Rajustements liés aux services internes			23 700
Transfert allant à :			
- Familles			(40)
- Santé			(225)
Budget des dépenses de 2021-2022 (après rajustement)			<u>374 345</u>
Partie D – Investissements en immobilisations d'autres entités comptables			
Budget des dépenses publié de 2021-2022 – Santé mentale, Mieux-être et Rétablissement			-
Transfert venant de :			
- Santé			<u>3 207</u>
Budget des dépenses de 2021-2022 (après rajustement)			<u>3 207</u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
SANTÉ MENTALE ET MIEUX-ÊTRE DE LA COMMUNAUTÉ (24), suite				
Partie A – Fonctionnement				
24.1	1.	Haute direction.....	1 306	1 058
		Haute direction et gestion du ministère de la Santé mentale et du Mieux-être de la communauté : orientation, coordination, soutien stratégique et collaboration à l'égard des efforts pluriministériels en matière de santé mentale, de lutte contre les dépendances, de planification du rétablissement et des modèles de prestation de services.		
	a)	Traitement du ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	42	42
	b)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	803	791
		2) Autres dépenses	75	75
		Sous-total b)	878	866
	c)	Soutien divisionnaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	309	80
		2) Autres dépenses	77	70
		Sous-total c)	386	150
24.2	2.	Santé mentale et rétablissement.....	31 625	32 301
		Établissement de mesures législatives, d'une surveillance, de normes, de lignes directrices, de politiques et de directives stratégiques en matière de santé mentale et de rétablissement pour les offices régionaux de la santé, la Fondation manitobaine de lutte contre les dépendances, le Centre de santé mentale de Selkirk et les organismes communautaires subventionnés. Leadership stratégique à l'appui des objectifs et des priorités du ministère.		
		<i>Direction de la santé mentale et du rétablissement</i> : leadership stratégique dans l'élaboration de politiques provinciales, la planification et les conseils en ce qui concerne la prévention, l'intervention précoce, le traitement et les soins continus dans le domaine de la santé mentale, de la lutte contre les dépendances et du rétablissement; surveillance des résultats de performance attendus et maintien des relations avec Soins communs, les offices régionaux de la santé, la Fondation manitobaine de lutte contre les dépendances et d'autres organismes bénéficiant de subventions qui offrent des services.		
		<i>Bureau du psychiatre en chef de la Province</i> : conseils de spécialistes en psychiatrie sur toutes les questions concernant la pratique de la profession et l'élaboration des politiques, des programmes et des dispositions législatives en matière de santé mentale.		
		<i>Commission d'examen des questions liées à la santé mentale</i> : soutien administratif à la Commission d'examen des questions liées à la santé mentale.		

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
SANTÉ MENTALE ET MIEUX-ÊTRE DE LA COMMUNAUTÉ (24), suite				
	a)	Direction de la santé mentale et du rétablissement		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 518	1 105
		2) Autres dépenses	27 901	25 294
		3) Subventions	55	55
		Sous-total a)	30 474	26 454
	b)	Bureau du psychiatre en chef de la Province		
		1) Salaires et avantages sociaux	794	494
		2) Autres dépenses	35	35
		Sous-total b)	829	529
	c)	Commission d'examen des questions liées à la santé mentale		
		1) Salaires et avantages sociaux	214	210
		2) Autres dépenses	108	108
		Sous-total c)	322	318
	d)	Transition vers la santé mentale, le mieux-être et le rétablissement		
		1) Autres dépenses	-	5 000
24.3	3.	Mieux-être.....	10 169	8 952
		Établissement de mesures législatives, d'une surveillance, de normes, de lignes directrices, de politiques et de directives stratégiques pour les offices de la santé et d'autres organismes communautaires subventionnés. Direction stratégique à l'appui des objectifs et des priorités du ministère.		
		<i>Promotion du mieux-être et de la santé</i> : rôle de leadership dans les politiques et les programmes qui favorisent la santé et le mieux-être sur le plan personnel et communautaire, en mettant l'accent sur la prévention des maladies chroniques et la promotion de la santé.		
		<i>Abandon du tabac</i> : application des dispositions législatives et leadership dans les programmes et les politiques de lutte contre le vapotage et la consommation du tabac.		
		<i>Obligations à impact social</i> : lutte contre la consommation du tabac et promotion de la santé cardiovasculaire des femmes.		

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
SANTÉ MENTALE ET MIEUX-ÊTRE DE LA COMMUNAUTÉ (24), suite				
	a)	Promotion du mieux-être et de la santé		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 050	936
	2)	Autres dépenses	6 734	5 693
	3)	Subventions	159	159
		Sous-total a)	7 943	6 788
	b)	Abandon du tabac		
	1)	Salaires et avantages sociaux	366	354
	2)	Autres dépenses	860	810
		Sous-total b)	1 226	1 164
	c)	Obligations à impact social		
	1)	Autres dépenses	1 000	1 000
24.4	4.	Médecins – Psychiatrie	62 875	62 381
		Couvre les services de psychiatrie assurés en vertu du Régime d'assurance-maladie du Manitoba en ce qui concerne les demandes de paiements à l'acte présentées par les médecins, ainsi que le paiement de services non rémunérés à l'acte aux médecins, aux auxiliaires médicaux et aux assistants médicaux pour la prestation de services de psychiatrie et de santé mentale.		
	a)	Paiement à l'acte		
	1)	Autres dépenses	37 812	37 318
	b)	Autres modes de financement		
	1)	Autres dépenses	25 063	25 063

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
SANTÉ MENTALE ET MIEUX-ÊTRE DE LA COMMUNAUTÉ (24), suite				
24.5	5.	Financement des offices de la santé.....	283 337	268 380
		Source de financement des offices de la santé pour qu'ils offrent des services de santé mentale et de rétablissement, des services de psychiatrie par un médecin et des programmes de promotion du mieux-être et de la santé. Source de financement du Centre de santé mentale de Selkirk et de la Fondation manitobaine de lutte contre les dépendances.		
		<i>Service de santé mentale</i> : financement des offices de la santé et de Soins communs pour la prestation de services de santé mentale. Financement du Centre de santé mentale de Selkirk, qui offre des services spécialisés en milieu hospitalier de soins de santé mentale, de traitement des lésions cérébrales acquises et de réadaptation aux résidents du Manitoba dont les besoins complexes ne peuvent être comblés ailleurs dans le système provincial de soins de santé.		
		<i>Service du rétablissement</i> : financement des offices de la santé et de Soins communs pour la prestation de services de rétablissement. Financement de la Fondation manitobaine de lutte contre les dépendances, qui fournit aux Manitobains une gamme de services de lutte contre les dépendances axés sur le client, comprenant l'éducation du public, le traitement en établissement et dans la collectivité, et le suivi dans les collectivités de toute la province.		
		<i>Service de promotion du mieux-être et de la santé</i> : financement des offices de la santé et de Soins communs pour les programmes de promotion du mieux-être et de la santé.		
	a)	Service de santé mentale		
		1) Centre de santé mentale de Selkirk	49 048	49 048
		2) Subventions	148 590	133 759
		Sous-total a)	197 638	182 807
	b)	Service du rétablissement		
		1) Fondation manitobaine de lutte contre les dépendances	25 810	(1) 25 684
		2) Subventions	29 236	29 236
		Sous-total b)	55 046	54 920
	c)	Service de promotion du mieux-être et de la santé		
		1) Subventions	30 653	30 653

1. Le montant total versé à la Fondation manitobaine de lutte contre les dépendances s'élève à 32 376 \$ pour la mise en œuvre des programmes et à (6 566) \$ en sommes récupérées auprès de la Société manitobaine des alcools et des loteries. Ces sommes récupérées ne constituent pas une partie du Trésor.

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
SANTÉ MENTALE ET MIEUX-ÊTRE DE LA COMMUNAUTÉ (24), suite				
24.6	6.	Financement des immobilisations.	786	717
		Financement accordé aux offices de la santé à des fins de remboursement du principal d'emprunts approuvés et d'intérêts.		
	a)	Remboursement du principal		
	1)	Autres dépenses	568	524
	b)	Intérêts		
	1)	Autres dépenses	218	193
D.N.V.	7.	Coûts liés aux immobilisations (dépenses non votées).....	531	556
		Couvre les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Actif général		
	1)	Amortissement	531	556
Partie B – Investissements en immobilisations				
24.7	24.	Immobilisations	266	266
		Développement ou mise à niveau des systèmes de technologies de l'information et acquisition de matériel.		
	a)	Actif général	266	266
Partie D – Investissements en immobilisations d'autres entités comptables				
24.8	24.	Investissements en immobilisations d'autres entités comptables.	3 545	3 207
		Développement ou mise à niveau de l'infrastructure stratégique, du matériel et des systèmes de technologies de l'information.		
	a)	Programmes d'immobilisations	3 545	3 207

CRÉDITS	2022-2023 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2021-2022	2021-2022 (milliers de \$)*
RELATIONS AVEC LES MUNICIPALITÉS (13)			
Partie A – Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Administration et finances.....	7 323	0,7	7 270
2. Aménagement et développement communautaires	12 753	5,8	12 051
3. Services consultatifs et d'évaluation aux municipalités	12 098	1,4	11 933
4. Aide financière.....	348 239	3,0	338 133
Sous-total	380 413	3,0	369 387
Partie A – Fonctionnement (dépenses non votées)			
5. Coûts liés aux immobilisations	990	15,3	859
Total de la Partie A – Fonctionnement	381 403	3,0	370 246
Sommaire de la Partie A – Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement.....	243 038	4,8	232 012
Subventions en capital.....	137 375	-	137 375
Total des crédits à voter	380 413	3,0	369 387
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	990	15,3	859
Infrastructure.....	-	-	-
Total de la Partie A – Fonctionnement	381 403	3,0	370 246
Partie B – Investissements en immobilisations			
13. Immobilisations			
Actif général	1 725	-	1 725
Infrastructure.....	-	-	-
Total de la Partie B – Investissements en immobilisations	1 725	-	1 725
Partie C – Prêts et garanties			
Total de la Partie C – Prêts et garanties	81 288	(5,4)	85 930

CRÉDITS	2022-2023 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2021-2022	2021-2022 (milliers de \$)*
RELATIONS AVEC LES MUNICIPALITÉS (13), suite			
* Conciliation (milliers de \$)			
Partie A – Fonctionnement			
Budget des dépenses publié de 2021-2022			376 866
Transfert venant de :			
- Finances			98
- Travail, Protection du consommateur et Services gouvernementaux			399
Transfert allant à :			
- Familles			(5)
- Travail, Protection du consommateur et Services gouvernementaux			(7 077)
- Santé mentale et Mieux-être de la communauté.			(35)
Budget des dépenses de 2021-2022 (après rajustement)			<u>370 246</u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
RELATIONS AVEC LES MUNICIPALITÉS (13), suite				
Partie A – Fonctionnement				
13.1	1.	Administration et finances	7 323	7 270
		Planification, direction et contrôle, au niveau exécutif, de la politique et des programmes du ministère. Contrôle financier et service de gestion centralisé, y compris les services financiers et administratifs, et examen du budget.		
		Aide au ministère en fournissant des conseils stratégiques et des analyses relativement aux aspects essentiels des finances, au financement par subvention, aux relations avec les intervenants, au développement communautaire et à d'autres initiatives ministérielles et gouvernementales.		
		<i>Commission municipale</i> : conformément aux dispositions législatives, examen des questions liées aux emprunts, à l'évaluation, à l'aménagement et à d'autres enjeux municipaux, et décisions sur ces questions. Soutien administratif de la Commission de l'évaluation foncière et de la Commission d'appel de l'aide aux sinistrés.		
	a)	Traitement du ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	42	42
	b)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	849	837
		2) Autres dépenses	112	112
		Sous-total b)	961	949
	c)	Services financiers et administratifs		
		1) Salaires et avantages sociaux	659	636
		2) Autres dépenses	155	155
		Sous-total c)	814	791
	d)	Commission municipale		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 147	1 138
		2) Autres dépenses	147	147
		Sous-total d)	1 294	1 285
	e)	Résultats et politique stratégique		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 509	3 500
		2) Autres dépenses	703	703
		Sous-total e)	4 212	4 203

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
RELATIONS AVEC LES MUNICIPALITÉS (13), suite				
13.2	2.	Aménagement et développement communautaires.....	12 753	12 051
		Offre des services d'aménagement du territoire et de développement dans le but de soutenir des collectivités sûres, saines, dynamiques et prospères.		
		<i>Bureau du commissaire aux incendies</i> : offre aux Manitobains une protection durable contre les incendies par l'entremise du Collège de formation des secouristes du Manitoba et des programmes de lutte contre les incendies, en partenariat avec les services d'incendie de partout dans la province.		
	a)	Aménagement communautaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 508	4 338
		2) Autres dépenses	1 135	635
		Sous-total a)	5 643	4 973
	b)	Bureau du commissaire aux incendies		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 414	4 382
		2) Autres dépenses	2 336	2 336
		3) Subventions	360	360
		Sous-total b)	7 110	7 078
13.3	3.	Services consultatifs et d'évaluation aux municipalités.....	12 098	11 933
		Appui aux administrations locales pour qu'elles fonctionnent de façon efficace et efficiente, et au cadre législatif pour les administrations municipales. Favorise des municipalités durables et responsables en fournissant de l'orientation et de l'encadrement sur les pratiques de bonne gouvernance, notamment les comportements respectueux et les codes de conduite, les conflits d'intérêts, la transparence, l'accessibilité et la réactivité. Prestation de services d'évaluation foncière pour toutes les autorités fiscales à l'exception de la Ville de Winnipeg.		
	a)	Services consultatifs et de gouvernance aux municipalités		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 679	1 496
		2) Autres dépenses	415	415
		Sous-total a)	2 094	1 911

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
RELATIONS AVEC LES MUNICIPALITÉS (13), suite				
	b)	Services d'évaluation		
		1) Salaires et avantages sociaux	9 139	9 130
		2) Autres dépenses	1 347	1 347
		Sous-total avant les sommes récupérées	10 486	10 477
		3) Salaires et avantages sociaux	(2 255)	(2 255)
		4) Autres dépenses	(299)	(299)
		Total des sommes récupérées	(2 554)	(2 554)
		Sous-total b)	7 932	7 923
	c)	Systèmes d'information		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 441	1 468
		2) Autres dépenses	1 125	1 125
		Sous-total avant les sommes récupérées	2 566	2 593
		3) Salaires et avantages sociaux	(246)	(246)
		4) Autres dépenses	(248)	(248)
		Total des sommes récupérées	(494)	(494)
		Sous-total c)	2 072	2 099
13.4	4.	Aide financière Financement pour appuyer la prestation de services municipaux, le renouvellement de l'infrastructure et le développement communautaire.	348 239	338 133
	a)	Financement des municipalités et subventions connexes		
		1) Subventions	293 002	293 002
	b)	Commission des services d'approvisionnement en eau du Manitoba		
		1) Subventions	20 000	20 000
	c)	Subventions aux municipalités tenant lieu de taxes		
		1) Subventions	19 713	19 683
		Sous-total avant les sommes récupérées	19 713	19 683
		2) Subventions	(19 125)	(19 091)
		Total des sommes récupérées	(19 125)	(19 091)
		Sous-total c)	588	592

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
RELATIONS AVEC LES MUNICIPALITÉS (13), suite				
	d)	Aménagement communautaire		
	1)	Subventions	<u>38 439</u>	28 329
		Sous-total avant les sommes récupérées	38 439	28 329
	2)	Subventions	<u>(3 790)</u>	(3 790)
		Total des sommes récupérées	(3 790)	(3 790)
		Sous-total d)	34 649	24 539
D.N.V.	5.	Coûts liés aux immobilisations (dépenses non votées).....	<u>990</u>	859
		Couvre les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Actif général		
	1)	Amortissement	990	859
Partie B – Investissements en immobilisations				
13.5	13.	Immobilisations	<u>1 725</u>	1 725
		Couvre les coûts d'acquisition de matériel.		
	a)	Actif général	1 725	1 725
Partie C – Prêts et garanties				
13.6	13.	Programmes de prêts et de garanties	<u>81 288</u>	85 930
		Autorisation des dépenses pour répondre aux besoins en matière d'immobilisations et d'exploitation non budgétaires.		
	a)	Commission des services d'approvisionnement en eau du Manitoba	81 288	85 930

CRÉDITS	2022-2023 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2021-2022	2021-2022 (milliers de \$)*
RESSOURCES NATURELLES ET DÉVELOPPEMENT DU NORD (25)			
Partie A – Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Finances et services partagés	2 829	149,9	1 132
2. Gérance et développement des ressources	31 861	7,8	29 565
3. Gestion et protection des ressources	28 474	0,4	28 373
4. Lutte contre les incendies échappés	49 325	1,0	48 829
Sous-total	112 489	4,3	107 899
Partie A – Fonctionnement (dépenses non votées)			
5. Coûts liés aux immobilisations	3 291	1,6	3 239
Total de la Partie A – Fonctionnement	115 780	4,2	111 138
Sommaire de la Partie A – Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	112 489	4,3	107 899
Subventions en capital	-	-	-
Total des crédits à voter	112 489	4,3	107 899
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	3 291	1,6	3 239
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A – Fonctionnement	115 780	4,2	111 138
Partie B – Investissements en immobilisations			
25. Immobilisations			
Actif général	3 277	(44,8)	5 934
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie B – Investissements en immobilisations	3 277	(44,8)	5 934
Partie D – Investissements en immobilisations d'autres entités comptables			
Total de la Partie D – Investissements en immobilisations d'autres entités comptables	70 781	7,6	65 769

CRÉDITS	2022-2023 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2021-2022	2021-2022 (milliers de \$)*
RESSOURCES NATURELLES ET DÉVELOPPEMENT DU NORD (25), suite			
* Conciliation (milliers de \$)			
Partie A – Fonctionnement			
Budget des dépenses publié de 2021-2022			-
Transfert venant de :			
- Agriculture			58 639
- Environnement, Climat et Parcs			52 273
- Affaires législatives et publiques			109
- Crédits d'autorisation – Rajustements liés aux services internes			117
Budget des dépenses de 2021-2022 (après rajustement)			<u>111 138</u>
Partie B – Investissements en immobilisations			
Budget des dépenses publié de 2021-2022			-
Transfert venant de :			
- Agriculture			450
- Environnement, Climat et Parcs			5 484
Budget des dépenses de 2021-2022 (après rajustement)			<u>5 934</u>
Partie D – Investissements en immobilisations d'autres entités comptables			
Budget des dépenses publié de 2021-2022			-
Transfert venant de :			
- Services de la Couronne			65 769
Budget des dépenses de 2021-2022 (après rajustement)			<u>65 769</u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
RESSOURCES NATURELLES ET DÉVELOPPEMENT DU NORD (25), suite				
Partie A – Fonctionnement				
25.1	1.	Finances et services partagés.	2 829	1 132
		Haute direction du ministère. Travaux à l'échelle du ministère pour élaborer des politiques stratégiques et coordonner les dispositions législatives, les rapports et les autres documents d'information destinés à la haute direction.		
	a)	Traitement du ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	42	11
	b)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	733	130
		2) Autres dépenses	171	10
		Sous-total b)	904	140
	c)	Politiques et initiatives stratégiques		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 168	866
		2) Autres dépenses	715	115
		Sous-total c)	1 883	981
25.2	2.	Gérance et développement des ressources	31 861	29 565
		Soutient le développement responsable des ressources minières, pétrolières, gazières et forestières, ainsi que de la production d'agrégats au Manitoba. Veille à ce que la gestion et l'administration des terres domaniales soutiennent le développement des ressources économiques et naturelles tout en tenant compte des valeurs environnementales et sociétales. Offre des services de développement des affaires visant à accroître l'exploration et les investissements miniers au Manitoba. Coordonne un processus constructif de mobilisation et de consultation auprès des collectivités autochtones et soutient les activités qui favorisent la réconciliation et la participation dans les secteurs des ressources naturelles.		
	a)	Administration divisionnaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	209	52
		2) Autres dépenses	105	-
		Sous-total a)	314	52
	b)	Services géologiques		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 801	2 783
		2) Autres dépenses	1 987	1 987
		Sous-total b)	4 788	4 770

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
RESSOURCES NATURELLES ET DÉVELOPPEMENT DU NORD (25), suite				
	c)	Mines, pétrole et gaz		
		1) Salaires et avantages sociaux	3 002	2 988
		2) Autres dépenses	4 768	4 768
		Sous-total c)	7 770	7 756
	d)	Forêts et tourbières		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 970	4 969
		2) Autres dépenses	2 843	2 549
		3) Subventions	1 157	1 151
		Sous-total d)	8 970	8 669
	e)	Terres et planification		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 270	2 269
		2) Autres dépenses	2 991	2 991
		Sous-total e)	5 261	5 260
	f)	Développement des affaires		
		1) Salaires et avantages sociaux	531	541
		2) Autres dépenses	69	69
		Sous-total f)	600	610
	g)	Consultation et réconciliation		
		1) Salaires et avantages sociaux	951	651
		2) Autres dépenses	2 317	1 452
		Sous-total g)	3 268	2 103
	h)	Plants pour la régénération forestière		
		1) Autres dépenses	890	345

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
RESSOURCES NATURELLES ET DÉVELOPPEMENT DU NORD (25), suite				
25.3	3.	Gestion et protection des ressources.....	28 474	28 373
		Fournit des programmes qui maintiennent l'équilibre entre le développement économique durable et la gestion des écosystèmes au sein des ressources halieutiques et fauniques du Manitoba. Assure la protection des ressources naturelles du Manitoba par l'entremise du Service des agents de conservation..		
	a)	Administration divisionnaire		
		1) Salaires et avantages sociaux	110	108
		2) Autres dépenses	100	-
		Sous-total a)	210	108
	b)	Faune et poisson		
		1) Salaires et avantages sociaux	6 508	6 509
		2) Autres dépenses	5 188	5 188
		3) Subventions	87	87
		Sous-total avant les sommes récupérées	11 783	11 784
		4) Autres dépenses	(45)	(45)
		Total des sommes récupérées	(45)	(45)
		Sous-total b)	11 738	11 739
	c)	Service des agents de conservation		
		1) Salaires et avantages sociaux	12 016	12 016
		2) Autres dépenses	4 100	4 100
		Sous-total c)	16 116	16 116
	d)	Aide au transport pour les pêcheurs du Nord		
		1) Autres dépenses	410	410

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
RESSOURCES NATURELLES ET DÉVELOPPEMENT DU NORD (25), suite				
25.4	4.	Lutte contre les incendies échappés.....	49 325	48 829
		Prestation de programmes de prévention et d'atténuation des incendies échappés et de préparation à leur égard. Prestation de programmes d'extinction des incendies échappés, au besoin.		
	a)	Lutte contre les incendies échappés		
		1) Salaires et avantages sociaux	10 510	10 464
		2) Autres dépenses	25 190	24 783
		Sous-total a)	35 700	35 247
	b)	Extinction des incendies échappés		
		1) Autres dépenses	13 625	13 582
D.N.V.	5.	Coûts liés aux immobilisations (dépenses non votées).....	3 291	3 239
		Couvre les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Actif général		
		1) Amortissement	3 217	3 165
	b)	Infrastructure		
		1) Amortissement	74	74
Partie B – Investissements en immobilisations				
25.5	25.	Immobilisations	3 277	5 934
		Acquisition de matériel, de bâtiments et d'autres éléments d'actif général.		
	a)	Actif général	3 277	5 934
Partie D – Investissements en immobilisations d'autres entités comptables				
25.6	25.	Investissements en immobilisations d'autres entités comptables.....	70 781	65 769
		Développement ou mise à niveau de l'infrastructure stratégique, du matériel et des systèmes de technologies de l'information.		
	a)	Société manitobaine des alcools et des loteries	68 148	63 119
	b)	Société manitobaine des alcools et des loteries – Programme d'immobilisations des premières nations	2 633	2 650

CRÉDITS	2022-2023 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2021-2022	2021-2022 (milliers de \$)*
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE (17)			
Partie A – Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Commission de la fonction publique.....	<u>26 283</u>	0,9	<u>26 058</u>
Total de la Partie A – Fonctionnement	<u>26 283</u>	0,9	<u>26 058</u>
Sommaire de la Partie A – Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement.....	26 283	0,9	26 058
Subventions en capital.....	<u>-</u>	-	<u>-</u>
Total des crédits à voter	26 283	0,9	26 058
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général.....	-	-	-
Infrastructure.....	<u>-</u>	-	<u>-</u>
Total de la Partie A – Fonctionnement	<u>26 283</u>	0,9	<u>26 058</u>

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A – Fonctionnement

Budget des dépenses publié de 2021-2022 – Commission de la fonction publique.....	26 058
Budget des dépenses de 2021-2022 (après rajustement)	<u>26 058</u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE (17), suite				
Partie A – Fonctionnement				
17.1	1.	Commission de la fonction publique	26 283	26 058
		<i>Haute direction</i> : offre des services de gestion et d'orientation des politiques de la Commission, et conseille le gouvernement sur les questions de gestion stratégique des ressources humaines.		
		<i>Politiques, programmes et apprentissage</i> : élabore et met en œuvre des dispositions législatives, des politiques, des programmes, des initiatives et des indicateurs en matière d'effectifs dans le but d'attirer et de conserver des employés qui formeront une fonction publique respectueuse, éthique, diversifiée, inclusive et engagée.		
		<i>Opérations</i> : offre des conseils et du soutien aux ministères et aux organismes du gouvernement dans les secteurs du recrutement et de la sélection, des employés et des relations de travail, de l'apprentissage et du perfectionnement professionnel, de la conception et de l'élaboration organisationnelles, du soutien à l'emploi, et du salaire et des avantages sociaux.		
		<i>Programme d'aide aux employés et aux familles</i> : fournit des services de counselling confidentiels et à court terme aux employés et aux membres de leur famille pour les aider à gérer les problèmes qui nuisent à leur vie personnelle ou professionnelle. Le programme soutient aussi l'élaboration de ressources, de stratégies en milieu de travail, et de politiques relatives au comportement humain en milieu de travail.		
		<i>Relations du travail</i> : fournit des services relatifs aux relations avec les employés, aux relations de travail stratégiques et aux indemnités totales, dans le cadre des opérations fondamentales du gouvernement, ainsi que des services limités à certaines entités au sein de la fonction publique élargie. Responsable de la classification, de la conception de politiques et de plans relatifs à la rémunération et aux avantages sociaux, de l'administration centrale, des négociations et des services administratifs pour les programmes d'avantages sociaux et d'assurances à l'échelle du gouvernement, des services de recherche et de consultation, de l'offre de conseils et d'expertise sur les questions de classification et de rémunération, de la négociation des conventions collectives, et de l'interprétation et de l'exécution des contrats, y compris la représentation de l'employeur dans le traitement des griefs et devant divers tribunaux administratifs.		
	a)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	511	518
		2) Autres dépenses	56	56
		Sous-total a)	567	574

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE (17), suite				
	b)	Politiques, programmes et apprentissage		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 433	4 758
		2) Autres dépenses	1 536	1 536
		3) Subventions	24	24
		Sous-total avant les sommes récupérées	5 993	6 318
		4) Autres dépenses	(320)	(320)
		Total des sommes récupérées	(320)	(320)
		Sous-total b)	5 673	5 998
	c)	Opérations		
		1) Salaires et avantages sociaux	15 337	15 026
		2) Autres dépenses	1 163	1 163
		Sous-total avant les sommes récupérées	16 500	16 189
		3) Salaires et avantages sociaux	(438)	(438)
		Total des sommes récupérées	(438)	(438)
		Sous-total c)	16 062	15 751
	d)	Programme d'aide aux employés et aux familles		
		1) Salaires et avantages sociaux	461	476
		2) Autres dépenses	76	76
		Sous-total avant les sommes récupérées	537	552
		3) Autres dépenses	(129)	(129)
		Total des sommes récupérées	(129)	(129)
		Sous-total d)	408	423
	e)	Relations du travail		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 873	2 837
		2) Autres dépenses	700	475
		Sous-total e)	3 573	3 312

CRÉDITS	2022-2023 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2021-2022	2021-2022 (milliers de \$)*
AÎNÉS ET SOINS DE LONGUE DURÉE (34)			
Partie A – Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Haute direction	662	298,8	166
2. Aînés et Soins de longue durée	<u>53 668</u>	s. o.	<u>163</u>
Total de la Partie A – Fonctionnement	<u>54 330</u>	s. o.	<u>329</u>
Sommaire de la Partie A – Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	54 330	s. o.	329
Subventions en capital	<u>-</u>	-	<u>-</u>
Total des crédits à voter	54 330	s. o.	329
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	-	-	-
Infrastructure	<u>-</u>	-	<u>-</u>
Total de la Partie A – Fonctionnement	<u>54 330</u>	s. o.	<u>329</u>

CRÉDITS	2022-2023 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2021-2022	2021-2022 (milliers de \$)*
AÎNÉS ET SOINS DE LONGUE DURÉE (34), suite			
* Conciliation (milliers de \$)			
Partie A – Fonctionnement			
Budget des dépenses publié de 2021-2022			-
Transfert venant de :			
- Services de la Couronne			166
- Crédits d'autorisation – Rajustements liés aux services internes			163
Budget des dépenses de 2021-2022 (après rajustement)			329

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
AÎNÉS ET SOINS DE LONGUE DURÉE (34), suite				
Partie A – Fonctionnement				
34.1	1.	Haute direction.....	662	166
		Soutien et gestion du ministère des Aînés et des Soins de longue durée.		
	a)	Traitement du ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	42	11
	b)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	566	141
		2) Autres dépenses	54	14
		Sous-total b)	620	155
34.2	2.	Aînés et Soins de longue durée.....	53 668	163
		Soutient l'engagement du ministre à l'égard des Manitobains et des intervenants; fournit au ministre des conseils, du soutien analytique et un appui aux initiatives pour la réalisation de l'objectif prioritaire consistant à élaborer une stratégie pour les personnes âgées. Supervise la mise en œuvre de toutes les recommandations du rapport Stevenson.		
	a)	Aînés et Soins de longue durée		
		1) Salaires et avantages sociaux	652	163
		2) Autres dépenses	20 968	-
		3) Subventions	32 048	-
		Sous-total a)	53 668	163

CRÉDITS	2022-2023 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2021-2022	2021-2022 (milliers de \$)*
SPORT, CULTURE ET PATRIMOINE (14)			
Partie A – Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Administration et finances.....	21 857	30,4	16 767
2. Programmes – Culture et Sport	55 719	1,2	55 038
3. Documentation et information.....	2 817	(7,7)	3 051
Sous-total	80 393	7,4	74 856
Partie A – Fonctionnement (dépenses non votées)			
4. Coûts liés aux immobilisations	29	190,0	10
Total de la Partie A – Fonctionnement	80 422	7,4	74 866
Sommaire de la Partie A – Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement.....	80 393	7,4	74 856
Subventions en capital.....	-	-	-
Total des crédits à voter	80 393	7,4	74 856
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	29	190,0	10
Infrastructure.....	-	-	-
Total de la Partie A – Fonctionnement	80 422	7,4	74 866
Partie B – Investissements en immobilisations			
14. Immobilisations			
Actif général	50	100,0	-
Infrastructure.....	-	-	-
Total de la Partie B – Investissements en immobilisations	50	100,0	-

CRÉDITS	2022-2023 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2021-2022	2021-2022 (milliers de \$)*
SPORT, CULTURE ET PATRIMOINE (14), suite			
* Conciliation (milliers de \$)			
Partie A – Fonctionnement			
Budget des dépenses publié de 2021-2022			71 610
Transfert venant de :			
- Développement économique, Investissement et Commerce			13 865
- Affaires législatives et publiques.....			1 680
- Crédits d'autorisation – Rajustements liés aux services internes.....			850
Transfert allant à :			
- Familles			(13 039)
- Réconciliation avec les peuples autochtones et Relations avec le Nord			(100)
Budget des dépenses de 2021-2022 (après rajustement)			<u>74 866</u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
SPORT, CULTURE ET PATRIMOINE (14), suite				
Partie A – Fonctionnement				
14.1	1.	Administration et finances	21 857	16 767
		Planification, gestion et contrôle de la politique et des programmes du ministère. Services financiers, administratifs et de technologies de l'information centralisés.		
		Assure le fonctionnement du Bureau du lieutenant-gouverneur et du Bureau du protocole et de l'envoyé spécial pour les affaires militaires.		
		Favorise le développement, la croissance et la diversité de l'industrie touristique au Manitoba en consultation et en collaboration avec la société d'État Voyage Manitoba.		
	a)	Traitement du ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	42	42
	b)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	770	760
		2) Autres dépenses	94	94
		Sous-total b)	864	854
	c)	Services financiers et administratifs		
		1) Salaires et avantages sociaux	970	930
		2) Autres dépenses	194	194
		3) Subventions	5 000	-
		Sous-total c)	6 164	1 124
	d)	Bureau du lieutenant-gouverneur		
		1) Salaires et avantages sociaux	323	311
		2) Autres dépenses	126	126
		Sous-total d)	449	437
	e)	Protocole et envoyé spécial pour les affaires militaires		
		1) Salaires et avantages sociaux	264	236
		2) Autres dépenses	209	209
		Sous-total e)	473	445
	f)	Voyage Manitoba		
		1) Subventions	13 865	13 865

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
SPORT, CULTURE ET PATRIMOINE (14), suite				
14.2	2.	Programmes – Culture et Sport.	55 719	55 038
		Soutient le développement des programmes et des services relatifs aux arts communautaires, au sport amateur, au patrimoine et aux bibliothèques, et encourage les partenariats entre le gouvernement et les communautés ethnoculturelles. Réglemente la protection et la préservation d'éléments significatifs du patrimoine du Manitoba. Veille à ce que les priorités et les activités du gouvernement soient conformes aux principes du multiculturalisme. Aide les organismes créés par une loi à promouvoir les industries culturelle et artistique.		
	a)	Politique stratégique		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 702	1 675
		2) Autres dépenses	594	594
		3) Subventions	7 651	7 651
		Sous-total a)	9 947	9 920
	b)	Services et programmes communautaires		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 031	1 009
		2) Autres dépenses	145	145
		3) Subventions	4 511	3 890
		Sous-total b)	5 687	5 044
	c)	Soutien des principaux programmes et organismes		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 001	990
		2) Autres dépenses	146	146
		3) Subventions	38 938	38 938
		Sous-total c)	40 085	40 074
14.3	3.	Documentation et information.	2 817	3 051
		Assure le fonctionnement des Archives du Manitoba, en s'occupant notamment du programme des documents gouvernementaux ainsi que des documents d'archives de la Compagnie de la Baie d'Hudson, et de la Bibliothèque de l'Assemblée législative.		
	a)	Archives du Manitoba		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 602	2 586
		2) Autres dépenses	547	766
		Sous-total avant les sommes récupérées	3 149	3 352
		3) Autres dépenses	(1 140)	(1 099)
		Total des sommes récupérées	(1 140)	(1 099)
		Sous-total a)	2 009	2 253

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
SPORT, CULTURE ET PATRIMOINE (14), suite				
	b)	Bibliothèque de l'Assemblée législative		
	1)	Salaires et avantages sociaux	668	658
	2)	Autres dépenses	140	140
		Sous-total b)	808	798
D.N.V.	4.	Coûts liés aux immobilisations (dépenses non votées).....	29	10
		Couvre les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Actif général		
	1)	Amortissement	29	10
Partie B – Investissements en immobilisations				
14.4	14.	Immobilisations	50	-
		Couvre les coûts d'acquisition de matériel.		
	a)	Actif général	50	-

CRÉDITS	2022-2023 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2021-2022	2021-2022 (milliers de \$)*
TRANSPORT ET INFRASTRUCTURE (15)			
Partie A – Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Services ministériels	11 610	0,5	11 552
2. Projets d'immobilisations pour l'infrastructure	6 517	1,6	6 417
3. Gestion du transport	150 585	-	150 535
4. Division de l'ingénierie et de la technique	31 464	18,1	26 646
5. Gestion des urgences	9 528	0,7	9 460
Sous-total	209 704	2,5	204 610
Partie A – Fonctionnement (dépenses non votées)			
6. Coûts liés aux immobilisations	269 540	3,5	260 464
Total de la Partie A – Fonctionnement	479 244	3,0	465 074
Sommaire de la Partie A – Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	209 704	2,5	204 610
Subventions en capital	-	-	-
Total des crédits à voter	209 704	2,5	204 610
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	6 926	1,1	6 851
Infrastructure	262 614	3,5	253 613
Total de la Partie A – Fonctionnement	479 244	3,0	465 074
Partie B – Investissements en immobilisations			
15. Immobilisations			
Actif général	7 219	-	7 219
Infrastructure	607 240	13,3	536 039
Total de la Partie B – Investissements en immobilisations	614 459	13,1	543 258

CRÉDITS	2022-2023 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2021-2022	2021-2022 (milliers de \$)*
TRANSPORT ET INFRASTRUCTURE (15), suite			
* Conciliation (milliers de \$)			
Partie A – Fonctionnement			
Budget des dépenses publié de 2021-2022 – Infrastructure			464 434
Transfert venant de :			
- Agriculture			790
Transfert allant à :			
- Conseil exécutif			(150)
Budget des dépenses de 2021-2022 (après rajustement)			<u>465 074</u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
TRANSPORT ET INFRASTRUCTURE (15), suite				
Partie A – Fonctionnement				
15.1	1.	Services ministériels	11 610	11 552
		Gestion et contrôle financier au niveau exécutif du ministère pour assurer la prestation efficace des programmes et l'utilisation appropriée des ressources ministérielles, notamment : les ressources financières, stratégiques, politiques, de gestion de l'information, de technologies de l'information, et de santé et sécurité au travail. Élabore des initiatives, des stratégies, des politiques, des plans et des programmes législatifs et réglementaires visant à gérer, à protéger et à bâtir l'infrastructure de façon durable dans la province. Mène des activités de mobilisation et des consultations constructives auprès des Autochtones et favorise la réconciliation.		
	a)	Traitement du ministre		
		1) Salaires et avantages sociaux	42	42
	b)	Haute direction		
		1) Salaires et avantages sociaux	825	837
		2) Autres dépenses	70	70
		Sous-total b)	895	907
	c)	Planification et soutien stratégiques		
		1) Salaires et avantages sociaux	698	706
		2) Autres dépenses	1 127	1 127
		3) Subventions	78	78
		Sous-total c)	1 903	1 911
	d)	Finances et administration		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 611	1 548
		2) Autres dépenses	335	335
		Sous-total d)	1 946	1 883
	e)	Technologies de l'information et SIG		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 892	1 848
		2) Autres dépenses	454	454
		Sous-total e)	2 346	2 302

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
TRANSPORT ET INFRASTRUCTURE (15), suite				
	f)	Santé et sécurité		
	1)	Salaires et avantages sociaux	756	748
	2)	Autres dépenses	77	77
		Sous-total f)	833	825
	g)	Politiques, programmes et règlements		
	1)	Salaires et avantages sociaux	1 466	1 547
	2)	Autres dépenses	126	126
		Sous-total g)	1 592	1 673
	h)	Gestion des questions à traiter		
	1)	Salaires et avantages sociaux	709	770
	2)	Autres dépenses	49	49
		Sous-total h)	758	819
	i)	Conseils et commissions		
	1)	Salaires et avantages sociaux	391	386
	2)	Autres dépenses	49	49
		Sous-total i)	440 (1)	435
	j)	Consultations autochtones		
	1)	Salaires et avantages sociaux	792	692
	2)	Autres dépenses	63	63
		Sous-total j)	855	755

1. Couvre les coûts de fonctionnement de la Commission d'appel des suspensions de permis et du Comité d'étude des dossiers médicaux.

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
TRANSPORT ET INFRASTRUCTURE (15), suite				
15.2	2.	Projets d'immobilisations pour l'infrastructure.....	6 517	6 417
		Planification et gestion des projets d'immobilisations du ministère afin que le réseau d'infrastructure stratégique soit optimisé de façon à soutenir la croissance économique, le commerce et le tourisme au Manitoba. Élaboration, mise en œuvre et supervision de l'utilisation de méthodes novatrices de livraison et de financement des projets.		
	a)	Stratégie d'immobilisations et soutien		
		1) Salaires et avantages sociaux	603	664
		2) Autres dépenses	130	130
		3) Subventions	60	60
		Sous-total a)	793	854
	b)	Planification des immobilisations		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 476	1 366
		2) Autres dépenses	531	531
		Sous-total b)	2 007	1 897
	c)	Appels d'offres et contrats		
		1) Salaires et avantages sociaux	819	745
		2) Autres dépenses	218	218
		Sous-total c)	1 037	963
	d)	Gestion de projets		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 079	2 005
		2) Autres dépenses	706	706
		Sous-total d)	2 785	2 711
	e)	Centre d'excellence chargé des projets		
		1) Salaires et avantages sociaux	730	819
		2) Autres dépenses	127	127
		Sous-total e)	857	946
	f)	Grands projets		
		1) Salaires et avantages sociaux	675	683
		2) Autres dépenses	155	155
		Sous-total f)	830	838
	g)	Moins : Somme récupérable d'autres postes		
		1) Salaires et avantages sociaux	(1 792)	(1 792)

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
TRANSPORT ET INFRASTRUCTURE (15), suite				
15.3	3.	Gestion du transport	150 585	150 535
		Veille à la supervision des activités de construction, d'inspection, de préservation, d'entretien et d'exploitation des réseaux routiers et des routes d'hiver de la province. Supervise le programme lié aux aéroports et au service de traversiers du Nord et assure l'accès aux services essentiels par voie de transport pour les Manitobains du Nord. Favorise la sécurité et l'efficacité de l'industrie des transports routiers du Manitoba.		
	a)	Services administratifs		
		1) Salaires et avantages sociaux	544	572
		2) Autres dépenses	578	578
		3) Subventions	506	19
		Sous-total a)	1 628	1 169
	b)	Opérations régionales		
		1) Salaires et avantages sociaux	53 692	54 169
		2) Autres dépenses	78 463	78 113
		Sous-total b)	132 155	132 282
	c)	Routes d'hiver		
		1) Autres dépenses	9 502	9 502
	d)	Aéroports et service de traversiers du Nord		
		1) Salaires et avantages sociaux	7 940	7 788
		2) Autres dépenses	8 452	8 452
		3) Subventions	105	105
		Sous-total d)	16 497	16 345
	e)	Transports routiers		
		1) Salaires et avantages sociaux	4 716	4 681
		2) Autres dépenses	2 249	2 249
		Sous-total e)	6 965	6 930
	f)	Moins : Somme récupérable d'autres postes		
		1) Salaires et avantages sociaux	(16 162)	(15 693)

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
TRANSPORT ET INFRASTRUCTURE (15), suite				
15.4	4.	Division de l'ingénierie et de la technique	31 464	26 646
		Offre des services de génie et des services environnementaux à l'appui de différents programmes d'infrastructure routière et hydraulique dans toute la province. Supervise les activités de construction, d'inspection, de conservation, d'entretien et d'exploitation de l'infrastructure des ponts et des éléments de régularisation des eaux dans la province. Offre des services de prévisions hydrologiques visant à fournir de l'information exacte qui sert aux activités de lutte contre les inondations et aux services de gestion de l'eau de différents programmes.		
	a)	Services administratifs		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 229	1 311
		2) Autres dépenses	2 273	2 273
		3) Subventions	39	39
		Sous-total a)	3 541	3 623
	b)	Génie routier		
		1) Salaires et avantages sociaux	12 604	12 476
		2) Autres dépenses	6 943	6 943
		Sous-total b)	19 547	19 419
	c)	Génie et exploitation hydrauliques		
		1) Salaires et avantages sociaux	15 652	15 674
		2) Autres dépenses	9 249	9 249
		Sous-total c)	24 901	24 923
	d)	Prévisions hydrologiques		
		1) Salaires et avantages sociaux	2 725	2 686
		2) Autres dépenses	4 590	4 590
		Sous-total d)	7 315	7 276
	e)	Services environnementaux		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 747	1 718
		2) Autres dépenses	510	510
		Sous-total e)	2 257	2 228
	f)	Moins : Somme récupérable d'autres postes		
		1) Salaires et avantages sociaux	(17 577)	(25 293)
		2) Autres dépenses	(8 520)	(5 530)
		Sous-total f)	(26 097)	(30 823)

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
TRANSPORT ET INFRASTRUCTURE (15), suite				
15.5	5.	Gestion des urgences	9 528	9 460
		Appuie et coordonne la planification des mesures d'urgence, la procédure en cas d'urgence et la reprise après une catastrophe afin de veiller à la sécurité des résidents et à la protection des biens et de l'environnement.		
	a)	Planification et soutien stratégiques		
		1) Salaires et avantages sociaux	605	569
		2) Autres dépenses	139	139
		3) Subventions	13	13
		Sous-total a)	757	721
	b)	Préparation et mesures d'intervention		
		1) Salaires et avantages sociaux	1 342	1 402
		2) Autres dépenses	322	322
		Sous-total b)	1 664	1 724
	c)	Rétablissement et atténuation		
		1) Salaires et avantages sociaux	859	767
		2) Autres dépenses	548	548
		Sous-total c)	1 407	1 315
	d)	Urgences diverses liées à l'infrastructure		
		1) Autres dépenses	5 700	5 700

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
TRANSPORT ET INFRASTRUCTURE (15), suite				
D.N.V.	6.	Coûts liés aux immobilisations (dépenses non votées).....	269 540	260 464
		Couvre les coûts liés aux immobilisations.		
	a)	Actif général		
		1) Amortissement	6 926	6 851
	b)	Infrastructure – Routes provinciales		
		1) Amortissement	262 614	253 613
	c)	Infrastructure – Ressources hydriques		
		1) Amortissement	8 547	8 380
		Sous-total avant les sommes récupérées	8 547	8 380
		2) Amortissement	(8 547)	(8 380)
		Total des sommes récupérées	(8 547)	(8 380)
		Sous-total c)	-	-
Partie B – Investissements en immobilisations				
15.6	15.	Immobilisations	614 459	543 258
		Acquisition d'actifs généraux et d'infrastructure.		
		<i>Actif général</i> : acquisition de systèmes de technologies de l'information, matériel, projets majeurs de construction et de rénovation d'immeubles.		
		<i>Infrastructure</i> : construction et amélioration des routes, des ponts, des pistes d'atterrissage des aéroports et des ouvrages de régularisation des eaux de la province.		
	a)	Actif général		
		1) Projets d'immobilisations et matériel – Transports	7 219	7 219
	b)	Infrastructure routière		
		1) Infrastructure routière	407 954	375 000
		2) Coûts reportés d'infrastructure routière	59 700	22 894
		3) Immobilisations liées aux pistes d'atterrissage des aéroports	6 245	6 245
		4) Canal de déversement du lac Manitoba	101 000	101 000
		5) Autres immobilisations liées à la gestion des ressources hydriques	32 341	30 900
		Sous-total b)	607 240	536 039

CRÉDITS	2022-2023 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2021-2022	2021-2022 (milliers de \$)*
CRÉDITS D'AUTORISATION (26)			
Partie A – Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Mise en œuvre de certaines ententes	1 250	4,2	1 200
2. Rajustements liés aux services internes	869 656	(34,0)	1 318 652
3. Fonds du Plan vert et de réduction du carbone	40 000	-	40 000
Sous-total	910 906	(33,0)	1 359 852
Partie A – Fonctionnement (dépenses non votées)			
4. Transfert d'actifs	55 000	(38,9)	90 000
Total de la Partie A – Fonctionnement	965 906	(33,4)	1 449 852
Sommaire de la Partie A – Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	910 906	(33,0)	1 359 852
Subventions en capital	-	-	-
Total des crédits à voter	910 906	(33,0)	1 359 852
Dépenses non votées	55 000	(38,9)	90 000
Total de la Partie A – Fonctionnement	965 906	(33,4)	1 449 852
Partie B – Investissements en immobilisations			
26. Immobilisations – Rajustements liés aux services internes (crédit d'autorisation)			
Actif général	256 401	43,8	178 306
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie B – Investissements en immobilisations	256 401	43,8	178 306

CRÉDITS	2022-2023 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2021-2022	2021-2022 (milliers de \$)*
CRÉDITS D'AUTORISATION (26), SUITE			
* Conciliation (milliers de \$)			
Partie A – Fonctionnement			
Budget des dépenses publié de 2021-2022			1 438 237
Transfert venant de :			
- Santé			40 000
Transfert allant à :			
- Éducation postsecondaire, Développement des compétences et Immigration			(3 470)
- Santé			(85)
- Santé mentale et Mieux-être de la communauté			(23 700)
- Ressources naturelles et Développement du Nord			(117)
- Aînés et Soins de longue durée			(163)
- Sport, Culture et Patrimoine			(850)
Budget des dépenses de 2021-2022 (après rajustement)			<u>1 449 852</u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
CRÉDITS D'AUTORISATION (26), suite				
Partie A – Fonctionnement				
26.1	1.	Mise en œuvre de certaines ententes	1 250	1 200
		Dépenses du Manitoba liées aux activités qui seront entreprises dans le cadre d'activités de développement international.		
	a)	Programme de développement international		
	1)	Subventions	1 250	1 200
26.2	2.	Rajustements liés aux services internes	869 656	1 318 652
		Estimation des coûts liés aux dépenses engagées dans le cadre des activités de riposte à la COVID-19, y compris les dépenses en soins de santé et connexes, la relance économique et d'autres mesures d'aide au rétablissement. Diverses transformations de la main-d'œuvre et du gouvernement, rajustements de la rémunération ou des avantages sociaux des employés ou d'autres coûts, non couverts par d'autres crédits.		
	a)	Riposte et rétablissement liés à la COVID-19 et réserve pour éventualités		
	1)	Autres dépenses	630 000	1 180 000
	b)	Retard dans les services chirurgicaux et diagnostiques		
	1)	Autres dépenses	110 000	40 000
	c)	Fonds des idées		
	1)	Autres dépenses	25 000	50 000
	d)	Fonds communautaire pour les arts, la culture et le sport		
	1)	Autres dépenses	34 000	-
	e)	Expansion du programme de soins infirmiers		
	1)	Autres dépenses	11 575	-
	f)	Fonds des initiatives de réconciliation avec les Autochtones		
	1)	Autres dépenses	5 000	-

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
CRÉDITS D'AUTORISATION (26), suite				
	g)	Fonds d'apprentissage		
	1)	Autres dépenses	2 000	2 000
	h)	Commerce et exportation		
	1)	Autres dépenses	1 000	-
	i)	Autres éventualités		
	1)	Salaires et avantages sociaux	16 533	17 909
	2)	Autres dépenses	34 548	28 743
		Sous-total i)	51 081	46 652
26.3	3.	Fonds du Plan vert et de réduction du carbone..... Élaboration et mise en œuvre de projets se rapportant à l'innovation environnementale, à la réduction du carbone et au changement climatique.	40 000	40 000
	a)	Fonds vert et climatique		
	1)	Autres dépenses	40 000	40 000
D.N.V.	4.	Transfert d'actifs..... Frais de comptabilité pour le transfert d'actifs du gouvernement	55 000	90 000
	a)	Aéroports et service de traversiers du Nord	55 000	55 000
	b)	Société du Centre du centenaire du Manitoba	-	35 000
Partie B – Investissements en immobilisations				
26.4	26.	Immobilisations – Rajustements liés aux services internes..... Éventualités de capitaux pour la transformation, y compris les investissements prévus en biens de l'actif général ou en biens d'infrastructure dans le cadre de divers rajustements liés aux services internes et à d'autres initiatives.	256 401	178 306
	a)	Immobilisations	59 410	24 572
	b)	Projets de technologies de l'information et des communications	76 131	15 428
	c)	Fonds des idées	10 000	25 000
	d)	Programme d'immobilisations pour la relance	110 860	113 306

CRÉDITS	2022-2023 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2021-2022	2021-2022 (milliers de \$)*
URGENCES DIVERSES (27)			
Partie A – Fonctionnement (crédits à voter)			
1. Urgences diverses	100 000	-	100 000
Total de la Partie A – Fonctionnement	100 000	-	100 000
Sommaire de la Partie A – Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	100 000	-	100 000
Subventions en capital	-	-	-
Total des crédits à voter	100 000	-	100 000
Coûts liés aux immobilisations			
Actif général	-	-	-
Infrastructure	-	-	-
Total de la Partie A – Fonctionnement	100 000	-	100 000

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A – Fonctionnement

Budget des dépenses publié de 2021-2022	100 000
Budget des dépenses de 2021-2022 (après rajustement)	100 000

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
URGENCES DIVERSES (27), suite				
Partie A – Fonctionnement				
27.1	1.	Urgences diverses	100 000	100 000
		Dépenses entraînées par les feux de forêt, les inondations et autres désastres naturels; dépenses liées aux interventions en cas d'urgences environnementales; aide aux personnes sinistrées et autres dépenses connexes.		
	a)	Urgences diverses		
	1)	Autres dépenses	100 000	100 000

CRÉDITS	2022-2023 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2021-2022	2021-2022 (milliers de \$)*
ALLÈGEMENTS FISCAUX (33)			
Partie A – Fonctionnement (dépenses non votées)			
1. Crédits d'impôt (dépenses non votées)	157 050	10,5	142 180
Partie A – Fonctionnement (crédits à voter)			
2. Remboursements en matière d'impôt et frais	114 071	(25,3)	152 759
Partie A – Fonctionnement (crédits législatifs)			
3. Remboursement de taxes scolaires	113 300	(63,5)	310 600
Total de la Partie A – Fonctionnement	384 421	(36,5)	605 539
Sommaire de la Partie A – Fonctionnement			
Dépenses de fonctionnement	114 071	(25,3)	152 759
Subventions en capital	-	-	-
Total des crédits à voter	114 071	(25,3)	152 759
Dépenses non votées	157 050	10,5	142 180
Dépenses législatives	113 300	(63,5)	310 600
Total de la Partie A – Fonctionnement	384 421	(36,5)	605 539

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A – Fonctionnement

Budget des dépenses publié de 2021-2022	605 539
Budget des dépenses de 2021-2022 (après rajustement)	605 539

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
ALLÈGEMENTS FISCAUX (33), suite				
Partie A – Fonctionnement				
D.N.V.	1.	Crédits d'impôt (dépenses non votées)	157 050	<u>142 180</u>
		Paiement des dépenses hors caisse liées aux crédits d'impôt du Manitoba.		
	a)	Crédit d'impôt pour l'édition		
	1)	Autres dépenses	700	730
	b)	Crédit d'impôt pour l'impression d'œuvres des industries culturelles		
	1)	Autres dépenses	1 100	1 020
	c)	Crédit d'impôt foncier pour l'éducation		
	1)	Autres dépenses	10 000	96 300
	d)	Crédit d'impôt pour la production de films et de vidéos		
	1)	Autres dépenses	51 300	41 340
	e)	Crédit d'impôt pour les médias numériques interactifs		
	1)	Autres dépenses	3 400	2 200
	f)	Crédit d'impôt pour locataires		
	1)	Autres dépenses	90 000	-
	g)	Aide en matière de taxes scolaires		
	1)	Autres dépenses	550	590
33.1	2.	Remboursements en matière d'impôt et frais	114 071	<u>152 759</u>
		Paiement des dépenses de trésorerie et des frais liés aux impôts et aux taxes.		
	a)	Remboursement de l'impôt foncier pour l'éducation à l'intention des propriétaires		
	1)	Autres dépenses	111 300	151 300
	b)	Frais relatifs à l'administration fédérale		
	1)	Autres dépenses	2 771	1 459
D.L.	3.	Remboursement de taxes scolaires (dépenses législatives)	113 300	<u>310 600</u>
		Remboursement de taxes scolaires.		
	a)	Remboursement de taxes scolaires		
	1)	Autres dépenses	113 300	(1) 310 600

1. Reflète le passif qui s'accumule pour le dernier trimestre de l'exercice 2022-2023. Le montant pouvant être dépensé dans le cadre de l'année civile 2022 est prévu dans la Loi de 2022 portant affectation de crédits (remboursement de taxes scolaires), L.M. 2022, c. 8.

CRÉDITS	2022-2023 (milliers de \$)	VARIATION EN % PAR RAPPORT À 2021-2022	2021-2022 (milliers de \$)*
DETTE PUBLIQUE (31)			
Partie A – Fonctionnement (crédits législatifs)			
1. Dette publique (dépenses législatives)	<u>841 895</u>	3,5	<u>813 237</u>
Total de la Partie A – Fonctionnement	<u>841 895</u>	3,5	<u>813 237</u>
Sommaire de la Partie A – Fonctionnement			
Dépenses législatives	<u>841 895</u>	3,5	<u>813 237</u>
Total de la Partie A – Fonctionnement	<u>841 895</u>	3,5	<u>813 237</u>

*** Conciliation
(milliers de \$)**

Partie A – Fonctionnement

Budget des dépenses publié de 2021-2022	813 237
Budget des dépenses de 2021-2022 (après rajustement)	<u>813 237</u>

RÉS. N°	POSTE N°	RUBRIQUE	2022-2023 (milliers de \$)	2021-2022 (milliers de \$)
DETTE PUBLIQUE (31), suite				
Partie A – Fonctionnement				
D.L.	1.	Dettes publiques (dépenses législatives).....	841 895	813 237
		Paiement des frais d'intérêts et des dépenses connexes relatifs à la dette publique du gouvernement du Manitoba.		
	a)	Intérêts sur la dette publique du Manitoba et dépenses connexes		
	1)	Autres dépenses	1 863 104	1 826 547
	b)	Intérêts sur les fonds spéciaux et en fiducie		
	1)	Autres dépenses	11 650	4 012
	c)	Moins : Récupération des intérêts auprès de la Régie de l'hydro-électricité du Manitoba		
	1)	Autres dépenses	(843 986)	(839 055)
	d)	Moins : Récupération des intérêts auprès d'autres organismes gouvernementaux		
	1)	Autres dépenses	(188 873)	(178 267)

ANNEXE
CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES POUR L'EXERCICE SE TERMINANT LE 31 MARS 2022

2021-2022
(milliers de \$)

Total de la Partie A – Budget principal des dépenses 2021-2022	16 691 713
BUDGET DES DÉPENSES SUPPLÉMENTAIRE :	
Éducation et Apprentissage de la petite enfance.....	75 000
Santé.....	50 000
Crédits d'autorisation	100 000
Sous-total – Budget des dépenses supplémentaire	225 000
Total de la Partie A – Dépenses autorisées	16 916 713